



Madagascar – Situation de la sécurité alimentaire en milieu urbain: analyse des besoins

Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina,
Toliara

Novembre 2008

**Berthine RAZAFIARISOA
Kate OGDEN
Maherisoa RAKOTONIRAINY
Sylvie MONTEMBault**

REMERCIEMENTS

La présente étude a pu être réalisée grâce au travail actif de toute une équipe¹ impliquée dans :

- le traitement et exploitation des données
- l'élaboration des masques de saisie
- la saisie des données
- la supervision de l'enquête
- la collecte des données
- l'animation de l'atelier de discussion sur les résultats avec les partenaires

Nous tenons à remercier :

- les différentes entités et personnes qui ont fourni les données secondaires,
- les autorités locales (maires, délégués, fokontany) qui ont facilité le travail sur terrain,
- les présidents et membres des comités des fokontany, aux commerçants, aux pères et mères qui ont participé au focus group et aux entretiens,
- les ménages enquêtés et les enfants pour les mesures anthropométriques.

Il convient également d'exprimer notre gratitude à tous pour leur sérieuse et précieuse collaboration ainsi que leur participation active qui a permis le bon déroulement de cette étude.

Pour plus d'information, merci de contacter :

Maherisoa Rakotonirainy, *VAM Officer WFP Madagascar*, maherisoa.rakotonirainy@wfp.org

Kathryn Ogden, *Nutrition Analyst, WFP Rome*, kathryn.ogden@wfp.org

Sylvie Montembault, *Regional Assessment Officer, WFP Johannesburg*, sylvie.montembault@wfp.org

¹ Merci de se référer à l'**Annexe 2** pour trouver tous les noms des personnes ayant contribué à cette étude

ACRONYMES

ACT	Argent Contre Travail
Ar	Ariary
AGR	Activité Génératrice de Revenu
BIT	Bureau International du Travail
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment
CCPREAS	Cellule de Coordination des Projets de Relance Economique et d'Action Sociale
CU	Commune Urbaine
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EFSA	Emergency Food Security Assessment
FAO	Organisations des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCS	Food Consumption Score
FCPA	Fonds de Compensation
FID	Fonds d'Intervention pour le Développement
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GCC	Grenier Communautaire Communal
GCV	Grenier Communautaire Villageois
HIMO	Hauts Intensité de Main d'oeuvres
IAM	Insécurité Alimentaire Modérée
IAS	Insécurité Alimentaire Sévère
IDH	Indice de Développement Humain
INSTAT	Institut Nationale des Statistiques
INSTAT/DSM	Institut Nationale des Statistiques/Direction des Statistiques des Ménages
IPC	Indice des Prix à la Consommation
IRA	Infection Respiratoire Aigue
MAELP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MAP	Madagascar Action Plan
MDAT	Ministère de la décentralisation et de l'aménagement du territoire
Minsanpf	Ministère de la Santé et du Planning Familial
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMH	Office Malgache des Hydrocarbures
ONG	Organisme Non Gouvernemental
ONN	Office Nationale de la Nutrition
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PB	Périmètre brachiale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	Produits de Première Nécessité
PSA	Programme de Sécurité Alimentaire
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SA	Sécurité Alimentaire
SAP	Système d'Alerte Précoce
SEECALINE	Surveillance et éducation des écoles et des communautés en matière d'alimentation et de nutrition élargie
SMART	Standardized Monitoring and Assessment in Relief and Transition
SMB	Secrétariat multi bailleurs
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour le Population
VCT	Vivre contre le travail
WFP	World Food Programme

TABLE DES MATIERES

Remerciements

Acronymes

Résumé exécutif

1 INTRODUCTION	11
2 OBJECTIFS ET METHODES D'EVALUATION.....	13
2.1 Objectifs de l'évaluation	13
2.2 Méthodologie	13
2.2.1 Collecte des données primaires	13
2.2.2 Les données secondaires	15
2.2.3 Analyse des données.....	15
2.2.4 Limites des données et de la base de référence.....	16
3 PROFIL DES ZONES CONCERNEES PAR L'ÉVALUATION	17
4 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET EVOLUTION RECENTE/ATTENDUE DES PRIX.....	21
4.1 Performance macroéconomique récente et disponibilité alimentaire	21
4.2 Magnitude de l'augmentation des prix de la nourriture, en particulier du riz, et des carburants	22
5 DISPONIBILITES ALIMENTAIRE ET MARCHES	26
5.1 Impact sur les réserves de nourriture	26
5.2 Impacts sur les prix et le fonctionnement du marché.....	26
6 IMPACTS SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES ET PROFIL DES PERSONNES LES PLUS AFFECTEES	32
6.1 Mois de difficulté alimentaire :	32
6.2 Consommation alimentaire des ménages.....	32
6.3 Sécurité alimentaire des ménages.....	36
6.3.1. Accessibilité alimentaire des ménages	36
6.3.2 Niveau de Sécurité Alimentaire des ménages	40
6.4 Sécurité Alimentaire et Fréquence des repas des ménages :.....	41
6.5 Sécurité alimentaire et caractéristiques socio-économiques des ménages	42
6.5.1 Sécurité alimentaire et caractéristiques sociodémographiques des ménages	42
6.5.2 Sécurité alimentaire et condition de vie des ménages	43
6.5.3 Sécurité alimentaire et caractéristiques économiques des ménages.....	45
6.5.4 Sécurité alimentaire et chocs et mécanismes de survie.....	47
6.6 Sécurité alimentaire et situation nutritionnelle	49
6.7 Profil et nombre de personnes requérant de l'assistance.....	53
7. ANALYSE TEMPORELLE DE LA SITUATION	55
7.1 Insécurité alimentaire chronique et transitoire :	55
7.2. Evolution attendue	56
8 REPONSES EXISTANTES	57
9. RECOMMANDATIONS	61
9. 1 Les interventions non alimentaires.....	61
9.2. Les interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	61
9.3. Les interventions alimentaires	62
9.4 Suivi de la situation et monitoring des activités	63

Bibliographie

Annexes

Annexe 1 : Liste des Fokontany enquêtés

Annexe 2 : Liste des enquêteurs et des personnes impliquées dans la réalisation de l'étude

Annexe 3 : Questionnaire ménage

Annexe 4 : Questionnaire commerçant

Annexe 5 : Guide Focus group

Annexe 6 : Guide interview Informateur clé

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Appréciation des informateurs clés sur les caractéristiques des ménages du fokontany.....	17
Tableau 2 : Répartition de la population dans les fokontany selon les richesses (Source : Informateurs clé)	18
Tableau 3 : Pourcentage des commerçants selon les causes citées pour justifier l'augmentation des prix des denrées	29
Tableau 4 : Opinion des commerçants (en %) sur la variation des quantités vendues dans les 3 derniers mois et par rapport à l'année dernière	30
Tableau 5 : Type de commerçants qui prend et fournit du crédit et par province.....	31
Tableau 6 : Fréquence moyenne de la consommation des différents groupes alimentaires au niveau des ménages par commune urbaine pendant 7 jours.	33
Tableau 7 : Poids nutritionnel de chaque groupe alimentaire.	34
Tableau 8 : Profil de la consommation alimentaire (<i>Food Consumption Score</i>) des ménages (en %) par commune urbaine	35
Tableau 9 : Caractéristiques des classes de revenu.....	36
Tableau 10 : Niveau de stabilité des différentes sources de revenu.....	37
Tableau 11 : Classement selon les dépenses mensuelles en nourriture en Ariary.....	38
Tableau 12 : Pourcentage des ménages classés par quintile de dépenses alimentaires.....	38
Tableau 13 : Premier classement combiné : stabilité du revenu et niveau des dépenses alimentaires.....	38
Tableau 14 : Distribution des ménages (en %) selon la première combinaison stabilité des revenus et dépenses alimentaires	38
Tableau 15 : Répartition des ménages (%) par rapport au stock de riz.....	39
Tableau 16 : Classement de l'indicateur consolidé d'accessibilité à la nourriture (Stock de riz et stabilité du revenu/niveau des dépenses alimentaires).....	39
Tableau 17 : Répartition des ménages (en %) par rapport à l'indicateur final d'accessibilité (source de revenu, dépense alimentaire et stock de riz) des ménages	39
Tableau 18 : Classement de l'insécurité alimentaire en fonction de l'accessibilité à la nourriture.....	40
Tableau 19 : Répartition (en %) de l'insécurité alimentaire au niveau des ménages.....	40
Tableau 20 : Répartition des ménages (en%) en fonction des conditions de vie	44
Tableau 21 : Pourcentage des ménages (en %) par type de chocs selon leur catégorie de sécurité alimentaire.....	48
Tableau 22: Répartition des ménages (en %) selon les stratégies utilisées par rapport aux chocs récents	49
Tableau 23 : Seuil utilisé pour interpréter les mesures du Périmètre Brachial.....	50
Tableau 24: Prévalence de la malnutrition mesurée par le PB selon la tranche d'âge des enfants.....	51
Tableau 25 : Situation nutritionnelle des enfants dans les ménages enquêtés par ville	51
Tableau 26 : Prévalence de la malnutrition des enfants par rapport à l'insécurité alimentaire des ménages	52
Tableau 27: Source de données utilisées dans l'estimation de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire	53
Tableau 28 : Répartition de la population (en nombre) par commune urbaine	53
Tableau 29 : Nombre de personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire par commune urbaine...	54
Tableau 30 : Coût des ces investissements complémentaires* (en USD millions) (Source ISFP, Septembre 2008).....	59
Tableau 31: Activités envisagées dans les cas des interventions non alimentaires.....	61
Tableau 32: Activités envisagées dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.....	62
Tableau 33: Activités envisagées dans les interventions alimentaires.....	62
Tableau 34 : Intervenants potentiels à Madagascar.....	63

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Pourcentage des ménages avec membre actifs.....	19
Figure 2 : Nombre de biens possédés par les ménages (en %) par commune urbaine.....	20
Figure 3 : Evolution des prix du riz de Janvier 2006 à Juin 2008 (Source SMB).....	21
Figure 4 : Indice des prix des produits alimentaires, des produits de première nécessité, du riz et de l'énergie entre Janvier 2007 et Mars 2008 (Source INSTAT/DSM).....	23
Figure 5 : Changement des prix du riz et du carburant à Madagascar entre 2007 et 2008 (Source : Combinaison données INSTAT et OMH)	24
Figure 6 : Production estimée du riz dans les différentes régions à Madagascar (Source WFP, 2008).....	26
Figure 7 : Opinion des commerçants (en %) sur l'augmentation du prix des viande/poissons	27
Figure 8 : Opinion des commerçants (en %) sur l'augmentation du prix des brèdes et des légumes.....	27
Figure 9 : Opinion des commerçants (%) sur l'augmentation du prix des PPN.....	28
Figure 10 : Opinion des commerçants (en %) sur l'augmentation du prix chez les grossistes.....	29
Figure 11 : Mois de difficulté alimentaire des ménages.....	32
Figure 12 : Répartition des ménages (en%) par rapport à la fréquence des repas.....	41
Figure 13 : Répartition des femmes chef de ménage (en %) par catégorie d'insécurité alimentaire.....	42
Figure 14 : Répartition des catégories de ménages (en %) selon leur taille.....	43
Figure 15: Répartition des ménages (en %) selon le nombre d'actifs parmi les différentes catégories d'insécurité alimentaire	45
Figure 16 : Répartition des catégories de ménages (en %) selon le nombre de biens en leur possession	46

Résumé exécutif

Le prix des denrées alimentaires sur le marché mondial a connu une augmentation d'environ 45% au cours des neuf derniers mois, un niveau jamais atteint depuis plus de 30 ans. Ce phénomène est lié à une combinaison de facteurs comprenant les changements climatiques, les niveaux des stocks céréaliers mondiaux historiquement bas, la démographie galopante, la consommation croissante de viande et des produits laitiers dans les pays à économie émergente, la production accrue de biocarburant et le coût croissant des produits pétroliers. La hausse des prix des aliments a entraîné des troubles sociaux dans beaucoup de pays, obligeant certains gouvernements à prendre des mesures par la restriction à court terme de leur exportation, aggravant encore l'instabilité sur les marchés mondiaux.

Madagascar a une économie basée sur le riz et importe 10% de sa consommation. De plus, il importe la totalité de ses besoins en produits pétroliers. Il est attendu qu'une augmentation de 10% du prix induirait une baisse de la consommation en riz des ménages pauvres urbains, où 87% des ménages sont tributaires de l'achat du riz. Bien que le prix du riz sur le marché national ne s'est pas jusque là écarté des valeurs moyennes saisonnières, l'impact de la crise mondiale semble se faire sentir à la fois sur le plan macro et microéconomique.

Cependant, aucune donnée n'est disponible, pour estimer de façon assez précise l'impact de la crise sur la sécurité alimentaire des ménages vivant en milieu urbain. Aussi, pour mieux définir ses stratégies et ses options de réponse, le PAM Madagascar a décidé d'entreprendre la présente étude. L'objectif est d'évaluer la sécurité alimentaire des ménages urbains afin d'identifier et d'orienter l'assistance du PAM sur les types de réponses appropriées à apporter dans l'immédiat, à moyen et à long terme, parmi les ménages les plus vulnérables.

Afin d'obtenir le maximum de précisions dans les résultats, plusieurs méthodes complémentaires ont été utilisées. Des interviews et des discussions auprès des Groupes de Discussions Dirigées (hommes et femmes) et auprès des informateurs clés (Président et membre du fokontany²) ont été menés en vue d'une démarche participative, en tenant également compte des différences de point de vue homme/ femme. Cette évaluation subjective au niveau communautaire a été complétée par une évaluation quantitative auprès des ménages et des commerçants de quartier. L'analyse des résultats a tenu compte de la triangulation des informations collectées, qui ont été enrichies par une revue des données secondaires, en vue d'une meilleure compréhension de la situation au niveau macro et micro économique.

² Un fokontany, à l'origine, est un village traditionnel malgache. Il est aujourd'hui une subdivision administrative de base malgache. Il comprend soit des hameaux, des villages, des secteurs ou des quartiers.

Caractéristiques socio-économiques des ménages en milieu urbain :

La description de chaque commune urbaine a fait ressortir des spécificités. Toamasina est une ville portuaire qui a bénéficié tout récemment d'une nouvelle opportunité économique grâce à l'exploitation du Nickel d'Ambatovy. Antsiranana est une ville où le tourisme, les activités de réparation navale et la pêche se sont développés. Les catégories citées comme « riches » à Antsiranana sont ceux qui possèdent des zébus. Mahajanga est une ville relativement aisée mais, le problème actuel cité par les informateurs clés, est le chômage lié à la fermeture des sociétés. Fianarantsoa est une ville où plus de la moitié de la population vit surtout de l'Agriculture avec un faible développement de l'industrie. Toliara malgré l'existence d'un port est aussi une ville avec une pauvreté croissante et un réseau social assez limité. Pour Antananarivo, ce sont surtout les activités liées au service qui sont les plus importantes. Les zones franches se sont beaucoup plus développées à Antananarivo. Ainsi, le plus grand nombre de ménages avec 1 actif se trouve à Toamasina, Antsiranana et Fianarantsoa et les ménages à 2 actifs sont localisés surtout à Antananarivo et de Toliara. En revanche, le taux de ménages sans membres actifs est plus élevé parmi les ménages urbains de Mahajanga.

Enfin, une faiblesse des réseaux sociaux a été constatée dans presque toutes les communes. L'accès aux services d'épargne/crédit à travers la micro finance ou les institutions financières de développement favorisant l'autonomie socio-économique pour l'amélioration des conditions de vie des ménages est très limité. Les recours en cas de difficultés sont surtout les familles, suivi par les amis, voisins ou collègues. Cette faiblesse des réseaux sociaux réduit les potentialités de développement des ménages en favorisant le cercle vicieux de la pauvreté lié à l'absence de recours fiables surtout en cas de chocs

Disponibilités alimentaires et marchés

Dans l'ensemble, mise à part le riz dont les prix ne se sont pas écartés des valeurs moyennes saisonnières, les prix des autres Produits de Première Nécessité (PPN) ont connu une hausse. L'augmentation des prix atteint 25 à 50% dans certaines communes comme Toamasina et Toliara.

Selon les commerçants, l'augmentation des prix des denrées est liée, par ordre d'importance, à l'augmentation : (i) des prix à la source, (ii) des prix du transport et (iii) des taux d'intérêt et des taxes.

En conséquence, les quantités de denrées de base vendues diminuent par rapport à la même période l'année dernière. Les commerçants ont constaté un changement de comportement des acheteurs : les gens achètent de très petites quantités ou achètent des vivres moins chers ou des petites quantités mais plus fréquemment (la quantité totale n'a pas changée) et enfin, les clients font plus de crédit pour acheter des aliments.

Malgré une disponibilité et un approvisionnement suffisants des denrées alimentaires, les difficultés rencontrées par les commerçants sont surtout la diminution de la demande mentionnée, suivi par la hausses des coûts des marchandises, les difficultés de récupérer les dettes des clients redevables et la hausses des prix du carburant.

Profil de consommation, sécurité alimentaire des ménages et profil et nombre des personnes affectées

Le riz reste l'aliment de base. Il est consommé presque tous les jours sauf à Toliara où le manioc et le maïs font également partie des aliments de base.

Il faut noter que le milieu urbain malgache est fortement influence par la saisonnalité agricole et est donc également affecté par la période de soudure. La période actuelle jusqu'à fin mars constitue la période où les ménages ont le plus de difficultés à se procurer de la nourriture.

L'indice de consommation utilisé dans cette étude, Food Consumption Score (FCS), a montré que 4% des ménages ont un profil de consommation alimentaire « pauvre », 32% ont un profil alimentaire « limite » et 64% un profil qualifié de « Bon ». Les ménages urbains ont accès à une alimentation plus diversifiée se traduisant par des FCS plus élevés que ceux normalement observés en zone rurale, ce qui ne laisse rien prédire des difficultés souvent rencontrées pour accéder à la nourriture.

Par ailleurs, le choix alimentaire en milieu urbain est un choix contraint par la ligne budgétaire. Les ménages opèrent à l'intérieur du pouvoir d'achat. Dans notre étude, l'accessibilité alimentaire des ménages a été définie à partir de la combinaison de 3 indicateurs d'accès: la stabilité des sources de revenu, les dépenses alimentaires et la part de la propre production, dont une grande partie est destinée à l'autoconsommation. La situation alimentaire des ménages a été ensuite déterminée en croisant l'accessibilité avec le FCS. Les résultats ont montré que 74% des ménages enquêtés sont en situation d'insécurité alimentaire dont 47% en situation d'Insécurité Alimentaire Sévère. Toutes les communes sont vulnérables à cette insécurité alimentaire, même si le taux de ménages en Insécurité Alimentaire Sévère est plus élevé dans la commune urbaine de Fianarantsoa (65%), expliquant la plus forte prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans observée dans cette commune.

Les données nutritionnelles liées à l'insécurité alimentaire ont été également évaluées pour mieux cibler les ménages. La mesure du Périmètre Brachial (PB) a été utilisée et l'œdème bilatéral a été recherché chez tous les enfants de moins de 5 ans des ménages enquêtés. Les résultats ont montré qu'il n'y a pas de différence significative entre les filles et les garçons quant à la survenue de la malnutrition. En revanche, la situation nutritionnelle des enfants est préoccupante dans les ménages à Insécurité Alimentaire Sévère et est à observer chez les ménages à Insécurité Alimentaire Modérée.

Le nombre total de population en situation d'insécurité alimentaire est ainsi estimée à **780 000** personnes dont **512 000** en situation d'Insécurité Alimentaire Sévère et **268 000** en situation d'Insécurité Alimentaire Modérée.

Analyse temporelle de la situation et nombre de personne recquérant de l'assistance

La situation sérieuse aujourd'hui constatée semble d'abord le fait de facteurs structurels liés aux conditions de vie des zones urbaines. Quand bien même, la disponibilité alimentaire et l'approvisionnement sont satisfaisants, les problèmes se manifestent au niveau du pouvoir d'achat des ménages et de leur accès à l'alimentation. En effet, les 3 chocs ayant affectés les ménages dans les 6 derniers mois cités sont, par ordre d'importance, la hausse des prix de la nourriture, le coût élevé des soins médicaux, la perte d'emploi liée à la fermeture des sociétés ou l'absence d'offre d'emploi ou la fermeture des zones franches. Ces chocs ont obligé les ménages à adopter des stratégies de résilience de début de crise voire de détresse qui risquent de mettre en danger la vie humaine s'ils perdurent.

En conclusion, la situation actuelle rend compte d'une combinaison de facteurs affectant directement ou indirectement l'accès des ménages à l'alimentation. La crise alimentaire et financière a engendré des chocs qui ont créé une insécurité alimentaire transitoire aggravant la situation des ménages souffrant déjà d'une insécurité alimentaire et d'un état nutritionnel chroniques. De plus, les conditions de vie déplorables dans de nombreuses zones urbaines laisse présager une rapide détérioration de la situation alimentaire en cas de nouveau choc ou de choc plus accentué.

Pour faire face à la crise alimentaire, du pétrole et de la crise financière au niveau mondial, le Gouvernement a mis en place un comité interministériel sur l'Initiative sur le Flambée de Prix, coordonné par la Primature, avec une participation interministérielle et des partenaires. Des activités d'appoint ont été entreprises pour pallier à la flambée des prix, entre autres, à travers la loi des finances rectificatives de juillet 2008, des mesures fiscales supplémentaires sur le pétrole lampant utilisé dans la combustion en milieu urbain et à l'éclairage pour les ménages pauvres urbains et les ménages ruraux, la stabilisation des prix du riz, l'opération contre-saison de la culture de riz, des tubercules et des légumes (Juin à Décembre 2008) pour faire face à période de soudure (Février à mars 2009) par le MAELP, le soutien alimentaire et nutritionnel, les cantines scolaires, l'HIMO/AGR, la supplémentation en micronutriments et la prise en charge des enfants malnutris, la distribution ciblée par la Direction Générale de la Protection Sociale du MinSanPF.

L'appui du PAM en zone urbaine a permis une aide alimentaire à environ 5 700 bénéficiaires en 2008 dans le cadre de son programme nutritionnel. Le nombre total de bénéficiaires a été augmenté en 2009 à 71 130 pour faire face à la crise.

1 INTRODUCTION

Situé au large de l'océan indien, Madagascar est une île peuplée par une population estimée à 17,4 millions d'habitants en 2005³. La population malgache est jeune avec la moitié ayant moins de 20 ans et une espérance de vie estimée à 59 ans. La taille moyenne d'un ménage est de 5,2 personnes. 78% de la population résident en milieu rural contre 22% en milieu urbain.

En 2003, Madagascar a rejoint le rang des pays à développement humain moyen⁴. Le taux de croissance globale est de 2,9% et 61% de la population vivent avec moins de \$2US par jour. Les améliorations constatées durant les 5 dernières années dans le système éducatif et sanitaire à Madagascar ont contribué à la hausse soutenue de l'Indicateur du Développement Humain (IDH) allant de 0,462 en 2001 à 0,527 en 2005. En 2008, Madagascar est placée au 143^{ème} rang sur 177 sur le IDH, avec une valeur de 0,533.

Cependant, la pauvreté demeure un phénomène de grande ampleur à Madagascar. En 2005, 67,5% de la population est pauvre et la pauvreté s'urbanise de plus en plus avec une féminisation accrue. L'insécurité alimentaire continue à sévir dans le pays en se manifestant par l'insuffisance pondérale qui atteint 42% des enfants de moins de 5 ans. Cette situation est aggravée par le passage fréquent des cyclones ou d'autres cataclysmes naturels (sécheresse, inondations) qui frappent chaque année, sans exception, la grande île.

A la fin de l'année 2007 jusqu'au troisième trimestre 2008, le prix des denrées alimentaires au niveau mondial a augmenté d'environ 45%, atteignant un niveau jamais atteint depuis plus de 30 ans. Ce phénomène est lié à une combinaison de facteurs comprenant : les changements climatiques, le niveau de stock céréaliers mondiaux relativement bas, l'augmentation de la population, la consommation croissante de viande et de produits laitiers dans les économies émergentes, la demande accrue pour la production de biocarburant et le coût croissant de l'énergie et du transport. De sérieuses pénuries de riz et de blé s'observent sur le marché mondial. Dans certains pays, la hausse des prix des aliments a provoqué de troubles sociaux et amené certains gouvernements à prendre des mesures à court terme par la restriction des exportations qui aggravent encore l'instabilité sur les marchés mondiaux. Parallèlement à cette augmentation des prix alimentaires, les prix des facteurs de production ont également fortement progressé sur le marché international.

Madagascar a une économie basée sur le riz. Le riz qui constitue l'aliment de base des malgaches, est ancré traditionnellement dans sa civilisation. Madagascar importe annuellement environ 10% de sa consommation de riz, soit environ 150 000 à 200 000 tonnes de riz. De quantités importantes de cette

³ Taux de croissance de 2,5% par an selon les projections démographiques pour la période 2003-2015. Le dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) date de 1993. RGPH3 va avoir lieu en 2009. Source : EPM 2005. INSTAT/DSM.

⁴ Un pays à développement humain moyen ayant un IDH supérieur ou égal à 0,5 mais inférieur à 0,8 ; l'IDH étant calculé à partir de l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes, le taux de scolarisation, le produit intérieur brut

importation sont commercialisées durant la période de soudure dans les grandes agglomérations urbaines. Sachant que, d'après l'INSTAT, la part moyenne de dépenses des ménages consacrée à l'alimentation est approximativement de 70% au niveau national, une importante augmentation du prix des denrées alimentaires, en particulier celui du riz, détériorerait l'économie des ménages. L'impact négatif d'une éventuelle flambée de prix sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages risque ainsi d'être sévère pour des ménages vivant chroniquement dans l'insécurité alimentaire. Toujours d'après l'INSTAT, il est attendu qu'une augmentation de 10% du prix induit une baisse de 5,3% de consommation de riz des ménages pauvres urbains où 87% sont tributaires de l'achat de riz. De plus, si on regarde l'indice des prix à la consommation (IPC) entre octobre 2007 et octobre 2008, le groupe 'logement et combustible' a augmenté de 13,9%, celle de la santé de 12,2%, les transports de 12% et la nourriture de 10,6%.

Par ailleurs, selon les données secondaires, si l'augmentation du prix des carburants semble n'avoir pas eu d'effet direct ni sur le prix du riz, ni sur le prix du transport en commun, la crise financière mondiale qui a émergé en septembre 2008 risquera d'avoir des impacts sur la production des pays qui exportent leurs produits vers les pays développés comme c'est le cas des zones franches. Au niveau mondial, ces zones franches sont connues comme *Export Processing Zones* (EPZ). Leur première activité étant les textiles et vêtements (94% de l'emploi en zone franche). Elles ont vu leur pic à Madagascar en 2004 avec plus de 100,000 employés et 180 sociétés. Suite à la crise politique de 2002, certaines sociétés ont été obligées de fermer leurs portes définitivement. En 2005 la phase finale du Multi Fibre Agreement qui a imposé des quotas sur la production des vêtements aux pays participants, a eu des effets négatifs sur les zones franches. Les sociétés à Madagascar avaient du mal à faire face à la concurrence des pays asiatiques et depuis 2005, malgré des quotas provisoire mis en place par les Etats Unis et l'Union Européenne (jusqu'à la fin du 2008), il n'y a pas eu d'augmentation des exportations des zones franches. La situation risque d'être encore pire avec les pertes d'emploi en parallèle liées à la cessation des quotas provisoires et l'introduction de nouvelles technologies dans la chaîne de production (source : Banque Mondiale 2008).

Actuellement, aucune donnée n'est disponible à Madagascar pour estimer de façon assez précise l'impact de la crise financière sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vivant en milieu urbain quand bien même, l'impact de la crise commence à se faire sentir à la fois au niveau macro et micro économique. Aussi, pour mieux définir ses stratégies et ses options de réponse, le PAM Madagascar a décidé d'entreprendre une évaluation de l'impact de la hausse des prix sur la situation alimentaire des ménages en milieu urbain dans les chefs lieux des 6 provinces de Madagascar. Les résultats permettront d'identifier et d'orienter l'assistance du PAM pour les ménages les plus vulnérables.

2 OBJECTIFS ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Objectifs de l'évaluation

L'objectif général de cette étude est d'évaluer l'étendue et la sévérité de l'insécurité alimentaire des ménages urbains suite à la crise alimentaire mondiale permettant de décider du type de réponses appropriées à apporter dans l'immédiat, à moyen et à long terme, en collaboration avec les autres partenaires du PAM.

Les objectifs spécifiques sont de:

- fournir des données de base sur la situation actuelle de l'insécurité alimentaire en milieu urbain suite à la hausse des prix, d'identifier les risques futurs en incluant les risques nutritionnels et d'étudier les capacités des ménages, des communautés, des organisations locales et nationales pour faire face à la situation.
- estimer l'étendue et la sévérité de l'insécurité alimentaire, d'examiner les principales causes et les options de réponses actuelles (interventions alimentaires et non alimentaires) et de faire des recommandations appropriées.
- Là où l'aide alimentaire est la réponse appropriée, de déterminer les quantités nécessaires, le nombre potentiel de bénéficiaires et leur profil ainsi que les interventions les plus appropriées à court, à moyen et à long terme et leur synergie avec les autres programmes existants
- De recommander les indicateurs et le procédure pour le suivi de la situation

2.2 Méthodologie

Dans le but d'obtenir le maximum de précisions sur les informations collectées, plusieurs méthodes complémentaires ont été utilisées. Une revue de la littérature sur la crise alimentaire au niveau national et international a été faite de façon à avoir le maximum d'informations pour enrichir les analyses des données primaires. Les entretiens menés auprès des informateurs clés et des groupes de discussion ont permis d'apporter des réponses qualitatives au niveau communautaire. Les enquêtes auprès des ménages sélectionnés et des commerçants de quartier ont permis d'obtenir les données quantitatives, complétées par les informations qualitatives au niveau communautaire issues des entretiens menés auprès des informateurs clés et des Groupe de Discussions Dirigés. L'analyse tient compte de la triangulation des données collectées à différents niveaux.

2.2.1 Collecte des données primaires

▪ Echantillonnage

L'étude a procédé par un échantillonnage raisonné en 2 étapes. Dans un premier temps, 30 fokontany ont été choisis de façon aléatoire parmi les 192 fokontany hétérogènes dans la commune urbaine d'Antananarivo et pour chacune des autres communes urbaines (Antsiranana, Mahajanga,

Fianarantsoa, Toamasina et Toliara), 6 fokontany répartis comme suit : 3 fokontany aléatoires parmi les communes localisées dans les zones classées comme « pauvre » et 3 fokontany aléatoires parmi les communes localisées dans les zones classées comme « moyen ». La caractérisation « pauvre » et « moyen » a été donnée par les personnes ressources (**Annexe 1**).

Dans chaque fokontany sélectionné, 10 ménages classés comme ayant un revenu moyen ou pauvre ont été choisis au hasard à partir de la liste des ménages du fokontany, utilisée comme base de dénombrement. Pour la commune urbaine d'Antananarivo, 300 ménages ont été ainsi sélectionnés et 60 ménages dans chacune des autres communes urbaines. Les données collectées auprès des ménages se rapportent aux données sociodémographiques, socioéconomiques, aux conditions de vie, à la consommation alimentaire, aux chocs et mécanismes de survie, aux réseaux sociales. L'évaluation de l'état nutritionnel par la mesure du Périmètre Brachial (PB) des enfants de moins de 5 ans des ménages sélectionnés a été intégrée à l'étude afin de mieux comprendre la relation entre la sécurité alimentaire et la malnutrition. Des informations complémentaires sur leur santé, l'allaitement et le sevrage et les pratiques de soins ont été également collectées (**Annexe 3**).

Pour les commerçants du quartier, des informations sur le type de produits vendus, les ventes, les sources d'approvisionnement, les crédits, les difficultés pour le commerce actuellement ainsi que l'impact potentiel de l'aide alimentaire sur le marché et enfin, les capacités de réponse des commerçants dans des situations d'urgence ont été collectées auprès de 5 catégories de commerçants : un grossiste, un détaillant ou un épicier, un boucher et/ou une poissonnerie, une échoppe pour brèdes et légumes et une gargote (**Annexe 4**).

Les *focus group* ont permis d'avoir un aperçu d'ensemble sur le comportement, l'attitude et les pratiques de groupes. Les thèmes discutés se rapportaient aux sources de revenu, à la santé, à l'hygiène et assainissement, aux chocs et mécanisme de survie, aux marchés, aux réseaux sociales, à la consommation alimentaire et à leurs opinions sur les réalités au niveau des fokontany. Trois groupes de discussions composés de 8 à 10 personnes habitant le fokontany ont été constitués. Pour avoir une vision par genre de la situation, les discussions ont été menées séparément avec un groupe de pères de famille et avec un autre groupe de mères de famille. Pour ces 2 groupes, les participants devaient répondre aux critères suivants: être locataire de maison avec hygiène précaire (pas d'eau courante dans la maison, toilette et assainissement non adéquats), ayant un emploi instable (travail dans l'informel, journalier ou temporaire) ou être chômeur ayant perdu un emploi très récemment, sans qualification. Le 3^{ème} groupe de discussions était mixte, constitué de pères et de mères de famille. Les critères étaient: être locataire et/ou propriétaire de maison avec assainissement moyen, avec un emploi stable, petit fonctionnaire ou petit employé, travail régulier, avec qualification. Quinze fokontany parmi les 30 ont été sélectionnés au hasard pour mener les discussions dans la commune urbaine

d'Antananarivo et 3 groupes de discussions répondant aux critères précités dans chaque commune, pour les autres provinces (**Annexe 5**).

Des entretiens semi structurés ont été aussi faits auprès des membres du comité et du président de chaque fokontany afin de mieux comprendre et de fournir un éclairage contextuel de la situation. Les interviews se rapportaient aux informations générales sur la population, la santé, les sources d'eau, la migration, l'éducation, les marchés, les réseaux sociales, l'aide alimentaire, les chocs et leurs commentaires sur le fokontany (**Annexe 6**).

Les équipes ont été formées sur l'administration des questionnaires ainsi que sur la théorie et la mesure du périmètre brachial. Tous les questionnaires ont été pré testés, les mesures du Périmètre Brachial standardisées. Des corrections ont été apportées aux outils de collecte après le *feed back* des pré tests.

Enfin, l'évaluation s'est déroulée du 03 au 15 novembre 2008 en parallèle dans les chefs lieux des 6 provinces de Madagascar (Antananarivo, Antsiranana, Mahajanga, Fianarantsoa, Toamasina et Toliara), au niveau des 60 fokontany sélectionnés, auprès de 600 ménages choisis au hasard, de 60 groupes de discussion dirigée et de 60 entretiens avec informateurs clés et enfin, 300 discussions avec des commerçants de quartier. Les premiers résultats ont été présentés et discutés auprès des différents intervenants.

2.2.2 Les données secondaires

Une revue des données secondaires était nécessaire pour essayer de comprendre la situation au niveau macro-économique et surtout le marché du riz à Madagascar. Beaucoup d'informations à jour existent sur le marché du riz. En revanche, les données sur la sécurité alimentaire et la nutrition en zone urbaine sont peu disponibles et pas toujours à jour. Les enquêtes précédentes ont été menées soit au niveau national, soit uniquement en milieu rural. Une bibliographie a été réalisée et l'équipe a pris part aux réunions et aux discussions entreprises avec le comité technique de la hausse des prix, l'Office Nationale de Nutrition et l'INSTAT.

2.2.3 Analyse des données

Après le contrôle de cohérence, les données collectées auprès des ménages et des commerçants de quartier ont été codifiées et saisies sur Epi info vers 3.4.3, 2007 en utilisant un masque de saisie conçu spécialement à cet effet. Après apurement des données, le traitement et l'exploitation ont été effectués sur Excel, SPAD (pour le calcul des Analyse de Correspondance Multiple (ACM), STATA et SPSS 13.0. Les informations recueillies lors des interviews et discussions ont été transcrites et dépouillées avant l'analyse.

2.2.4 Limites des données et de la base de référence

La complémentarité des méthodes utilisées pour la collecte des données a permis de pallier aux déficiences de certaines méthodes de collecte et de combler les lacunes de l'autre. Les discussions au niveau des *focus group* ainsi que l'interview auprès des informateurs clés offrent les avantages de connaître les sens des comportements, des motivations, des points de vue des acteurs en complément des données quantitatives collectées auprès des ménages ou des commerçants. L'évaluation a utilisé la méthode d'échantillonnage raisonné. Les réponses ne peuvent pas ainsi être généralisées pour l'ensemble de la population au niveau des communes.

Néanmoins, le grand nombre de ménages sélectionnés (n=600) appartenant à des ménages moyens et pauvres permettent d'assurer un certain niveau de validité de l'échantillon.

La lecture du rapport devrait tenir compte de l'ensemble de ces limites.

3 PROFIL DES ZONES CONCERNEES PAR L'ÉVALUATION

L'analyse des discussions sur les caractéristiques socio-économiques des ménages issues des informateurs clés révèle une disparité du niveau du statut des résidents entre les fokontany malgré une certaine similarité entre les villes. Les catégories selon les richesses diffèrent très peu d'une ville à l'autre (Tableau 1). Si l'on tient compte de ces caractéristiques, les groupes de population sont plus homogènes dans certaines villes comme Toliara et Fianarantsoa, alors qu'ils sont plus hétérogènes dans d'autres communes comme Antananarivo, Toamasina et Antsiranana.

Tableau 1: Appréciation des informateurs clés sur les caractéristiques des ménages du fokontany

Riches	Moyens	Pauvres
- avoir plusieurs maisons en dur, répondant aux normes sanitaires - chefs d'entreprise ou possède sa propre société, haut fonctionnaire, grand commerçant, de terrain à cultiver ou des bœufs... - possède une voiture (4x4) - ont une épargne - peuvent envoyer leurs enfants dans une école privée - peuvent se permettre des loisirs/vacances	- propriétaire d'une maison ou locataire, peut répondre ou non aux normes - ont un travail stable : fonctionnaire, salarié, moyen commerçant - pas de voiture mais vont au travail en bus - pas d'épargne - leurs enfants vont dans une école privée ou publique - mange trois fois par jour. - s'habille correctement - arrive à satisfaire et à subvenir aux besoins de son ménage (mais sans excès)	- maison de très mauvaise qualité/si locataire loué à bas prix et ne répondant pas aux normes sanitaires - travail journalier et temporaire ou sans travail. - ne possède pas de biens (dort sur le sol par exemple) - obligé de mendier ou demander de l'aide pour manger - alimentation de mauvaise qualité - ne mange pas ou mange 2 à 3 fois par jour s'il trouve du travail - vêtements en haillon - ont beaucoup d'enfants - vit au jour le jour

En revanche, il existe une grande disparité entre les fokontany en ce qui concerne la proportion de la population qui se trouve dans chaque groupe de revenu (Tableau 2).

Tableau 2 : Répartition de la population dans les fokontany selon les richesses (Source : Informateurs clé).

Villes	Population dans différents groupes (pourcentage moyen ⁵ et gamme entre fokontany)		
	Riche	Moyenne	Pauvre
Antananarivo	16% (1-84)	46% (10-88)	38% (1-90)
Fianarantsoa	4% (2-10)	40% (20-60)	56% (38-75)
Antsiranana	20% (1-50)	40% (4-75)	41% (19-95)
Mahajanga	15% (10-20)	38% (20-65)	47% (20-62)
Toamasina	5% (1-10)	53% (19-93)	43% (2-80)
Toliara	3% (1-5)	24% (20-27)	73% (70-78)
Ensemble	13% (0-84)	43% (4-93)	45% (1-95)

Toamasina est une ville portuaire. La mise en place très récente de l'exploitation du Nickel d'Ambatovy explique en partie le pourcentage élevé de population travaillant dans le privé. La plupart de la population (53%) est classée dans le groupe moyen du fait de cette nouvelle opportunité économique.

Antsiranana est une ville où le tourisme, les activités de réparation navale et la pêche sont assez développés. Les catégories citées comme « riches » à Antsiranana sont ceux qui possèdent des zébus.

Mahajanga est une ville relativement aisée mais le problème actuel cité par les informateurs clés sont le chômage lié à la fermeture des sociétés et l'augmentation des filles mères adolescentes.

Fianarantsoa est une ville où plus de la moitié de la population est classée comme « pauvre ». La majorité de la population vit surtout de l'Agriculture. C'est une ville où il y a un faible développement industriel.

Toliara, malgré l'existence d'un port, est aussi une ville avec une pauvreté croissante et un réseau social assez limité.

Pour Antananarivo, les activités liées au service sont les plus importantes. C'est à Antananarivo que le travail dans les zones franches s'est beaucoup développé.

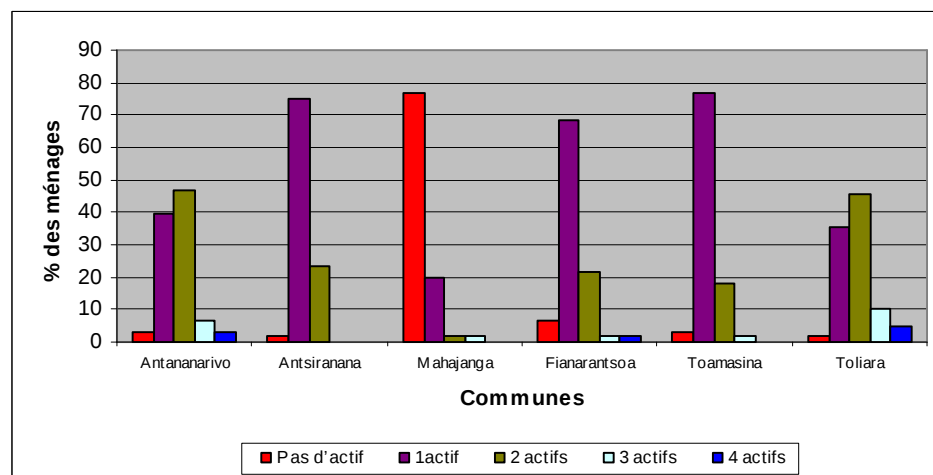
Cependant, la baisse des exportations a entraîné une baisse des activités ou à la fermeture des usines en zones franches à Madagascar. En 2006, 70% de la force de travail des zones franches étaient des femmes. Malgré les salaires relativement bas et les horaires de travail longs, la perte de travail pour

⁵ Le moyen était calculé même si la gamme est grande. Le médian a montré des résultats très similaires.

ces femmes qui ont souvent un niveau d'éducation bas, reste énorme et n'est pas sans conséquence sur la sécurité alimentaire de leurs ménages. La situation économique précise des zones franches à Madagascar reste actuellement vague, mais ne semble pas être très positive. En effet, la perte d'emploi liée au chômage technique au niveau des zones franches est évaluée à 18%.

Conformément à ces données, les ménages des villes de Toamasina, Antsiranana et Fianarantsoa sont surtout des ménages à 1 seul actif, représentés respectivement par 77%, 75% et 68% des ménages. Ceux à 2 membres actifs sont localisés surtout à Antananarivo (47%) et à Toliara (46%) où il existe probablement une plus grande opportunité d'offre d'emploi. Par contre, le taux de ménages sans membres actifs est plus élevé dans les ménages urbains de Mahajanga (77%) (Figure1).

Figure 1 : Pourcentage des ménages avec membre actifs



Dans l'ensemble, 4% des ménages ont un membre économiquement actif (19 à 59 ans) atteint d'une maladie chronique le rendant incapable de travailler. Cette situation est de 6% à Antananarivo et de 8% à Toamasina tandis qu'elle est de moins de 2% dans les autres villes, voire absente à Antsiranana.

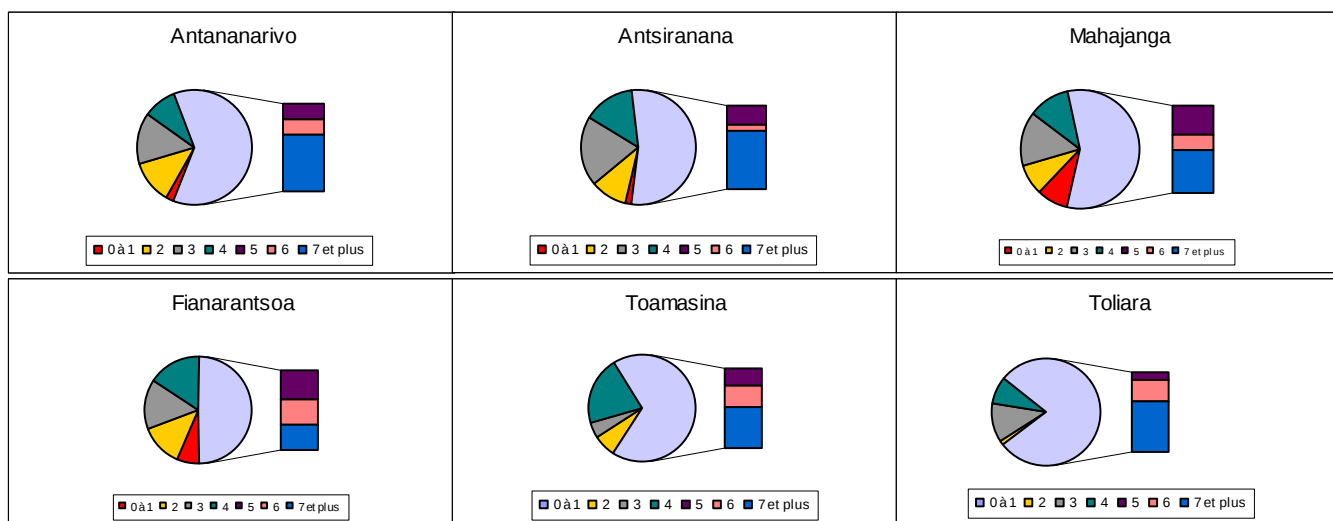
Enfin, pour 72% des ménages, les familles constituent le principal réseau de recours en cas de nécessité, ou en cas de chocs entraînant une insuffisance d'argent au niveau des ménages. Les associations, les mosquées ou églises, les ONG ne constituent que 3% des recours. L'accès limité aux services de la micro finance ou à des institutions financières de développement empêche l'autonomie socio-économique des ménages. Cette faiblesse des réseaux sociaux réduit les potentialités de développement pour améliorer les conditions de vie des ménages et favorise le cercle vicieux de la pauvreté lié à l'absence de recours fiables lors de la survenue de chocs.

▪ **Biens possédés par le ménage**

Le niveau de vie des ménages peut aussi être évalué par la possession de certains biens de base (tables, chaise, lits), ou de confort (radio ou radio-cassette, télévision, canal satellite, DVD player,

téléphone portable, etc.), ou des biens utilitaires comme un fer à repasser, cuisinière à gaz, machine à coudre, un vélo, une voiture ou des biens durables comme les terres ou maisons, les nombres de tête de bétails, l'épargne. Le nombre de biens des ménages a été ensuite classé entre la possession de 0-1 biens jusqu'à plus de 7 biens. Le pourcentage de ménages de chaque classe dans les différentes villes est présenté dans la Figure 2.

Figure 2 : Nombre de biens possédés par les ménages (en %) par commune urbaine



Dans l'ensemble, plus de la moitié des ménages ont plus de 5 biens sauf à Fianarantsoa (48%). Les villes où les taux sont plus élevés sont les ménages de Toliara (78%) et d'Antananarivo (62%), villes où il y a le plus de ménages avec 2 actifs. Le pourcentage de ménages supposés être les plus démunis (avec seulement 0 à 1 bien) est plutôt localisé à Mahajanga (8%) et à Fianarantsoa (7%). Ces données confirment les informations obtenues auprès des informateurs clés selon lesquels, le pourcentage de population classé comme pauvre est plus élevé dans ces 2 villes. En revanche, ces ménages démunis sont absents à Toamasina et à Toliara. Il y a ainsi une certaine similarité entre les villes quant aux possessions de biens. De même, 46% de l'ensemble des ménages déclarent avoir des biens durables comme une maison ou un terrain quoique 89% des ménages habitant le milieu urbain, déclarent ne pas avoir d'épargne.

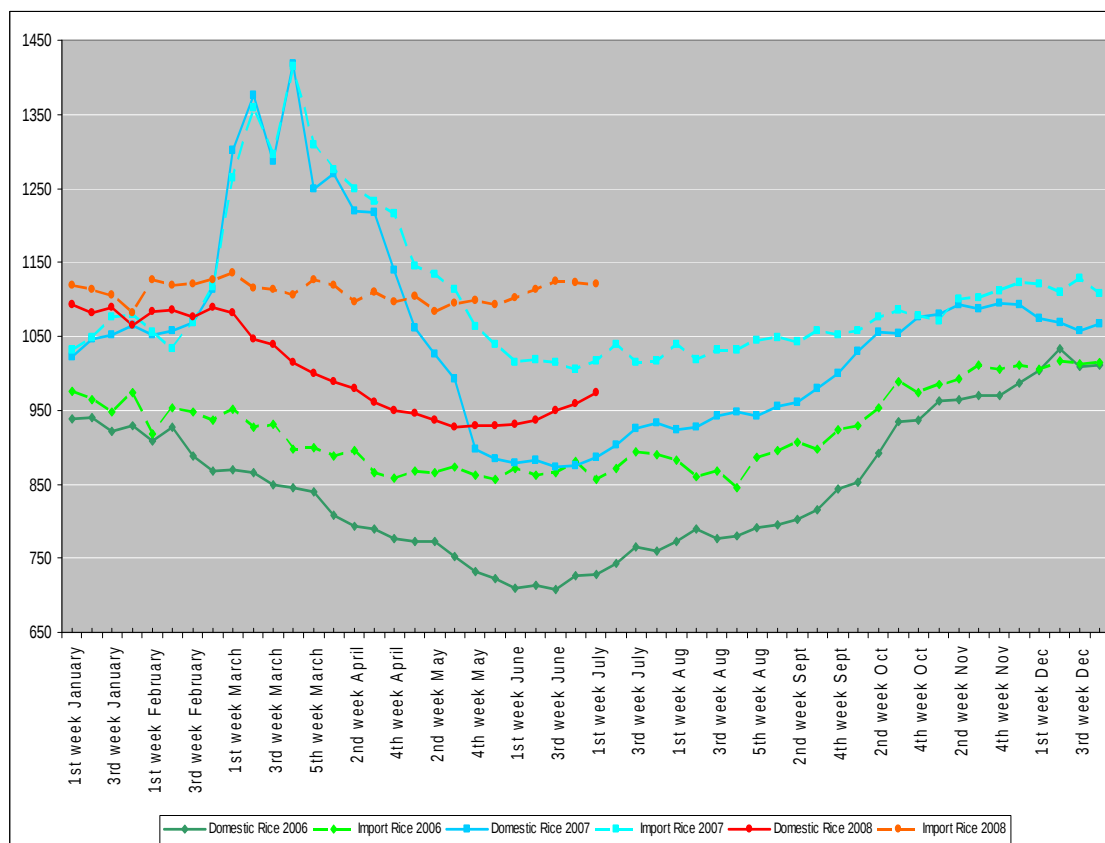
Enfin, l'Agriculture joue un rôle non négligeable dans l'autoconsommation des ménages en milieu urbain. 93% des ménages à Antsiranana déclarent avoir du bétail tandis que 42% des ménages Fianarois sont des agriculteurs. 50% des ménages enquêtés à Fianarantsoa déclarent avoir un espace à cultiver en ville. Il faut noter que Fianarantsoa et Antananarivo constituent les communes urbaines où de nombreux ménages cultivent des terrains localisés à l'extérieur de la ville, soit par métayage ou par fermage. Les produits récoltés sont destinés en grande partie à l'autoconsommation.

4 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET EVOLUTION RECENTE/ATTENDUE DES PRIX

4.1 Performance macroéconomique récente et disponibilité alimentaire

La période de soudure, le climat et le mauvais état des routes abîmées par les pluies sont impliqués, chaque année, dans la hausse des prix des denrées alimentaires. La principale période de récolte du riz à Madagascar commence à partir du mois d'avril/mai et la deuxième récolte s'effectue au mois de novembre/décembre. La saison cyclonique à Madagascar dure de décembre à avril. La hausse des prix n'est pas directement liée à une faiblesse de la disponibilité globale mais plutôt aux coûts des transactions (coûts de stockage, coûts d'opportunités, divers risques liés à l'activité commerciale, etc.) supportés par les négociants en riz. Les prix sont habituellement plus élevés entre février et mars et le riz importé n'est commercialisé à des volumes importants que pendant la période de soudure (novembre à mars). La période de soudure touche aussi les zones urbaines en entraînant une réduction de la consommation d'aliment source d'énergie de 5% (comparée à une réduction en zone rurale de 12%) qui n'est pas sans conséquence sur l'augmentation du taux de la malnutrition. La figure 3 montre l'évolution au niveau national des prix du riz entre les années 2006 et 2008 : le prix du riz augmente chaque année sans exception, à partir de mi-octobre jusqu'au mois de mars de la nouvelle année, période qui correspond à la période de soudure à Madagascar. Cependant, à part les pics de 2007 au mois de février/mars, le prix du riz a été plus ou moins stable tout au long de l'année.

Figure 3 : Evolution des prix du riz de Janvier 2006 à Juin 2008 (Source SMB)



Madagascar, le marché du riz s'avère être très complexe quoique le domaine est bien documenté. Le riz reste pour l'instant le moteur principal de l'économie malgache (source : SMB). Suite à la crise de la pénurie du riz en 2004, il a été créé, avec l'appui de la FAO, un Observatoire du Riz, doté de deux missions principales : animer un système d'information de marché, et produire des analyses hebdomadaires du marché pour aider l'ensemble des acteurs de la filière à prendre leurs décisions. Ces informations sont diffusées sur l'ensemble du territoire, par tous les moyens disponibles (radio nationale et locales, messages électroniques, journaux, affichage au niveau communal).

Le potentiel agricole du pays fait que la hausse des prix du riz sur le marché international pourrait représenter une véritable opportunité pour Madagascar de s'engager sur la voie d'une croissance basée sur son secteur agricole en devenant rapidement exportateur, ce qui permettrait une meilleure maîtrise des prix intérieurs aux consommateurs. L'engagement pris dans le cadre du Madagascar Action Plan ou MAP est d'augmenter la production alimentaire grâce à la culture de contre saison. Ce Plan devrait permettre au pays de doubler sa production en 2009, voire de la tripler en 2012, tout en faisant face à la crise alimentaire mondiale.

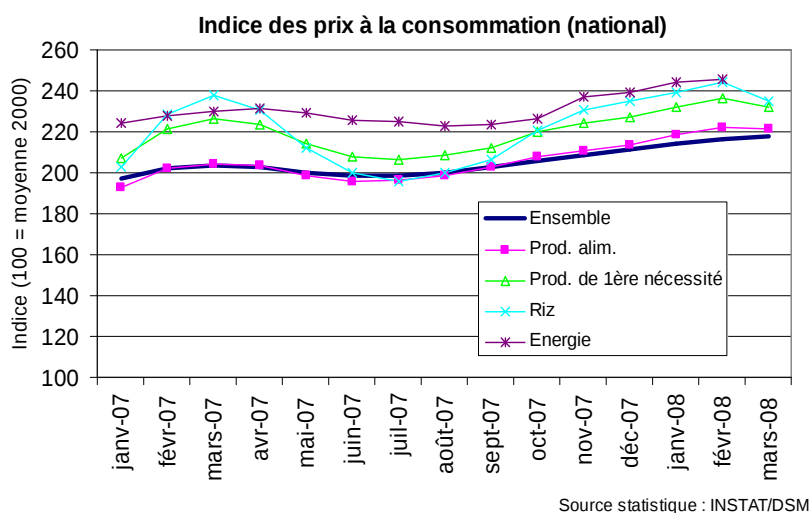
L'enjeu actuel est la préservation de prix socialement acceptables pour les urbains ainsi que pour les autres consommateurs nets, tout en offrant aux producteurs une véritable incitation à produire plus. La plupart des ménages vivant en milieu urbain sont des acheteurs nets (22% des ménages).

4.2 Magnitude de l'augmentation des prix de la nourriture, en particulier du riz, et des carburants

Depuis un an, l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 10,8% (octobre 2007 à octobre 2008). Le groupe des produits alimentaires "boissons et tabacs" a augmenté de 10,6% au cours de la même période et celui des transports de 12%. Les produits de première nécessité (PPN)⁶ ont connu une augmentation de 5,4% entre décembre 2007 et octobre 2008 mais la variation mensuelle entre septembre et octobre 2008 n'est que de 1,4% (Figure 4).

⁶ Les produits de première nécessité (PPN) comptent 15 produits: pain bâtard, riz ordinaires, haricot sec, viande de boeuf avec os, lait concentré, oeufs, huile d'arachide, café en grain non torréfié, sucre cristallisé blanc, sel de cuisine, charbon de bois, pétrole lampant, bougie, savon de ménage, allumettes.

Figure 4 : Indice des prix des produits alimentaires, des produits de première nécessité, du riz et de l'énergie entre Janvier 2007 et Mars 2008 (Source INSTAT/DSM)



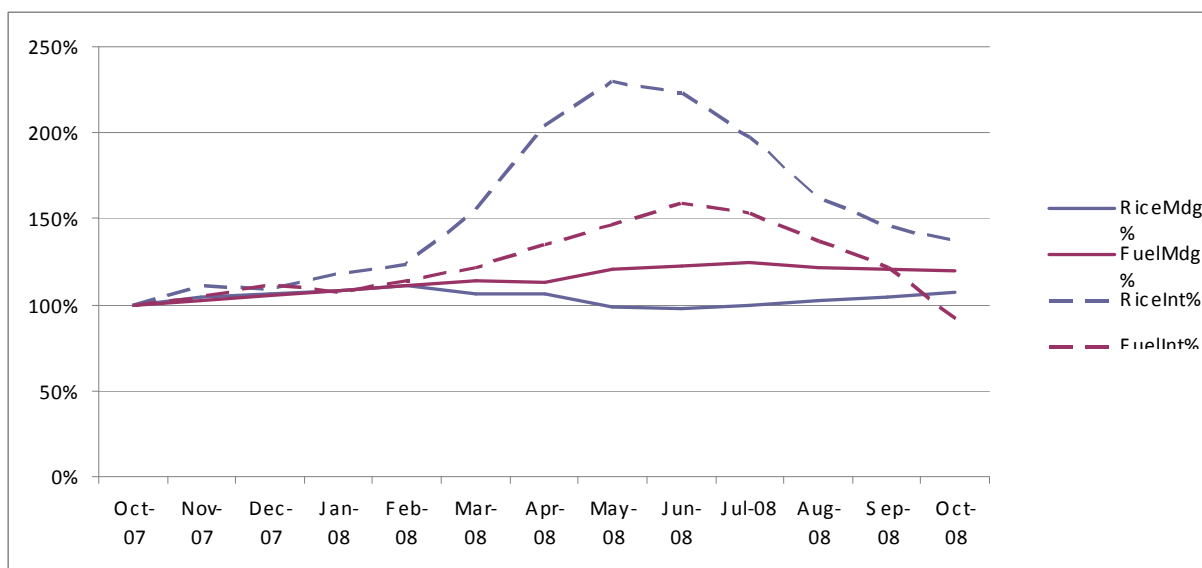
Entre 2007- 2008, le marché du riz à Madagascar a été caractérisé par une bonne stabilité des prix. Ceci est lié au fait qu'en mai 2008, le gouvernement a suspendu les exportations du riz afin d'assurer la stabilité des prix au niveau national. En outre, le riz importé vendu sur le marché a été négocié par les importateurs au cours du dernier trimestre 2007, ce qui a joué aussi un rôle dans la stabilité des prix en 2008. La récolte du riz en 2008 semble bonne mais elle ne sera vraisemblablement pas suffisante pour faire face aux besoins de l'année 2008-2009. Madagascar aura toujours besoin des 100-150,000mt de riz avant la récolte de 2009, afin d'assurer un approvisionnement régulier du marché national. Par conséquent, le pays n'est pas à l'abri des fluctuations de prix au niveau international.

Selon l'étude effectuée par SMB en Octobre 2008, après un pic en mai 2008 (\$723 le MT pour le Pak25) le cours mondiale du riz s'est stabilisé jusqu'à fin octobre (\$450-470 le MT pour le Pak25) et a connu une baisse en novembre 2008 pour se situer à \$400 le MT pour le Pak25.

Si le prix du riz local et du riz importé en décembre 2006 était inférieur à 1 050 Ariary, entre 1 050 Ariary et 1 150 Ariary en décembre 2007, le prix moyen enregistré auprès des commerçants au cours de l'enquête, en novembre 2008, était de 1 270 Ariary avec comme minima 800 Ariary et comme maxima 1800 Ariary. Cette relative stabilité des prix est due à la récente période de récolte en riz. En ce qui concerne les autres PPN, selon les prévisions, si le prix du sucre restera plus ou moins stable pour Janvier 2009, en revanche ceux de l'huile et du blé vont augmenter.

En outre, Madagascar est un importateur net de pétrole. La Figure 5 montre les changements des prix du riz et du carburant à Madagascar par rapport au cours international entre octobre 2007 et octobre 2008. Bien que les prix aient flambé au deuxième trimestre au niveau mondial, ils sont restés relativement stables à Madagascar.

Figure 5 : Changement des prix du riz et du carburant à Madagascar entre 2007 et 2008 (Source : Combinaison données INSTAT et OMH⁷)



L'augmentation des prix du carburant semble ne pas avoir eu un effet direct ni sur le prix du riz, ni sur le prix des transports en commun. Apparemment, ce sont plutôt les opérateurs qui absorbent la hausse du prix des carburants. Pour les bus et les taxis en commun appartenant à des privés, leurs prix ont été réglementés par le gouvernement afin d'éviter les problèmes avec la population. Le niveau de confort et de service a été ainsi réduit et a été amorti à travers la fréquentation du transport et l'augmentation du chargement. Les bus et les taxis sont en mauvais état ; les taxis individuels sont en mesure d'augmenter leurs tarifs parce que le gouvernement estime que les clients ont les moyens de se payer ce mode de transport.

Par ailleurs, le pétrole lampant est le seul produit à avoir bénéficié d'une exonération de la TVA selon la Loi de finances rectificative de Juillet 2008 afin d'éviter la baisse des recettes fiscales. S'il est utilisé en milieu urbain comme combustible, les ménages urbains pauvres et les ménages ruraux l'emploient pour l'éclairage. Cependant, plus de la moitié de l'électricité à Madagascar est produite à partir du fuel. La hausse des prix des produits pétroliers⁸ - le litre du gasoil à Madagascar est à 2 725 Ar en juillet

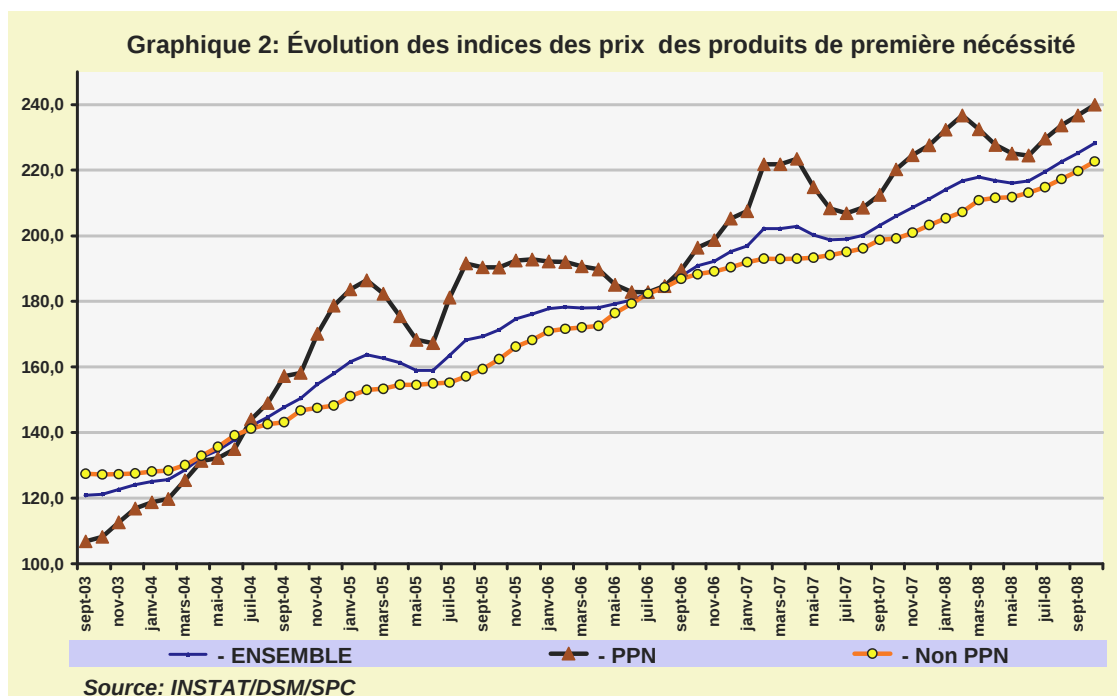
⁷ Nouveaux Indice des Prix à la Consommation, INSTAT Numéro 152, novembre 2008 et Evolutions des Prix Affichés à la Pompe des Produits Pétroliers 1996-2008, Office Malgache des Hydrocarbures, septembre 2008.

⁸ Light crude fell \$2.23 to settle at \$123.26 a barrel - more than \$20 off their peak earlier in July, when prices reached a record \$147.27.

2008 – a créé un effet domino, entraînant une série de hausses quasi-inévitables dans tous les secteurs qui sont de près ou de loin affectés par l'augmentation des coûts de transports ou de l'électricité. Ainsi, l'inflation qui a grimpé dans le sillage de la flambée des produits pétroliers a détérioré un peu plus le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables.

Avec la réduction du prix du baril du pétrole jusqu'à \$47,36 (2 décembre 2008) par rapport au pic de \$143 en juillet, certains informateurs clés espèrent le réajustement des prix à la pompe afin de ne pas aggraver la situation financière déjà précaire des ménages.

Toutefois, les prix des PPN (riz, huile, sucre, savon) ont toujours augmenté, d'année en année, entre la période de septembre 2003 et septembre 2008, selon le graphique de l'INSTAT/DSM/PC ci-dessous; l'augmentation des prix des PPN est d'environ 100% durant cette période.



Les informations obtenues au niveau des ménages et des commerçants confirment ces évolutions de l'IPC. En effet, les chocs les plus cités par le ménages concernent l'augmentation des prix de la nourriture. Dans l'ensemble, l'IPC (glissements annuel octobre 2007 à octobre 2008) était de 10,8% avec 15,9% à Toliara. En revanche, Antananarivo et Fianarantsoa étaient en dessous de l'ensemble avec 10,0% et 9,9% respectivement. Pour Antsiranana, l'IPC est de 17,0%.

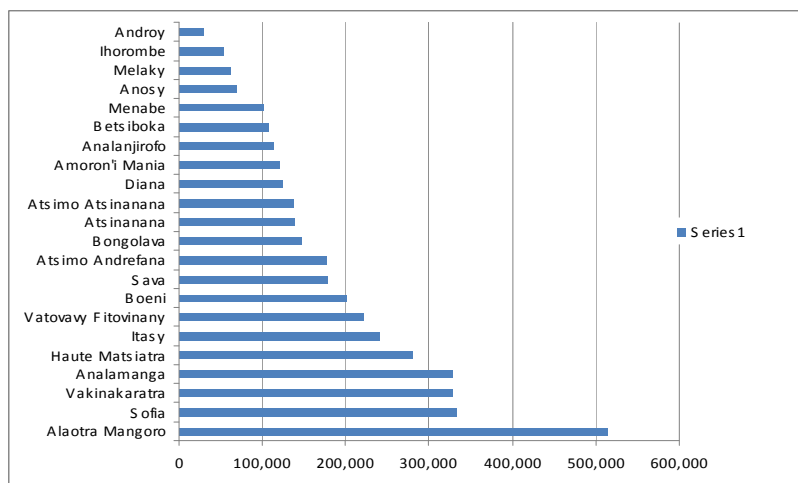
5 DISPONIBILITES ALIMENTAIRE ET MARCHES

5.1 Impact sur les réserves de nourriture

Presque la totalité des ménages en milieu urbain dépendent des marchés pour s'approvisionner en denrées alimentaires. Presque tous les aliments sont disponibles sur le marché pour le moment. Aucun problème d'approvisionnement n'a pas été constaté bien que la demande semble être mitigée, liée au faible pouvoir d'achat.

Selon le MAELP, la production nationale par région estimée pour 2008 est de 4 000 000 MT de paddy qui produira 2 600 000 MT de riz. Les besoins sont estimés à 115 Kg par tête par an pour le milieu urbain et de 120 Kg par tête par an pour le milieu rural. La production par région est présentée dans la Figure 6.

Figure 6 : Production estimée du riz dans les différentes régions à Madagascar (Source WFP, 2008)



5.2 Impacts sur les prix et le fonctionnement du marché

L'objectif est de décrire le fonctionnement actuel des marchés des communes urbaines par rapport à la période antérieure à la crise, pour mieux comprendre l'offre/la disponibilité alimentaire globale et leur impact sur la sécurité alimentaire des ménages. La comparaison du fonctionnement actuel du marché a été faite par rapport à la période normale.

Les informations ont été recueillies auprès de 50 bouchers/poissonnier, 53 vendeurs de brèdes⁹ et légumes, 54 gargotes, 61 épiciers et 29 grossistes de quartier dans les 6 communes urbaines.

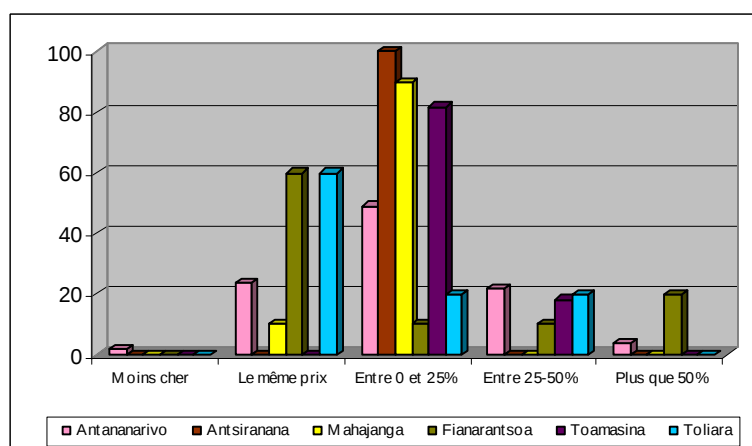
Pour le prix :

Il n'y a pas de différence significative de prix pour les viandes et poissons par rapport à leur prix de l'année dernière malgré la différence de prix entre les communes urbaines ($p=0,51$). Selon les

⁹ Les brèdes sont des feuilles vertes consommées très fréquemment à Madagascar

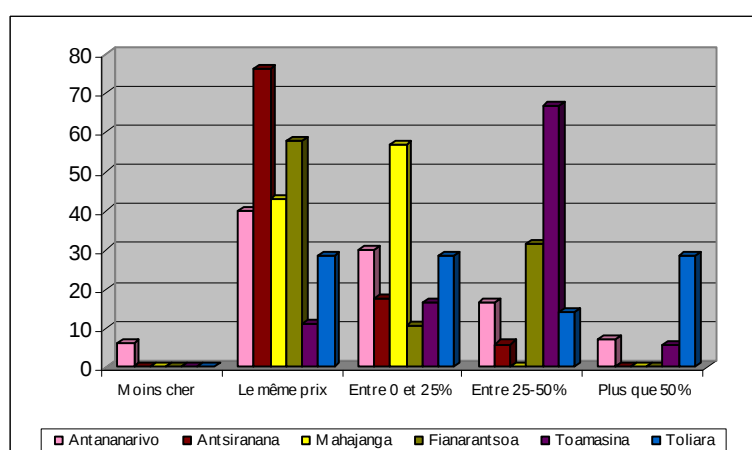
réponses, les prix des viandes et des poissons ont augmenté de 0 à 25% dans les communes urbaines d'Antananarivo (49%), Antsiranana (100%), Mahajanga (90%) et Toamasina (82%), selon les commerçants. Les prix des viandes et poissons n'ont pas changé par rapport à l'année dernière, dans les communes de Fianarantsoa et de Toliara (Figure 7).

Figure 7 : Opinion des commerçants (en %) sur l'augmentation du prix des viande/poissons



Pour les brèdes et légumes, les prix diffèrent entre les communes urbaines ($p=0,00$). Par contre, les commerçants des communes urbaines d'Antananarivo (40%), Antsiranana (77%) et Fianarantsoa (58%) ont affirmé qu'il n'y a pas de différence de prix par rapport à l'année dernière. Par contre à Mahajanga (57%), les prix des brèdes et légumes ont augmenté entre 0 et 25% tandis qu'à Toamasina (67%), les prix ont augmenté entre 25 à 50%. Les légumes et les brèdes consommés à Toamasina sont produits à partir d'autres régions (Figure 8).

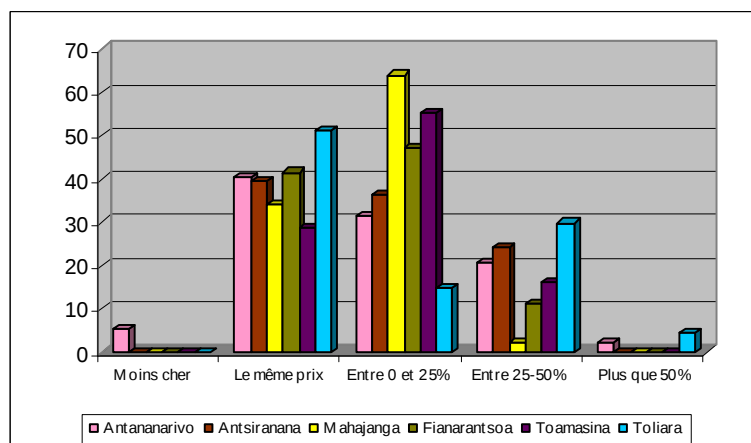
Figure 8 : Opinion des commerçants (en %) sur l'augmentation du prix des brèdes et des légumes



Les épiciers des communes urbaines de Mahajanga (64%), Fianarantsoa (47%) et Toamasina (55%) ont affirmé que les prix des PPN ont augmenté entre 0 à 25% tandis que les commerçants des autres

viles confirment l'absence de changement des prix par rapport à l'année dernière. Il n'y a pas non plus de différences significatives entre les communes ($p=0,55$) (Figure 9).

Figure 9 : Opinion des commerçants (%) sur l'augmentation du prix des PPN

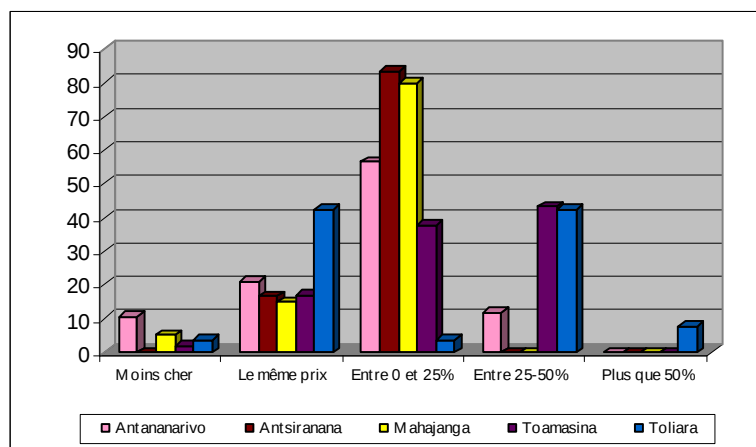


Selon les gargotiers, les prix des plats préparés n'ont pas connu de changement des prix par rapport à l'année dernière. Les gargotiers percutent le manque à gagner par la diminution de la quantité et de la qualité des aliments vendus. En revanche, les prix diffèrent d'une commune à une autre ($p=0,00$).

La majorité des commerçants grossistes d'Antananarivo (57%), d'Antsiranana (83%) et de Mahajanga (80%) ont mentionné une augmentation des prix de 0 à 25% tandis que ceux de Toamasina (43%) et Toliara (42%) confirment que c'est entre 25 et 50%, sans toutefois de différences significatives entre les communes urbaines. Pour le prix des céréales, 67% des commerçants ont déclaré qu'il y avait une augmentation du riz local, 79% pour les riz importé et 73% pour le maïs. De plus, 80% ont rapporté une augmentation du prix de la farine. En revanche, seuls 36% ont dit que le prix du pain a augmenté.

Les opinions des commerçants quant à l'augmentation du prix du riz sont présentées dans les Figure 10.

Figure 10 : Opinion des commerçants (en %) sur l'augmentation du prix chez les grossistes



L'augmentation des prix des denrées, selon toujours les commerçants, est due, par ordre d'importance, à l'augmentation : (i) des prix à la source, (ii) du prix du transport, (iii) des taux d'intérêt et des taxes (Tableau 3). Les épiciers et les grossistes sont le plus sensibles à ces augmentations.

Tableau 3 : Pourcentage des commerçants selon les causes citées pour justifier l'augmentation des prix des denrées

Causes citées	Boucher	Brèdes et légumes	Epicerie	Gargotte	Grossiste	Total	Effectif
Le prix à la source des denrées alimentaires	50%	54%	87%	53%	81%	79%	22%
Prix de transport	46%	41%	71%	33%	70%	71%	20%
Taux d'intérêt qui augmente	30%	37%	51%	41%	37%	39%	11%
Taxes	18%	18%	43%	20%	26%	25%	7%
Augmentation de la demande	8%	7%	13%	4%	0	16%	6%
Absence ou diminution de l'offre	8%	7%	24%	6%	15%	14%	4%

Demande alimentaire :

La quantité actuelle des ventes des denrées de base vendue a diminué pour cette période comparée à la quantité vendue l'année dernière (Tableau 4). Les raisons avancées par les commerçants pour justifier cette baisse de la demande sont l'augmentation des prix et l'arrivée de la période de soudure.

Tableau 4 : Opinion des commerçants (en %) sur la variation des quantités vendues dans les 3 derniers mois et par rapport à l'année dernière

	Boucher	Brèdes et légumes	Epicerie	Gargote	Grossiste
Variation des quantités vendues dans les 3 derniers mois					
Diminution	85%	85%	83%	81%	87%
Augmentation	15%	15%	17%	1%	13%
Variation des quantités actuellement vendues pour la période de l'année					
Bas	82%	82%	80%	79%	86%
Normal	7%	5%	7%	8%	2%
Elevé	11%	13%	14%	18%	12%

Par rapport à 6 mois auparavant, les demandes en riz, en brèdes et en légumes ont diminué sauf à Mahajanga. Celle du manioc a fortement augmenté à Fianarantsoa selon la totalité des commerçants. Les demandes en viande ont diminué dans presque toutes les communes sauf à Antsiranana qui est une zone d'élevage.

Tous les commerçants ont constaté qu'il y avait un changement de comportement des acheteurs. Par ordre d'importance, les gens achètent (i) de très petites quantités ou (ii) achètent des vivres moins chers ou (iii) achètent des petites quantités mais plus fréquemment (la quantité totale n'a pas changé).

A partir des constats sur les demandes et les comportements des acheteurs sur le marché, on peut prédire une réduction de la quantité et de la qualité des aliments consommés et s'attendre à des conséquences négatives sur leur équilibre nutritionnel et leur santé.

Les sources des aliments vendus proviennent des autres commerçants et plus de 65% des commerçants rapportent ne pas avoir de stock.

Crédit:

Sur 221 commerçants, 41% ont répondu qu'ils ont fait du crédit pour s'approvisionner. Dans le même temps, 3 commerçants sur 4 fournissent des crédits à leurs clients.

La désagrégation par type de commerçants et par ville est montrée dans le tableau 5 ci-dessous. L'offre de crédit est actuellement une pratique courante et presque la moitié des ménages disent acheter la nourriture à crédit.

Tableau 5 : Type de commerçants qui prend et fournit du crédit et par province

	Prend du crédit	Fournit des crédits
Par type de commerçant		
Boucherie	64% (sur 50)	80% (sur 50)
Brèdes et légumes	24% (sur 49)	73% (sur 49)
Gargote	40% (sur 50)	67% (sur 43)
Epicerie	58% (sur 36)	74% (sur 51)
Grossiste	67% (sur 9)	80% (sur 15)
Par commune urbaine		
Antananarivo	39% (sur 114)	79% (sur 103)
Antsiranana	21% (sur 14)	64% (sur 14)
Mahajanga	39% (sur 23)	74% (sur 23)
Fianarantsoa	58% (sur 24)	75% (sur 24)
Toamasina	48% (sur 21)	55% (sur 20)
Toliara	40% (sur 25)	86% (sur 22)

Difficultés rencontrées par les commerçants :

En termes de difficultés rencontrées, la plus citée par les commerçants est la diminution de la demande (55 fois), suivi par le coût des marchandises (54 fois), les difficultés de récupérer les dettes des clients redevables (38 fois) et la hausse des prix du carburant (26 fois).

L'augmentation des taux d'intérêt des crédits, le manque de capacité de stockage et les distributions d'aide alimentaire ne sont pas considérés comme problématiques.

Pour la capacité de réponse, les commerçants nécessitent au moins deux semaines pour augmenter leurs approvisionnements en denrées alimentaires.

6 IMPACTS SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES ET PROFIL DES PERSONNES LES PLUS AFFECTEES

6.1 Mois de difficulté alimentaire :

La consommation alimentaire en milieu urbain à Madagascar est fortement influencée par la production agricole. Il existe ainsi 22 zones agroécologiques à Madagascar. Dans chaque zone, la période de soudure correspond à la période au cours de laquelle, la disponibilité alimentaire du ménage est la plus faible et où la vulnérabilité des ménages est la plus élevée quel que soit le milieu, rural ou urbain.

Selon les ménages, les mois de janvier à février constituent les mois où les ménages ont le plus de difficulté à se procurer de la nourriture, suivi respectivement par le mois de novembre et décembre (34 à 37% des ménages), les mois de septembre à octobre pour 26 à 28% et mars pour 19% (Figure 11). La période actuelle jusqu'à fin mars constitue ainsi la période où les ménages ont des difficultés à se procurer de la nourriture. Cette période correspond à la période de soudure en zone rurale.

Figure 11 : Mois de difficulté alimentaire des ménages

Mois	Janv à Fév <i>Très difficile</i>	Mars <i>Difficile</i>	Avril à Août	Sept à Oct. <i>Difficile</i>	Nov. à Déc. <i>Assez difficile</i>
% des ménages se déclarant en situation de Difficulté Alimentaire	50 à 56%	19%	3 à 5%	26 à 28%	34 à 37%

6.2 Consommation alimentaire des ménages

Le profil de la consommation alimentaire des ménages est mesuré à travers le score de la diversité alimentaire et de la fréquence de la consommation alimentaire sur une période de 7 jours ou Food Consumption Score (FCS).

Le nombre de groupe d'aliments consommés reflète la diversité alimentaire au niveau des ménages. Cette diversité alimentaire est fortement corrélée aux apports caloriques et protéiques des ménages ainsi qu'à leur revenu¹⁰. La fréquence de la consommation est mesurée par le nombre de jours sur une période de 7 jours où ce groupe alimentaire a été consommé au niveau des ménages.

La fréquence moyenne de la consommation par semaine des différents groupes alimentaires au niveau des ménages par commune urbaine est présentée dans le tableau 6.

¹⁰ Validation of Food Frequency and Dietary Diversity as Proxy Indicators of Household Food Security, International Food Policy Research Institute (IFPRI), May 2008

Tableau 6 : Fréquence moyenne de la consommation des différents groupes alimentaires au niveau des ménages par commune urbaine pendant 7 jours.

Groupe alimentaire	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Ensemble
Riz	7,0	6,9	6,9	6,6	6,9	5,2	6,7
Autres céréales (maïs, sorgho, . . .)	3,2	0,6	1,7	1,7	3,0	3,1	2,6
Racines	0,8	0,7	1,7	3,5	1,0	3,5	1,5
Haricots, pois, arachide	1,5	1,9	2,5	2,7	2,5	3,2	2,1
Fruits	4,8	3,6	3,9	5,2	3,0	2,3	4,2
Brèdes et légumes	2,6	2,3	4,4	1,2	1,6	1,3	2,4
Viande/poisson, poulet	2,2	2,1	2,6	1,6	1,8	1,5	2,0
Huile, gras et beurre	6,3	3,6	5,7	4,5	6,6	3,9	5,6
Sucre	4,0	3,0	4,4	4,3	4,6	3,2	4,0
Lait et laitages	1,0	1,2	0,1	0,4	0,5	0,5	0,7

Le riz reste l'aliment de base et est consommé presque tous les jours sauf dans la commune urbaine de Toliara. Dans cette commune, les autres céréales comme le maïs et les tubercules font aussi partie des aliments de base. Le riz est suivi par ordre d'importance par l'huile, les fruits, le sucre, les viandes/poissons et les légumineuses. Le lait et laitage sont consommés très faiblement, moins d'une fois par semaine. On note ainsi une faible consommation d'aliments sources de protéine, qu'elle soit d'origine végétale comme le haricot, le pois, ou d'origine animale comme la viande, le poisson et le poulet, le lait et les laitages. Si on se réfère à la consommation alimentaire dans les centres urbains en 1996 où la consommation était, par ordre d'importance, le riz, les tubercules et les fruits et, par rapport aux consommations alimentaires des ménages encadrés par le projet Seecaline en 2001, le riz reste l'aliment de base. Il est associé à d'autres céréales et tubercules et suivi par les brèdes/légumes/fruits. Pour Antananarivo et Toamasina, ces deux groupes d'aliments sont suivis respectivement par l'huile, les viandes/ légumineuses et le sucre. Pour Fianarantsoa et Toliara, ce sont les légumineuses, l'huile, les viandes et poissons et le sucre qui viennent en priorité. Nos résultats ont montré une augmentation de la préférence pour l'huile, fruits et sucre par rapport aux légumes et légumineuses, après le riz, dans le régime alimentaire. Les tubercules n'occupent plus que la 5^{ème} place. Le lait et les laitages sont consommés moins de 1 fois par semaine.

Pour le riz en particulier, il fournit à peu près plus de la moitié des besoins caloriques par personne, par jour soit l'équivalent de 1260 kcal en zone urbaine. En effet, la consommation est de l'ordre de 115kg par personne par an soit l'équivalent de 315g/jour, légèrement en dessous de la consommation en zone rurale qui est de 120kg par personne par an¹¹. La consommation en riz par les ménages n'est

¹¹ Source : Monitoring Soaring Prices, Document du travail interne PAM juillet 2008

pas stable. Elle varie suivant les saisons, par rapport au revenu et par rapport au prix du riz. Une hausse de revenu de 10% entraîne une augmentation de consommation du riz de 4.7%. Pendant la période de soudure, la consommation de riz baisse de 1% en zone urbaine soit une baisse de consommation d'énergie totale de 5%¹².

Selon la projection du PNUD, face au chocs et pour les années à venir, les ménages vont développer « des stratégies de survie à quatre composantes : Une stratégie alimentaire, caractérisée par une réallocation de la composition du panier de la ménagère au profit de produits générateurs de force comme le sucre et le riz, au détriment des autres produits alimentaires, de pêche, d'élevage, du manioc et des autres tubercules, pour l'ensemble des milieux, auxquels s'ajoute l'augmentation de l'huile en ville ». La composition du panier de la ménagère des ménages enquêtés confirme cette situation.

Le profil de consommation alimentaire des ménages ou Food Consumption Score (FCS) a été ensuite calculé à partir de cette fréquence de la consommation des différents groupes alimentaire et le poids nutritionnel des différents groupes alimentaires. Afin de ne pas surévaluer le score, le groupe riz, autres céréales et racines ont été regroupé en 1 seul groupe étant donné la fréquence de leur consommation du riz presque à 7 jours sur 7. Le tableau 7 montre le poids nutritionnel de chaque groupe alimentaire.

Tableau 7 : Poids nutritionnel des groupes alimentaires

Groupe alimentaire	Type de groupe alimentaire	Poids nutritionnel
1	Riz	2
	Autres céréales (maïs, sorgho, etc.)	
	Racines	
2	Haricots, pois, arachide	3
3	Fruits	1
4	Brèdes et légumes	1
5	Viande/poisson, poulet	4
6	Huile, gras et beurre	0.5
7	Sucre	0.5
8	Lait et laitages	4

Les ménages ont été classés ensuite en 3 catégories suivant la valeur de leur score:

- ménage classé comme « pauvre » avec un FCS $\leq$ 21. Le ménage consomme quotidiennement un seul aliment de base (riz, manioc ou maïs) avec des denrées d'origine végétale (brèdes ou légumes).

¹² Source : PAM SENAC Profile des marches pour les évaluations d'urgence de la sécurité alimentaire 2006

- ménage classé comme « limite » ou « modéré » avec un FCS compris entre 21,5 et 35. En plus de l'aliment de base, on note un début de diversification avec la consommation de brèdes, fruits, haricot, huile et sucre, avec quelquefois, de la viande.

- ménage classé comme « Bon » avec un FCS supérieur à 35 où l'aliment de base est consommé tous les jours. Les huiles et le sucre sont consommés fréquemment. Les légumineuses assurent l'apport adéquat en acides aminés essentiels. Les légumes sont également consommés 3 à 4 jours par semaine. L'alimentation est plus diversifiée avec au moins 2 produits d'origine animale consommés 3 à 4 jours par semaine ou du lait presque tous les jours.

Ces scores sont devenus un indicateur largement répandu au sein du PAM pour l'évaluation du profil de la consommation alimentaire des ménages ou Food Consumption Score. Le profil de la consommation alimentaire des ménages enquêtés est présenté dans le Tableau 8.

Tableau 8 : Profil de la consommation alimentaire (Food Consumption Score) des ménages (en %) par commune urbaine

FCS	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Total
Pauvre	1%	5%	0	5%	0	23%	4%
Limite	34%	33%	20%	35%	30%	35%	32%
Bon	65%	62%	80%	60%	71%	42%	64%

En moyenne, seuls 4% des ménages ont un profil de consommation alimentaire « pauvre », 32% sont à la « limite » et 64% sont considérés comme « bon ». Les ménages habitant en milieu urbain sont moins nombreux dans la catégorie consommation alimentaire « pauvre », comparés à ceux du milieu rural où 39% des ménages avaient un profil alimentaire « pauvre » et 42% avec un profil alimentaire « limite », en 2005¹³. La majorité des ménages en ville ont un profil « bon ». Les ménages en ville ont accès à une alimentation plus diversifiée, ce qui se traduit par des FCS plus élevés. Cependant, cette situation ne laisse rien présager des difficultés souvent rencontrées pour accéder à la nourriture chez les ménages urbains. Les études démontrent qu'à Madagascar les familles urbaines à bas revenu cherchent plutôt à diversifier leur alimentation qu'à consommer davantage. Il y a une diversification alimentaire mais la quantité reste insuffisante pour couvrir les besoins nutritionnels, ce qui en outre, les rendraient relativement plus susceptibles de malnutrition avec les conséquences dans le long terme sur la perte en potentiel humain et économique. Lors des récentes évaluations en milieu urbain, le PAM a observé cette même tendance.

¹³ WFP, CFSVA, 2005

Enfin, le profil de consommation est statistiquement très différent entre les communes urbaines ($p=0,00$) ; les ménages de la commune urbaine de Toliara ont tendance à moins diversifier leur consommation alimentaire, suivis par les communes urbaines de Fianarantsoa et d'Antsiranana.

6.3 Sécurité alimentaire des ménages

La sécurité alimentaire est « une situation dans laquelle tous les individus ont, en tout temps, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive qui satisfait à leurs besoins et préférences alimentaires et leur permet de mener une vie saine et active ». (Sommet mondial de l'alimentation, 1996). L'insécurité alimentaire au niveau des ménages peut être définie en croisant l'accessibilité alimentaire avec le profil de consommation alimentaire.

6.3.1 Accessibilité alimentaire des ménages

En milieu urbain, il existe une corrélation positive entre le niveau de revenu et l'accessibilité alimentaire. Dans notre étude, la classification des ménages selon cette accessibilité a été faite à partir de 3 variables collectées:

- La stabilité de source de revenu ;
- Le niveau des dépenses alimentaires ;
- Et le niveau de stock de riz disponible destiné à l'autoconsommation.

1^{ère} étape : Source de revenu des ménages

L'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) a été utilisée pour classer les sources de revenu des ménages étant donné qu'il s'agit de variables qualitatives ordinales.

L'ACM suivie d'une classification non hiérarchique des 3 principales activités nous a donné une classification optimale des sources de revenu en 8 classes (Tableau 9).

Tableau 9 : Caractéristiques des classes de revenu

Classe	Activité 1	Activité 2	Activité 3	Pourcentage
1	Emploi indépendant, commerce ambulant	Commerce ambulant	Commerce ambulant, salarié privé (zone franche)	22,8%
2	Salarié privé, Pension et indemnité	Salarié privé, Indépendant, petit commerce	Indépendant, salarié privé	30,2%
3	Travail agricole	Indépendant, Autres, Informel, travail manuel qualifié		5,2%
4	Secteur informel et travail manuel non qualifié	Informel	Informel, petit commerce	11,8%
5	Vente de produit vivrier,	Salarié privé...	pension, indemnité	2,5%
6	Fonctionnaire, salarié privé	Pension, travail manuel qualifié	salarié privé, manu non qualifié	9,8%
7	Autres	Autres	salarié privé, autre	10,0%

8	Travail manu qualifié, petit commerce	Travail manu non qualifié	Informel, pêche, indépendant	7,7%
---	--	---------------------------	---------------------------------	------

Seuls, les deux premières sources de revenus ont été retenues pour le classement des ménages selon la stabilité car la majorité des ménages (88,6%) ont 2 sources de revenus et seuls, 9% ont jusqu'à 3 sources de revenus. Les activités ont été ensuite catégorisées suivant leur stabilité (Tableau 10).

Tableau 10 : Niveau de stabilité des différentes sources de revenu

Niveau de stabilité	Source de revenu
Très stable	- Commerçant (grossiste, importateur,...) ; - Pension, indemnité gouvernementale ; - Salarié du secteur privé ; - Fonctionnaire
Peu stable	- Travail manuel qualifié ; - Emploi indépendant ; - Petit commerçant
Moins stable	- Vente de produits vivriers ; - Vente de bétails ; - Pêche ; - Travail agricole ; - Travail manuel non qualifié ; - Secteur informel ; - Envoi d'argent ; - Mendicité ; - Autres

A partir de ce classement, les ménages ont été classés selon leur première activité (Classe1), puis séparément, suivant leur seconde activité (Classe2). Les deux classements sont ensuite confrontés et la classe de stabilité de source de revenu (Classe) considérée est la plus élevée de ces deux classements : $Classe = Sup (Classe1, Classe2)$. Par exemple, si un ménage est classé « moins stable » selon sa première activité, et si le même ménage est classé « peu stable » suivant sa deuxième activité : sa classe finale est « peu stable ».

2ème étape : Dépenses alimentaires

Les dépenses alimentaires des ménages ont été calculées pour le dernier mois. Elles ont été classées par ordre croissant et ont été divisées en 5 classes (20% de ménages par classe) (Tableau 11). Lorsqu'on regarde ces seuils, on constate que les ménages du premier quintile sont ceux qui n'achètent que l'équivalent d'un sac de riz par mois. Pour des ménages de taille moyenne égale à 5 personnes, un sac de riz pendant un mois sans autre complément en nourriture peut être classé comme « très pauvre ». Par ailleurs, sont classés dans le second quintile ceux qui peuvent s'acheter en plus du sac de riz, un peu de légumes et brèdes, ou un peu de légumineuses..., d'où l'idée de les classer « pauvre ». De façon analogue, le troisième et le quatrième quintiles ont été classés « moyen » et le dernier quintile « riche ». On a ensuite sorti les quintiles de ménages suivant ces dépenses, et on a trouvé les seuils suivants :

Tableau 11 : Classement selon les dépenses mensuelles en nourriture en Ariary

Rang en quintile	Dépense mensuelle (Ar)
Premier quintile	52304
Second quintile	71920
Troisième quintile	94400
Quatrième quintile	130288
Cinquième quintile	plus de 130288

La distribution des ménages à partir des quintiles de dépenses alimentaires est présentée dans le Tableau 12.

Tableau 12 : Pourcentage des ménages classés par quintile de dépenses alimentaires

Niveau quintile	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Total	Effectif
Pauvre	40%	30%	38%	62%	33%	33%	40%	239
Moyen	43%	38%	48%	27%	41%	33%	40%	241
Riche	17%	32%	13%	12%	26%	33%	20%	120

Ce classement a été tout de suite combiné avec le premier classement des ménages suivant la stabilité des sources de revenu pour donner un premier classement combiné (Tableau 13).

Tableau 13 : Premier classement combiné : stabilité du revenu et niveau des dépenses alimentaires

		Dépense alimentaire		
		Très pauvre et pauvre	Moyen	Riche
Stabilité de revenu	Très stable	Moyen	Riche	Riche
	Peu stable	Pauvre	Moyen	Riche
	Moins stable	Pauvre	Pauvre	Moyen

A l'issue de cette première combinaison, la distribution des ménages se présente comme suit (Tableau 14).

Tableau 14 : Distribution des ménages (en %) selon la première combinaison stabilité des revenus et dépenses alimentaires

Niveau : Stabilité revenu et dépense alimentaire	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Total	Effectif
Pauvre	35%	32%	42%	65%	36%	23%	37%	224
Moyen	31%	38%	33%	17%	31%	25%	30%	180
Riche	34%	30%	25%	18%	33%	52%	33%	196

3^{ème} étape : Stock de riz destiné à l'autoconsommation

La part de la production destinée à l'autoconsommation dans les ménages n'est pas négligeable, d'autant plus que les ménages dans certains fokontany ont comme principale activité, l'agriculture. 94% des familles urbaines ont au moins 2 mois de consommation de riz provenant de la propre production à partir des champs localisés dans la ville ou en dehors de la ville. Pour notre part, les stocks qui durent moins de 2 mois sont considérés comme « pauvre », ceux qui durent entre 2 à 6 mois « moyen » et ceux qui durent plus de 6, sont des « bon ».

Par rapport à ce classement, les ménages se répartissent comme suit :

Tableau 15 : Répartition des ménages (%) par rapport au stock de riz.

Niveau stock riz	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Total	Effectif
Pauvre	92%	95%	100%	88%	97%	98%	94%	564
Moyen	4%	2%	0%	12%	0%	0%	4%	21
Riche	3%	3%	0%	0%	3%	2%	3%	15

Ce classement par rapport au niveau de stock est combiné dans un deuxième temps avec la première combinaison précédente (stabilité des sources de revenu et dépense alimentaire combiné) pour obtenir un indicateur consolidé ou indicateur final d'accessibilité à l'alimentation (Tableau 16).

Tableau 16 : Classement de l'indicateur consolidé d'accessibilité à la nourriture (Stock de riz et stabilité du revenu/niveau des dépenses alimentaires)

		Stock de riz		
		Pauvre	Moyen	Bon
Stabilité du revenu/ niveau des dépenses alimentaires	Riche	Moyen	Riche	Riche
	Moyen	Pauvre	Moyen	Riche
	Moins stable	Pauvre	Pauvre	Moyen

Enfin, le pourcentage de ménages par rapport à cet indicateur final d'accessibilité à l'alimentation est comme suit (Tableau 17) :

Tableau 17 : Répartition des ménages (en %) par rapport à l'indicateur final d'accessibilité (source de revenu, dépense alimentaire et stock de riz) des ménages

Accès nourriture	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Total	Effectif
Pauvre	64%	65%	75%	82%	64%	48%	66%	393
Moyen	31%	35%	25%	13%	34%	50%	32%	189
Riche	4%	0	0	5%	2%	2%	3%	18

Les ménages ayant une pauvreté d'accessibilité sont estimés à 66% dans l'ensemble avec le plus fort taux de ménages à Fianarantsoa (82%) et le plus faible à Toliara (48%).

6.3.2 Niveau de Sécurité Alimentaire des ménages

En croisant cet indicateur final d'accessibilité avec le profil de consommation alimentaire (FCS), nous avons pu définir les classes d'insécurité au niveau des ménages suivant le tableau ci-dessous :

Tableau 18 : Classement de l'insécurité alimentaire en fonction de l'accessibilité à la nourriture

		Accès à la nourriture (source de revenu, dépenses alimentaire, propre production)		
		Bon	Moyen	Pauvre
Consommation alimentaire	Acceptable	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Modérée
	Limite	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
	Pauvre	Insécurité Alimentaire Sévère	Insécurité Alimentaire Sévère	Insécurité Alimentaire Sévère

Par ailleurs, les ménages en situation d'Insécurité Alimentaire Modérée utilisant des mécanismes de survie mettant leur vie en danger ont été également classés en Situation d'Insécurité Alimentaire Sévère.

La répartition de l'insécurité alimentaire des ménages par commune urbaine se présente comme suit (Tableau 19).

Tableau 19 : Répartition (en %) de l'insécurité alimentaire au niveau des ménages.

	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Total	Effectif
Insécurité Alimentaire Sévère	45%	38%	30%	65%	54%	53%	47%	280
Insécurité Alimentaire Modérée	26%	38%	48%	18%	15%	23%	27%	164
Sécurité Alimentaire	29%	23%	22%	17%	31%	23%	26%	156

Au total, 74% des ménages urbains sont en situation d'insécurité alimentaire dont 47% en situation d'Insécurité Alimentaire Sévère.

Les ménages en situation d'Insécurité Alimentaire Sévère sont ceux qui ont une consommation pauvre en nourriture et ceux qui peuvent avoir ou non des problèmes d'accès à la nourriture. Une grande

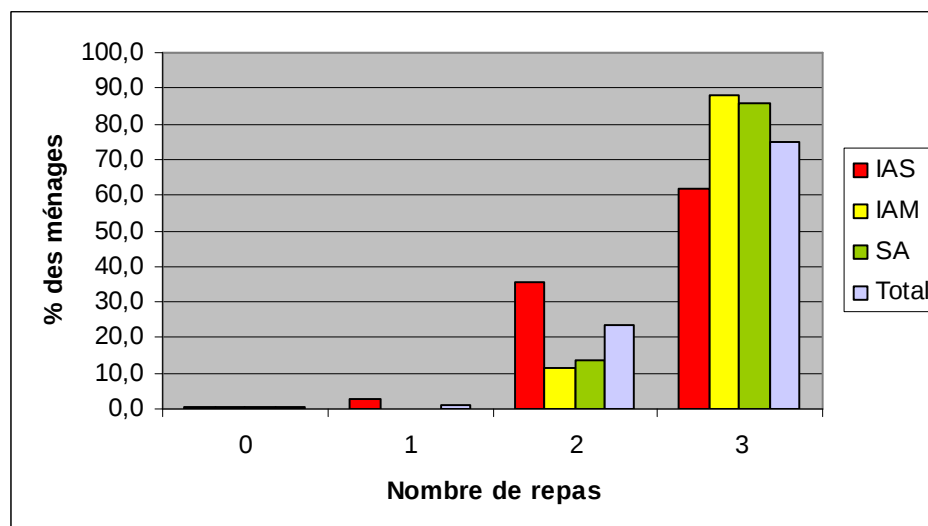
partie des ménages en situation d'Insécurité Alimentaire Modérée risque de basculer en Insécurité Alimentaire Sévère en cas de chocs.

Par ailleurs, en comparant les taux par commune urbaine par le test de Chi2 de Kruskal-Wallis destinés à des échantillons de taille différente, la probabilité est égale à 0,057, faiblement supérieur à 0,05. La situation par rapport à la sécurité alimentaire entre des différentes communes urbaines de 6 provinces est homogène. En revanche, le test ANOVA a montré une différence significative pour la commune urbaine de Fianarantsoa par rapport aux autres communes, expliquant le taux de 65% des ménages à Insécurité Alimentaire Sévère dans cette commune urbaine¹⁴. Le taux de malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans dans cette commune est de 53% selon les résultats de l'enquête anthropométrique effectuée par l'ONN/UNICEF.

6.4 Sécurité Alimentaire et Fréquence des repas des ménages :

Dans l'ensemble, un quart des ménages mangent moins de 3 fois par jour (au total 25%) (Figure 12).

Figure 12 : Répartition des ménages (en%) par rapport à la fréquence des repas



On trouve plus de ménages qui consomment moins de 3 fois par jour chez les ménages en Insécurité Alimentaire Sévère (IAS) (38%) par rapport aux 2 autres type de ménages, Insécurité Alimentaire Modérée (IAM) (13%) et Sécurité Alimentaire (SA)(14%) ($p=0,00$).

¹⁴ Si on ne tient pas compte de la commune urbaine de Fianarantsoa, le test de Chi2 de Kruskal-Wallis pour des échantillons à taille différente est égale à $p=0,54$ entre les 5 autres communes

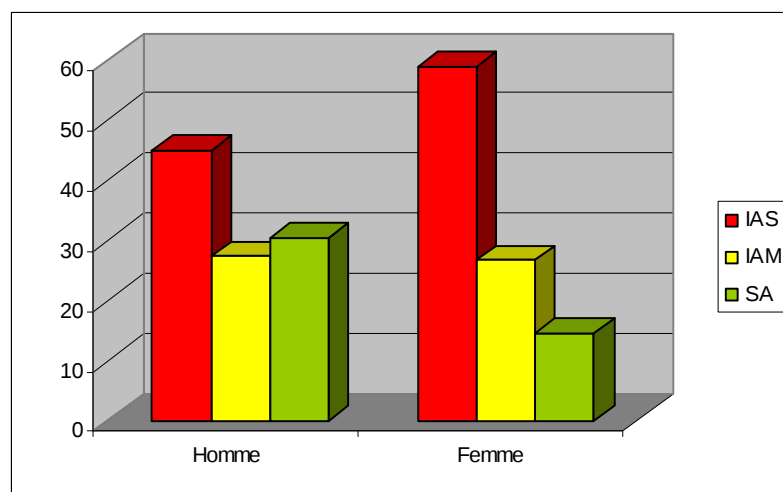
6.5 Sécurité alimentaire et caractéristiques socio-économiques des ménages

6.5.1 Sécurité alimentaire et caractéristiques sociodémographiques des ménages

Sécurité alimentaire et sexe du chef de ménage :

Il y a une différence statistique entre les différents groupes de ménages par rapport au sexe du chef de ménage ($p=0,00$). En effet, les ménages dirigés par les femmes (59%) sont les plus vulnérables dans les catégories de ménage en Insécurité Alimentaire Sévère par rapport aux ménages dirigés par les hommes (45%), tandis que le sexe n'a pas d'influence parmi les ménages en Insécurité Alimentaire Modérée. Ces données ont été confirmées par les informateurs clés quant à la précarité des ménages dirigées par les femmes seules et sans soutien au niveau de la communauté. En revanche, les ménages dirigés par les hommes sont plus en sécurité alimentaire, 30% des ménages dirigés par un homme contre 15% chez les femmes (Figure 13).

Figure 13 : Répartition des femmes chef de ménage (en %) par catégorie d'insécurité alimentaire



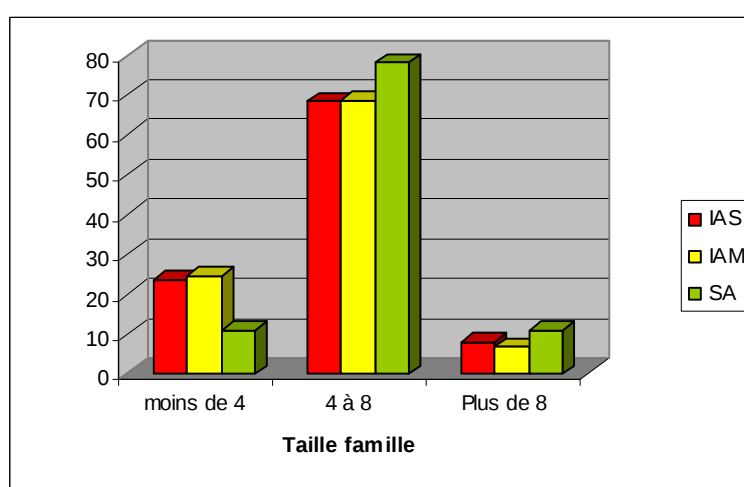
Sécurité alimentaire et situation matrimoniale :

Chez les ménages à statut séparé (76%), la vulnérabilité est plus évidente à l'Insécurité Alimentaire Sévère. Elle est suivie par les ménages mariés à statut coutumièrement polygame (75%), en union libre (66%), les veufs (54%), les mariés coutumièrement monogame (51%), les célibataires (42%), les mariés légalement (32%) et enfin, les divorcés (32%). La clarté et la stabilité de leur situation matrimoniale rendent probablement ces 2 derniers groupes plus stables. En effet, les ménages à statut de mariage légal (41%), les divorcés (32%) constituent les 2 premiers ménages en situation de Sécurité Alimentaire et aucun ménage n'est en situation de Sécurité Alimentaire chez les ménages mariés polygame (0%). La polygamie rend les ménages plus vulnérables à la sécurité alimentaire.

Sécurité alimentaire et taille du ménage

Les ménages ayant 4 à 8 membres sont les plus en Insécurité Alimentaire Sévère (68%) et en Insécurité Alimentaire Modérée (69%) (Figure 14). Il existe une différence statistique entre les ménages par rapport à la taille des ménages ($p=0,00$). Selon l'analyse du PNUD, l'incidence de la pauvreté augmente également avec la taille du ménage. Passant de 62% pour les ménages composés de 4 ou 5 personnes, l'incidence de la pauvreté atteint 91% pour ceux comprenant 10 membres ou plus, cas non observé pour les ménages à plus de 8 membres dans notre échantillon.

Figure 14 : Répartition des catégories de ménages (en %) selon leur taille



Sécurité alimentaire et scolarisation des enfants:

Les ménages à plus de 2 enfants scolarisés souffrent plus d'Insécurité Alimentaire Sévère (29%) et d'Insécurité Alimentaire Modérée (28%). En effet, 27% des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère n'ont pas d'enfant envoyé à l'école, utilisant probablement, cette stratégie de détresse comme stratégie de résilience.

6.5.2 Sécurité alimentaire et condition de vie des ménages

La situation des ménages en milieu urbain peut également être appréhendée par la pauvreté des conditions de vie ou la pauvreté d'existence. Les informations sur le nombre de pièces par logement, leur mode d'occupation, les sources d'eau à boire, le type de toilette, le type de combustible et d'éclairage utilisé par les ménages ont été recueillies (Tableau 20).

Tableau 20 : Répartition des ménages (en%) en fonction des conditions de vie

	Insécurité Alimentaire Sévère	Insécurité Alimentaire Modérée	Sécurité Alimentaire	Effectif
<i>Mode d'occupation</i>				
Propriétaire	47%	26%	27%	320
Hébergé gratuitement	52%	27%	21%	77
Locataire	44%	29%	27%	201
Autres	100%	0	0	1
<i>Source d'eau à boire</i>				
Pompe et forage	64%	13%	23%	39
Robinet public	47%	29%	24%	420
Eau courante	26%	30%	44%	84
Puits aménagé	56%	20%	24%	25
Puits non aménagé	67%	22%	11%	18
Cours d'eau	100%	0	0	8
<i>Type de toilette</i>				
Avec système d'évacuation	19%	28%	53%	43
Latrines améliorées individuelles	41%	37%	24%	98
Latrines améliorées collectives	46%	28%	27%	176
Latrines traditionnelles individuelles	42%	26%	32%	73
Latrines traditionnelles collectives	54%	25%	20%	161
Dans la nature	82%	15%	13%	39
<i>Mode de combustion</i>				
Bois de chauffe	67%	17%	17%	84
Charbon	42%	29%	28%	485
Gaz	20%	80%	0	5
Autres	61%	17%	22%	23
<i>Mode d'éclairage</i>				
Bois	75%	0	25%	4
Bougie	53%	25%	22%	87
Electricité	33%	31%	36%	324
Pétrole	68%	22%	10%	181

Le nombre moyen de pièce pour le logement est de 2 dans l'ensemble. Il n'y a pas de différence significative par rapport à l'occupation des logements entre les différentes catégories de sécurité alimentaire, ni entre les mêmes catégories. En effet, 47% des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère sont des propriétaires, 52% sont hébergés gratuitement et 44% sont des locataires.

Par ailleurs, l'eau est considérée comme potable lorsqu'elle vient des sources suivantes : les robinets intérieurs ou extérieurs des maisons, les bornes fontaines ou robinets publics, les puits de forage équipés de pompe, les puits couverts ou protégés (Code de l'eau). Aucune différence n'est notée en ce qui concerne l'accès à l'eau potable parmi les différentes catégories de sécurité alimentaire. Cependant, selon les informations obtenues auprès du focus group ou des membres du comité du fokontany, l'eau des puits est très salée en saison sèche et l'eau des bornes fontaines coûte cher.

Actuellement, certaines bornes publiques ont du être fermées car la population n'arrive pas à payer le coût de l'eau de la Jirama. Il y a également des problèmes liés à l'ouverture fixe des robinets publics, à la faible pression et à la coupure fréquente d'eau par la Jirama, limitant ainsi l'accès des ménages à l'eau potable. 100% des ménages utilisant les cours d'eau comme source d'eau à boire sont en Insécurité Alimentaire Sévère.

Le groupe de travail spécialiste en matière d'assainissement composé des ministères et des organismes internationaux comme UNICEF, WaterAID, USAID, Banque Mondiale, ont défini comme type de toilettes adéquates, les WC à fosses septiques, les latrines à siphon avec chasse d'eau, les latrines améliorées comme le VIP (Ventilated Improved Pit). 54% des ménages enquêtés disposent de ces types de toilettes. Les ménages à Insécurité Alimentaire Sévère sont les moins équipés de toilette adéquate ($p=0,00$). Ils sont ainsi soumis aux risques permanents de contamination expliquant aussi la prévalence élevée du paludisme, des infections respiratoires aiguës et de la diarrhée, principales maladies identifiées chez les enfants de moins de 5 ans.

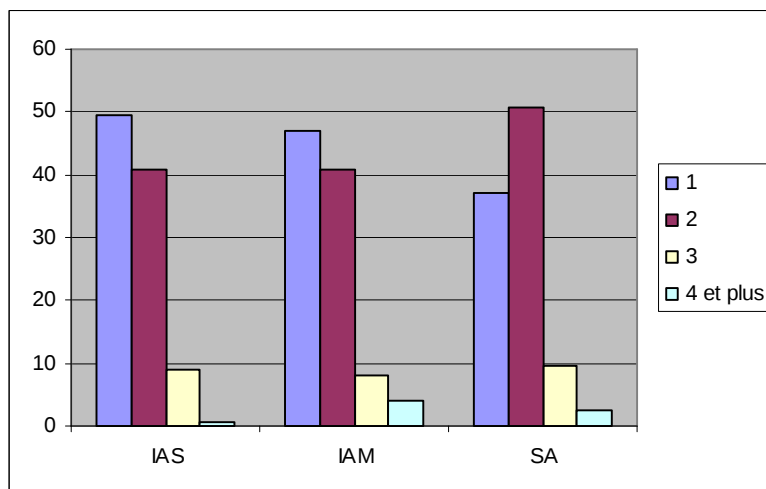
Enfin, le bois de chauffe et le charbon constituent la principale source de combustion des ménages et 54% des ménages utilisent l'électricité comme source d'éclairage. Les ménages utilisant l'électricité sont statistiquement moins sujet à l'insécurité alimentaire par rapport aux autres ($p=0,00$). L'hygiène et le confort jouent ainsi un rôle négligeable sur la sécurité alimentaire des ménages

6.5.3 Sécurité alimentaire et caractéristiques économiques des ménages

Sécurité alimentaire et nombre d'actifs par ménage

Le nombre d'actif joue un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages. La majorité des ménages à insécurité alimentaire ont un seul actif : 49% des ménages parmi les ménages en situation d'Insécurité Alimentaire Sévère et 47% parmi les ménages en situation d'Insécurité alimentaire Modérée. Les ménages à 2 activités se trouvent en général dans la catégorie des ménages en Sécurité Alimentaire (37%) (Figure 15).

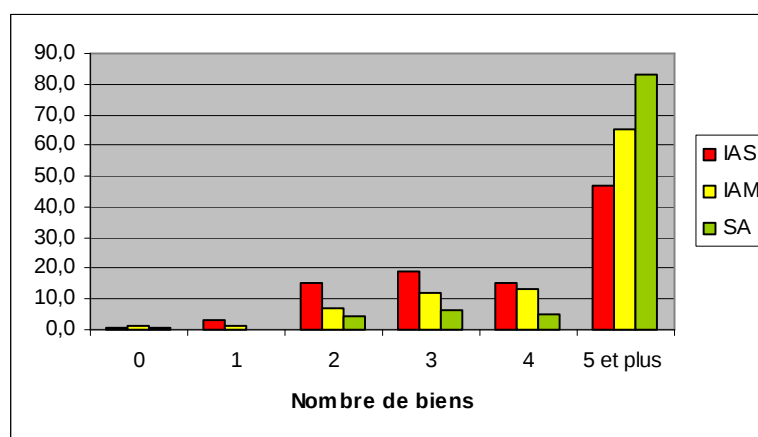
Figure 15: Répartition des ménages (en %) selon le nombre d'actifs parmi les différentes catégories d'insécurité alimentaire



Sécurité alimentaire et possession des biens

Le classement en nombre de biens variant entre 0-1 bien à 7 et plus a été utilisé pour chaque catégorie de ménages (Figure 16): 47% des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère ont plus de 5 biens en possession, 65% des ménages en Insécurité Alimentaire Modérée et 83% des ménages en Sécurité Alimentaire. Les ménages en Sécurité Alimentaire autant que des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère ou Modérée se retrouvent dans toutes les classes. La possession des biens de base, de confort, utilitaire, voire durable en milieu urbain, n'est pas aussi évidente pour catégoriser l'insécurité alimentaire au niveau des ménages en milieu urbain.

Figure 16 : Répartition des catégories de ménages (en %) selon le nombre de biens en leur possession



Contradictoirement, les ménages ayant des bétails sont les plus en Insécurité Alimentaire Sévère (46%). L'élevage en ville n'est ainsi que contemplatif. De même, les ménages qui prétendent avoir des terrains à cultiver en ville sont les plus vulnérables à l'Insécurité Alimentaire Sévère (66%) contre seulement 25% parmi les ménages en Insécurité Alimentaire Modérée. Le croisement des informations obtenues avec celles des informateurs clés a montré que ces ménages sont en général des ouvriers agricoles.

En revanche, plus les ménages ont des grands terrains en dehors de la ville, moins ils sont vulnérables à l'insécurité alimentaire: 56% des ménages ayant moins de 0,5 ha à cultiver en dehors de la ville sont en Insécurité Alimentaire Sévère tandis que seuls 4% des ménages ayant des terrain de 2ha ou plus à cultiver en dehors de la ville le sont. La production issue de ces agricultures est destinée l'autoconsommation rendant les ménages moins vulnérables à l'insécurité alimentaire. Selon l'EPM en 2004, le riz, le maïs, le manioc, le topinambour sont destinés à l'autoconsommation tandis que les légumineuses (haricots, soja, voanemba), les légumes tomates, les brèdes sont destinés à la vente.

Sécurité alimentaire et actif « malade » ou « mort »

L'existence d'un membre actif malade ou mort constitue un facteur d'insécurité alimentaire des ménages en milieu urbain à cause de l'insuffisance des revenus, l'augmentation des charges et le coût de la maladie. L'indicateur de maladie chronique est utilisé par le PAM comme proxy de la prévalence SIDA. Parmi les ménages qui ont déclaré qu'un actif est chroniquement malade, 60% des ménages sont en insécurité alimentaire dont 48% sévère et 12% modérée. De même, parmi les ménages qui ont déclaré qu'un actif est mort, 78 % des ménages sont en insécurité alimentaire dont 55% des Insécurité Alimentaire Sévère et 23% des Insécurité Alimentaire Modérée. Il ne semble pas avoir de différence significative quant à l'insécurité alimentaire entre les ménages avec ou sans membre actif malade ou mort.

Sécurité alimentaire et dépenses en nourriture

Les dépenses alimentaires sont respectivement 71 521 Ariary, 91 868 Ariary et 151 216 Ariary parmi les ménages en Insécurité Alimentaire Sévère, en Insécurité Alimentaire Modérée et en Sécurité Alimentaire. 65% des ménages qui se sont endettés pour acheter de la nourriture le mois dernier sont des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère, 14% des ménages en Insécurité Alimentaire Modérée et 20% en Sécurité Alimentaire. Les créanciers, pour 88% des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère, sont en premier lieu, les familles, suivies par les magasins (11%) et les propriétaires (4%).

Le pourcentage moyen des dépenses en nourriture par ménage est de 81% pour les ménages en Insécurité Alimentaire Sévère, 74% pour les ménages en Insécurité Alimentaire Modérée et 73% pour les ménages en Sécurité Alimentaire. Ces pourcentages sont très élevés comparés à celui mentionné par l'EPM en milieu urbain qui est de 51,7%.

6.5.4 Sécurité alimentaire et chocs et mécanismes de survie

Les chocs sont des événements qui sont extérieurs à l'individu ou au groupe social et ont un impact négatif sur leur bien être. Les risques sont des événements incertains, qui, lorsqu'ils se réalisent, deviennent des chocs. 75% des ménages ont subi des chocs dans les 6 derniers mois.

Les chocs cités par toutes les catégories de ménages (Tableau 20), par ordre d'importance, sont liés aux :

- prix de la nourriture élevés pour 37% des ménages ayant entraîné une baisse de la demande au niveau des marchés selon les commerçants.
- ✓ maladies (Paludisme, Diarrhée, IRA) pour 26% des ménages
- ✓ perte d'emploi pour 19% des ménages

Ces chocs sont survenus au mois d'Août, Septembre et Octobre.

Tableau 21 : Pourcentage des ménages (en %) par type de chocs selon leur catégorie de sécurité alimentaire

POURCENTAGE	Insécurité Alimentaire Sévère	Insécurité Alimentaire Modérée	Sécurité Alimentaire	Total	Effectif
Prix de la nourriture élevés	42%	34%	34%	37%	247
Maladies	21%	29%	27%	26%	176
Perte d'emploi	18%	18%	20%	19%	124
Dettes à rembourser	8%	7%	6%	7%	46
Mort d'un membre de la famille	5%	7%	5%	6%	38
Païement de la location du logement	2%	1%	5%	3%	17
Prix du carburant	1%	2%	2%	2%	12

89% des ménages déclarent avoir eu une diminution des revenus suite à ces chocs. Pour y faire face, les ménages ont adoptés plusieurs stratégies. Elles ont été classées en stratégies de début de crise, c'est-à-dire des stratégies temporaires auxquelles les ménages ont recours, avec le risque de basculer dans le permanent si la crise persiste ou en stratégies de détresse, plus graves qui peuvent avoir des impacts néfastes mettant en danger la vie dans les ménages, si ça perdure.

Les stratégies adoptées en début de crise sont :

- Manger la nourriture moins chère,
- Limiter la portion manger
- Diminuer la diversité
- Réduire les dépenses non essentielles
- Diminuer le nombre de repas
- Restreindre la consommation des adultes
- Emprunter de la nourriture
- Chercher d'autres alternatives
- Vendre les biens
- Manger plus d'aliment de rue
- Envoyer un membre travailler ailleurs.

Tandis que les stratégies de détresse sont :

- Acheter à crédit
- Manger le reste des autres
- Mendier pour manger
- Ne plus envoyer un enfant à l'école
- Envoyer un membre manger ailleurs
- Envoyer un membre vivre chez un parent

Les stratégies de détresse utilisées par les ménages en situation d'insécurité alimentaire (sévère ou modérée) sont présentées dans le Tableau 22:

Tableau 22: Répartition des ménages (en %) selon les stratégies utilisées par rapport aux chocs récents

Stratégies	Prix de la Nourriture élevé	Maladies	Perte d'Emploi	Total	Effectif
Acheter à crédit	58%	58%	64%	51%	191
Manger le reste des autres	26%	26%	25%	21%	80
Mendier pour manger	21%	16%	16%	12%	44
Ne plus envoyer un enfant à l'école	16%	7%	9%	8%	31
Envoyer un membre manger ailleurs	12%	14%	10%	8%	30
Envoyer un membre vivre chez un parent	6%	7%	3%	4%	14

Environ la moitié des ménages ayant subi un choc (51%) achète à crédit pour vivre. Au total 33% dépend directement des autres pour manger (le reste ou mendier) et 8% ont choisi de ne plus envoyer leur enfant à l'école.

6.6 Sécurité alimentaire et situation nutritionnelle

A Madagascar, aucune enquête nutritionnelle spécifique en milieu urbain n'a été faite avant 2008. L'ONN, avec l'appui de UNICEF, a lancé des enquêtes nutritionnelles utilisant la méthodologie SMART dans 5 communes urbaines les plus vulnérables de Madagascar: Antananarivo, Mahajanga, Fianarantsoa, Toamasina et Toliara. Cette enquête s'est déroulée du 1^{er} octobre jusqu'en décembre 2008. La prévalence de la maigreur des enfants de 6 à 59 mois varie entre 6% à 9% dans 4 communes urbaines (Antananarivo= 7%, Mahajanga= 9%, Toamasina= 8% et Fianarantsoa= 6%) et elle est de 4% à Toliara. La situation est satisfaisante pour la commune urbaine de Toliara et elle est précaire pour les autres communes.

En revanche, le taux de malnutrition chronique est très élevé dans les communes urbaines de Fianarantsoa (53%), d'Antananarivo (51%). Il est élevé dans les communes urbaines de Toamasina (35%) et de 29% à Toliara. Au niveau national, selon l'EDS de 2004, la maigreur globale était de 13% tandis que le retard de croissance était de 48% pour la même tranche d'âge. Ces résultats vont servir de base de donnée initiale pour suivre l'impact potentiel dans les zones urbaines de la hausse des prix et pour anticiper l'impact sur la malnutrition.

Le PAM estimait important d'avoir des données nutritionnelles permettant d'analyser la nutrition des enfants en même temps que les autres indicateurs de sécurité alimentaire des ménages. L'évaluation de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans dans les ménages enquêtés a été intégrée à l'étude afin de mieux planifier les interventions les plus appropriées.

Le Périmètre Brachiale (PB) a été choisi comme indicateur de malnutrition. Le PB a été mesuré chez tous les enfants de moins de cinq ans dans les ménages. Le PB est utile pour identifier les enfants ayant un haut risque de décès lié à la malnutrition et il est relativement stable chez les enfants de 12 à 59 mois. La recherche d'oedème des membres inférieurs a été également faite pour dépister les enfants gravement malnutris.

Au total, parmi les 327 enfants répertoriés, 321 ont été mesurés. Six enfants avaient des oedèmes et ont été immédiatement classés comme sévèrement malnutris sans être mesurés. Les enfants mesurés sont issus de 263 ménages sur un total de 600 ménages interviewés. Ces chiffres doivent être pris avec prudence du fait du faible nombre d'enfants, mais aussi de la méthodologie qui ne donne pas un échantillon statistiquement représentatif.

Les seuils utilisés pour l'interprétation de la situation sont donnés dans le tableau 23.

Tableau 23 : Seuil utilisé pour interpréter les mesures du Périmètre Brachial

Mesure du périmètre brachial (PB)	Seuil
PB < 11cm	malnutrition aiguë sévère
11 cm < PB < 12,5 cm	malnutrition aiguë modérée
12,5cm < PB < 13 cm	risque de malnutrition
PB >13 cm	statut nutritionnel satisfaisant

L'interprétation utilisée par le SAP pour Madagascar pour le Périmètre Brachial (<12,5 cm) est de :

- < 5% : situation normale
- 5 à 10% : situation à surveiller
- 10 à 20% : situation préoccupante
- 20 à 30% : situation grave

Malgré la taille limitée de l'échantillon, une grande proportion d'enfants dans la tranche d'âge 6 à 11 mois souffre plus de la malnutrition aiguë (17%) par rapport à ceux dans la tranche d'âge 12 à 59 mois (7%) (Tableau 24). Les enfants dans la tranche d'âge 6 à 12 mois sont souvent atteints d'une malnutrition liée aux pratiques de sevrage et/ou aux maladies. De plus, la mesure du périmètre brachiale surestime la malnutrition chez des enfants entre 6 et 11 mois qui pourrait être due à d'autres raisons.

Tableau 24: Prévalence de la malnutrition mesurée par le PB selon la tranche d'âge des enfants.

Sujets		PB <11cm		PB 11cm<12,5cm		PB 12,5cm <13cm		PB >13cm		Oedème	
Age en mois	N	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
6 a 11 mois	30	1	3,3%	4	13,3%	3	10%	22	73%	0	0
12 a 59 mois	291	5	2%	14	5%	8	3%	264	91%	6	2%

Ces résultats sont à lire avec précaution. Les intervalles de confiance en effet sont très grands, compte tenu de la taille (réduite) de l'échantillon.

Le Tableau 25 montre le taux de malnutrition globale mesuré par le périmètre brachial désagrégé par ville.

Tableau 25 : Situation nutritionnelle des enfants dans les ménages enquêtés par ville

Villes	Nombre	PB <11cm	PB 11cm<12,5cm	Oedème	Taux de malnutrition aigue (y compris des cas d' oedème)	Observations
Antananarivo	151	2%	9%	3%	9%	à surveiller
Mahajanga	36	0	0	1%	0	normale
Fianarantsoa	24	0	1	1%	8%	à surveiller
Toamasina	43	1%	2%	1%	9%	à surveiller
Toliara	44	2%	4%	0	14%	préoccupante
Antsiranana	23	1%	2%	0	13%	préoccupante
Ensemble	321	6%	18%	6%	9%	à surveiller

Même si la situation nutritionnelle semble être 'normale' à Mahajanga et préoccupante à Toliara et Antsiranana, la différence entre les communes urbaines n'est pas statistiquement significative (p=0,06).

Les facteurs associés à la malnutrition des enfants

142 (44%) des enfants mesurés étaient atteints d'une maladie dans les deux semaines précédant l'enquête : le paludisme pour 63 (44%) des enfants, suivi par des IRA pour 45 (32%), la diarrhée pour 18 (13%) et la rougeole et autres maladies 10%. Parmi les 12 enfants malnutris et malades, 6 avaient le paludisme, 4 une infection respiratoire, 1 cas de diarrhée et 1 maladie non spécifiée. Comme il n'y avait que 24 enfants avec un PB < 12,5, le taux de maladie parmi des malnutris est élevé (50%). 68% des enfants malades ont fait des consultations médicales. L'enquête SMART d'ONN/UNICEF a trouvé que 30% des enfants pressentaient une pathologie, avec 35% d'IRA et 18% de diarrhée. Les taux de notre étude sont similaires pour l'IRA mais un peu plus élevé pour la diarrhée.

86% des enfants de 6 à 23 mois ont bu du lait maternel le jour précédent l'enquête. A Madagascar, la durée moyenne de l'allaitement est de 21,6 mois et habituellement 60% des enfants de 6 à 7 mois sont déjà sevrés (EDS III 2005). Parmi les 80 enfants allaités, 12 sont malnutris (15%).

Seulement 21 enfants (23%) de 6 à 23 mois ont bu d'autre lait. Un quart des enfants à l'âge du sevrage (6 à 11 mois) n'ont pas mangé d'autre aliment que le lait dans les 24 heures qui précèdent l'enquête. Contrairement aux attentes, seul un enfant dans ce groupe était malnutri.

Parmi des enfants qui prennent un repas solide ou semi solide, 82% des enfants ont consommé au minimum trois repas par jour. Une proportion inquiétante de 18% (n=47), dont 6% (n=6) sont des enfants malnutris, ne consomment qu'un ou deux repas par jour.

Deux tiers (67%) des ménages boue l'eau avant de la donner à leurs enfants. Parmi les enfants malnutris, 18 ménages sur 23 disent bouillir l'eau avant de la donner a leurs enfants, soit un taux de 78% qui tend a montrer des bonnes connaissances et pratique d'hygiène auprès de ménages.

Le supplément en vitamine A couvre la plupart des enfants de moins de 5 ans. 93% des enfants des ménages enquêtés ont reçu le supplément en vitamine A. La stratégie du Ministère de la santé est de faire des supplémentations tous les 6 mois. 62% des enfants ont reçu un supplément en vitamine A selon les résultats de l'ONN/UNICEF.

Les causes de la malnutrition sont ainsi très complexes. Il n'existe pas de lien exclusif de la malnutrition, ni sur la prise alimentaire, ni sur les maladies, ni sur les pratiques d'hygiène et de soins.

La répartition des enfants atteints de malnutrition aigue (mesure PB) par catégorie de sécurité alimentaire est donnée dans le Tableau 26.

Tableau 26 : Prévalence de la malnutrition des enfants par rapport à l'insécurité alimentaire des ménages¹⁵

PB des enfants	Insécurité Alimentaire Sévère	Insécurité Alimentaire Modérée	Sécurité Alimentaire	Total	Effectif
<12,5	10%	8%	1%	7%	24/321
Observation par rapport à la situation	préoccupante	à surveiller	normale	à surveiller	

La situation des enfants malnutris est préoccupante chez les ménages en Insécurité Alimentaire Sévère (10%). Elle est à surveiller chez les ménages en Insécurité Alimentaire Modérée (8%). Le test ANOVA a montré une différence significative entre les enfants malnutris des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère par rapport aux enfants malnutris des ménages en Sécurité Alimentaire.

Par ailleurs, il n'y a pas de différences significatives entre les garçons et les filles, ni par rapport aux maladies.

¹⁵ A noter que cette analyse ne comprend pas les enfants avec oedème.

De plus, les taux d'enfants malnutris sont plus élevés dans les ménages en Insécurité Alimentaire Sévère quand le nombre de repas est inférieur à 3 ($p=0,01$), en présence d'œdème ($p=0,05$). Parmi les enfants à œdèmes ($n=6$), le tiers vient des ménages en Insécurité Alimentaire Sévère et 2 sur 3 des ménages en Insécurité Alimentaire Modérée.

6.7 Profil et nombre de personnes requérant de l'assistance

L'insécurité alimentaire des ménages semble être relativement plus élevée dans la commune urbaine de Fianarantsoa que dans les autres communes.

Par ailleurs, les ménages sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire quand les chefs de ménage sont des femmes, dans les ménages où la taille de la famille est comprise entre 4 et 8, les ménages avec type de toilette et d'assainissement inadéquats, utilisant les sources d'éclairage autre que l'électricité, les ménages à nombre de repas inférieur à 3 et lorsque la statut matrimonial est : la polygamie (mariage coutumièrement polygame), les unions libres, le veuvage, le mariage coutumièrement monogame ou les célibataires. De plus, le taux d'enfants malnutris sont plus élevés dans les ménages en Insécurité Alimentaire Sévère et surtout quand le nombre de repas est inférieur à 3 ou quand la source d'eau à boire n'est pas conforme.

Malgré les limites de la méthode d'échantillonnage, une extrapolation a été faite pour avoir une estimation du nombre de population vulnérable. Les sources de données utilisées pour notre estimation sont résumées dans le Tableau 27.

Tableau 27 : Source de données utilisées dans l'estimation de la population en situation d'insécurité alimentaire

Source de données	Année	Variable	Couverture
Ministère de l'Intérieur	2006	Nombre de population	Centre Urbain par province
Ministère de l'Intérieur	2006	Nombre de population	Centre Urbain Antananarivo par arrondissement
Informateurs Clé	2008	Taux de pauvreté parmi les urbains (ménages pauvres et moyen)	Par province

La répartition par centre urbain se présente comme suit :

Tableau 28 : Répartition de la population (en nombre) par commune urbaine

	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Toliara	Total
Chiffre de population	1 084 226	100 724	245 600	427 943	214 973	178 936	2 252 402
Taux de pauvreté (informateur clé)	38%	41%	47%	56%	43%	73%	45%
Population de Base d'estimation	412006	41297	115432	239648	92438	130623	1013581

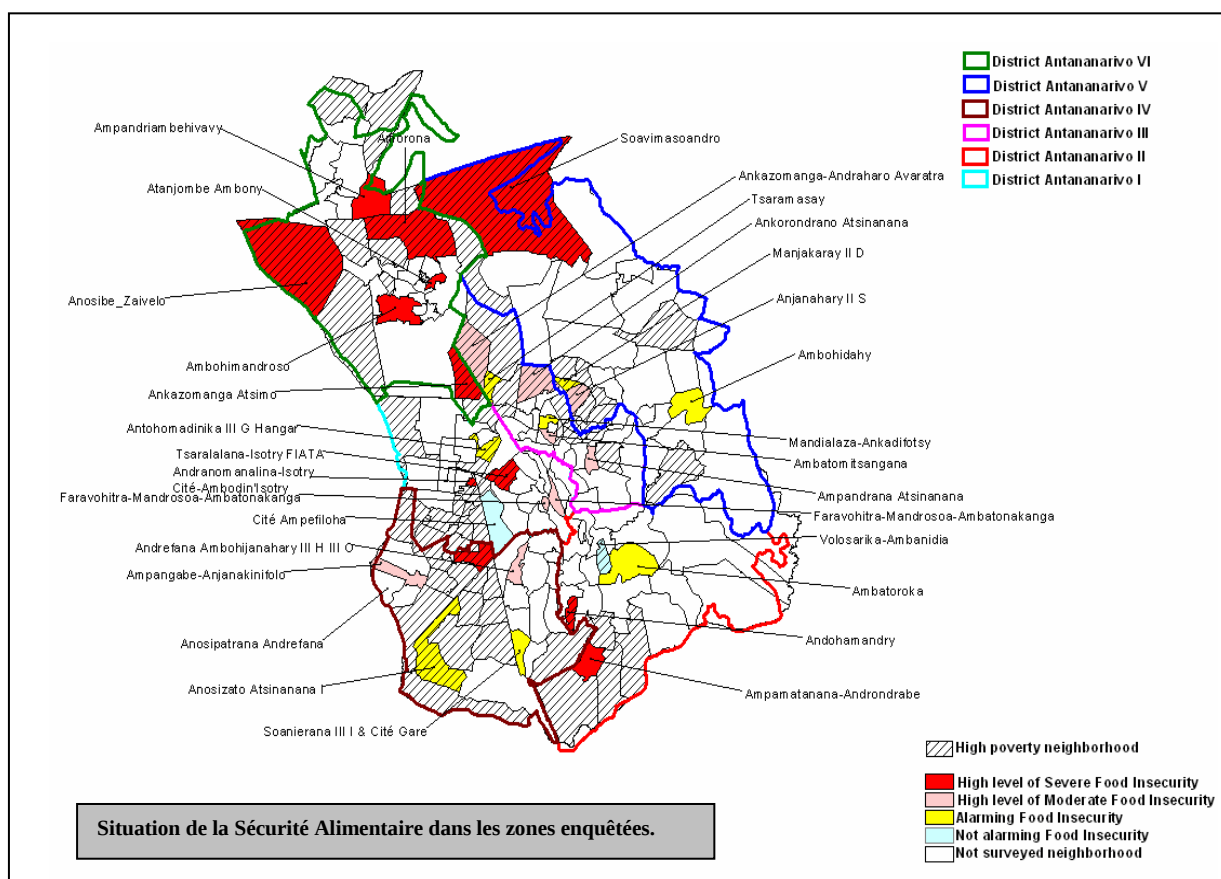
Le nombre de personnes en insécurité alimentaire (sévère et modérée) par commune urbaine est présentée dans le tableau 29:

Tableau 29 : Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire par commune urbaine

	Antananarivo	Antsiranana	Mahajanga	Fianarantsoa	Toamasina	Tuléar	Total
Insécurité Alimentaire Sévère	186 023	15 830	34 630	155 771	50 008	69 666	511 927
Insécurité Alimentaire Modérée	107 480	15 830	55 792	43 935	13 638	30 479	267 155

Le nombre total de population en situation d'insécurité alimentaire et requérant des actions spécifiques est estimée à 780 000 personnes dont 512 000 en Insécurité Alimentaire Sévère et 268 000 en Insécurité Alimentaire Modérée.

La carte ci-dessous rend compte de la situation à Antananarivo.



7. ANALYSE TEMPORELLE DE LA SITUATION

7.1 Insécurité alimentaire chronique et transitoire :

Il est utile de faire une certaine analyse temporelle pour voir si cette insécurité alimentaire est transitoire, due à l'impact de la hausse des prix liée à la crise financière et/ou à la soudure ou s'il s'agit d'une situation chronique d'ordre structurelle. L'insécurité alimentaire chronique est l'incapacité persistante (à long terme) des ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux. L'insécurité alimentaire transitoire en revanche est une incapacité ponctuelle (à court terme) de satisfaire les besoins alimentaires minimaux

La revue bibliographique faite pour cette étude, renforcée par l'analyse des données qualitatives obtenues auprès des informateurs clés, confirme la nature structurelle de la situation constatée en milieu urbain. Selon les données statistiques disponibles, les revenus quotidiens d'un malgache s'élèvent à moins de 2 dollars et la consommation quotidienne est alors inférieure à 2133 kilocalories par personne. La malnutrition demeure un problème majeur de santé publique car 48% des enfants de 6 à 59 mois souffrent de retard de croissance, 13% de maigreur, 42% d'insuffisance pondérale, 42% de Carence en Vitamine A et 68% d'anémie ferriprive.

Bien qu'il existe une meilleure approvisionnement en eau potable en milieu urbain, l'accessibilité reste limitée pour les ménages qui n'ont pas d'eau courante dans la cour selon les informations recueillies auprès des participants des *focus group* et des membres du comité du fokontany. La totalité des ménages utilisant les cours d'eau comme source d'eau à boire sont en situation d'Insécurité Alimentaire Sévère. La précarité des conditions d'hygiène et d'assainissement explique la forte prévalence de la morbidité et de mortalité liée aux IRA, à la diarrhée et au paludisme.

En même temps, il semble que cette situation d'insécurité alimentaire chronique qui a prévalu jusque là à Madagascar en milieu urbain, soit maintenant aggravée par des facteurs conjoncturels comme la récente hausse des prix. En effet, la majorité des ménages (81%) ont été affectés par des chocs durant les 6 derniers mois dont la hausse des prix de la nourriture, le coût élevé des soins médicaux surtout pour les maladies les plus courantes comme le paludisme, la diarrhée et les IRA et enfin par la perte d'emploi liée à la fermeture de sociétés ou l'absence d'offre d'emploi ou la fermeture des zones franches.

L'insécurité alimentaire chronique, mesurée par la forte prévalence de la malnutrition chronique dans toutes les communes urbaines, est maintenant aggravée par l'insécurité alimentaire transitoire liée aux chocs récents, dont l'effet commence à être ressenti au niveau de la communauté (informateurs clé et *focus group*) ou au niveau des commerçants de quartier et des ménages.

7.2. Evolution attendue

Les résultats de l'étude ont permis de mesurer l'impact de la crise au niveau des ménages. De nombreux quartiers des zones urbaines de Madagascar souffrent de pauvreté chronique et des conditions de vie précaire (habitat, eau et assainissement). Cette vulnérabilité chronique à l'insécurité alimentaire laisse à craindre une détérioration rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle déjà préoccupante en cas d'augmentation des prix des denrées.

L'inflation annuelle des prix pour les consommateurs est de 10,3%¹⁶. Ce sont les gens extrêmement pauvres qui sont le plus affectés. Au niveau global, 88% de l'augmentation de la pauvreté¹⁷ urbaine est le fait des pauvres qui deviennent plus pauvres et seulement 12% résultent de nouveaux ménages tombant dans la pauvreté (Source Banque mondiale, 2008). Les ménages pauvres sont obligés de se procurer des aliments moins chers et de moins bonne qualité, voire de réduire leurs apports caloriques, ce qui peut entraîner une perte de poids et des problèmes de malnutrition sévère avec ses conséquences dans le long terme de perte de potentiel humain et économique.

La situation des ménages en Insécurité Alimentaire Modérée risque de s'aggraver dans le futur proche si rien n'est fait. La prévalence de conditions de vie déplorables, d'un taux de malnutrition élevé et d'une insécurité alimentaire chronique dans de nombreuses zones urbaines laisse présager d'une rapide détérioration de la situation alimentaire en cas de nouveau choc ou de choc plus accentué.

Actuellement, selon notre estimation, quelques 780 000 personnes sont en insécurité alimentaire dont 512 000 en Insécurité Alimentaire Sévère et 268 000 en insécurité alimentaire modérée.

Dans ce contexte, il est essentiel de discuter des possibilités de réponses à apporter dans le court et moyen termes à cette frange de population affectée en tenant compte des facteurs structurels responsables de la situation précédemment décrite. Mais, il convient aussi de considérer un suivi nutritionnel, épidémiologique et des indicateurs d'accès à l'alimentation afin d'anticiper une possible dégradation rapide de la situation nutritionnelle et alimentaire pour cette frange de la population dite « à risque ».

¹⁶ Source : Central Bank of Madagascar in 'Madagascar at a Glance'

¹⁷ La profondeur de pauvreté est l'écart dans la consommation entre le ménage pauvre moyen et le seuil de pauvreté.

8 REPONSES EXISTANTES

Pour faire face à la pauvreté à Madagascar, le gouvernement Malagasy a mis en place en 2007 un dispositif sur cinq ans : le Plan d'action pour Madagascar (Madagascar Action Plan – MAP). Ce plan ambitieux s'engage à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement avec le but d'avoir une croissance économique rapide. Le Plan est divisé en huit secteurs: infrastructure, secteur privé, santé, développement rural, environnement, éducation, gouvernance et solidarité. Parmi les objectifs à atteindre, on peut citer l'amélioration du classement de Madagascar selon l'indice de développement humain (de 143 sur 177 en 2005, à 100 en 2012) ; le taux de pauvreté (estimé à 85,1% en 2003 et envisagé à 50% en 2012).

Face à la crise, le gouvernement malgache a pris des mesures exceptionnelles pour ne pas engendrer une situation chaotique. Différentes actions ont été programmées auprès des différents ministères (MAELP, MINSANPF), et un ensemble de dispositifs publics ont été pris permettant aux ménages et aux communautés de réduire leur vulnérabilité et de mieux gérer les risques et les chocs.

Un Plan d'Action à Impact Rapide (court & moyen terme) à travers une Initiative sur la flambée des prix alimentaires a été initié par la primature avec les ministères concernés et les partenaires FAO-PAM-FIDA-SMB-UNICEF de Madagascar. Les mesures prises par le gouvernement et présentées en Septembre 2008¹⁸ peuvent se résumer comme suit :

- ✓ Révision de la Loi des financements,
- ✓ Mesures fiscales (TVA, subside transport, etc.)
- ✓ Appui à la production rizicole de contre-saison
- ✓ Budget supplémentaire pour la protection sociale.

Les actions complémentaires consistent en des volets d'activités se rapportant à :

Volet 1 : La disponibilité (Agriculture)

- à court terme dont l'objectif est d'augmenter la productivité et la production des produits alimentaires et leur diversité par la promotion des cultures de contre saison en 2008 et la campagne 2008-2009.
- à moyen terme dont l'objectif est d'augmenter et de consolider à moyen terme la productivité et la production des produits alimentaires et leur diversité (priorités identifiés dans le cadre du PSA) - + 4-500.000 t d'équivalent riz en l'an 3.

¹⁸ Présentation réunion Primature 22/7/08

Volet 2 : La stabilisation des marchés et des prix

- à court terme : stabilisation du TVA sur le riz importé et local, instituer un prix plancher pour le paddy, promouvoir les achats locaux du PAM en zone de surplus, subvention sélective des produits de première nécessité, assurer l'état de circulation des pistes de desserte.
- à moyen terme : Stabilisation des marchés et des prix : Faciliter l'accès à l'information sur le prix, renforcer les opérations en gestion post récolte, promouvoir une situation élargie de FCPA, promouvoir de gros GCV à l'échelle communale (GCC), promouvoir le stockage villageois (GCV).

Volet 3: Accès et filets de sécurité alimentaire

Les actions proposées sont :

- à court terme :
 - o Nouvel appui aux enfants dans les écoles primaires des zones urbaines pauvres
 - o HIMO urbain déjà financé devrait être triplé
 - o HIMO rural à renforcer
 - o Sécurité nutritionnelle en milieu urbain à étendre (Surveillance nutritionnelle, Prise en charge Malnutrition aigue)
- à moyen terme :
 - o Cantine scolaire
 - o Protection sociale
 - o Vivre contre travail en milieu rural
 - o Chantiers publics pérenne de renforcement de la résilience des communautés rurales, HIMO continu, micro assurance, riz irrigué, dégâts, inondations, surveillance et appui nutritionnel.

Le coût des ces investissements complémentaires (en USD millions) : Projet/programmes en cours de planification à déduire sont estimés à un total de 45-50 en USD millions pour le court terme (Août 08-Mai 2009) environ et environ 165-190 en USD millions pour le moyen terme (Juin 2009-2012).

Tableau 30 : Coût des ces investissements complémentaires (en USD millions) (Source ISFP, Septembre 2008)

Volet	Court terme (Août 08-Mai 2009) (en Ariary)	Moyen terme (Juin 2009-2012) (en Ariary)
1. Disponibilité – Appui à la production agricole	25-30	80-90
2. Stabilisation des marchés et des prix	3-5	15-20
3. Accès des vulnérables et filets de sécurité alimentaire	15-17	80
TOTAL	45-50	env. 165-190 env. 60/an

Pour les grandes villes, en particulier, l'ONN/ Minsanpf ont mis sur pied un Plan d'action de riposte dans le cadre de la protection sociale en milieu urbain. L'objectif est de réduire la vulnérabilité des groupes cibles dans toutes les zones urbaines par des actions concertées de tous les secteurs. Les zones d'interventions sont : Antananarivo ville et périphérique, les autres grandes villes de Madagascar (ex-chef lieu de province), Antsirabe ville, Nosy be ville, Tolagnaro ville. Les populations cibles sont les familles ayant des enfants de moins de 5 ans, les femmes chef de ménage, les familles vulnérables (avec personnes âgées ou personnes handicapées), les femmes enceintes et femmes allaitantes, les élèves de l'école primaire.

Les stratégies adoptées seront:

- 1- La prise en charge des enfants malnutris
- 2- L'action préventive et prise en charge des femmes enceintes et allaitantes
- 3- La promotion de l'hygiène et de l'assainissement
- 4- La gratuité de l'eau potable au niveau des bornes fontaines
- 5- Les travaux communautaires HIMO
- 6- Le renforcement des cantines scolaires

Les informateurs clés rencontrés et la population attendent beaucoup d'amélioration dans leur quotidien avec la mise en œuvre effective du programme MAP du gouvernement ainsi que des actions plus palpables dont la population peut directement bénéficier, comme le contrôle des prix des Produits de Première Nécessité.

En 2008, dans son programme de nutrition, l'appui en vivre du PAM à Madagascar a permis d'aider 5700 bénéficiaires répartis comme suit : 500 malades de la tuberculose, 3000 autres groupes vulnérables, 600 femmes enceintes et allaitantes malnutries et 1600 enfants malnutris de moins de 5 ans. Pour 2009, le programme compte augmenter de 15% par mois son appui durant 3 mois d'intervention. Face à la crise, le programme a aussi réorienté son aide alimentaire à la fois par des rations individuelles à consommer aux centres sociales et des rations familiales à emporter

suivant les cas pour les différents groupes cibles, constitués par les tuberculeux, les personnes handicapés, les personnes âgées, les élèves des cantines scolaires, les femmes enceintes et allaitantes malnutries ainsi que les enfants de moins de 5 ans malnutris. Le nombre total de bénéficiaires est estimé à 71,130 personnes pour l'année 2009.

9. RECOMMANDATIONS

L'atelier de présentation des résultats de « Madagascar – Situation de la sécurité alimentaire en milieu urbain: analyse des besoins » a permis d'analyser les réponses possibles, liées aux résultats de cette étude.

Suite à la présentation des résultats aux intervenants, trois (3) types d'intervention ont été proposés par les partenaires, à savoir : (i) les interventions non alimentaire, (ii) les interventions sur l'eau et assainissement et (iii) les interventions alimentaires pour répondre aux problèmes économiques (faible pouvoir d'achat, accessibilité financière difficile et manque d'emploi) et aux problèmes sociaux (insalubrité du milieu urbain, absence d'allocation de chômage, coût des soins de santé, accessibilité aux soins de santé, manque d'emploi).

9. 1 Les interventions non alimentaires

Ces interventions se rapportent à l'Argent contre travail (ACT) et à la Distribution de PPN non alimentaires. Les justifications, la durée et coût ainsi que le ciblage et les partenaires potentiels sont présentés dans le Tableau 31.

Tableau 31: Activités envisagées dans les cas des interventions non alimentaires

Activités	Justifications	Durée et coût	Couverture et ciblage	Partenaires
Argent contre travail (ACT)	Disponibilité des produits alimentaires mais manque d'argent	3 mois Janvier à Mars	Selon la gravité de la situation	FID ONN
Distribution de PPN non alimentaires	PPN les plus frappés par la flambée des prix	Kit pour 10 jours	Fokontany les plus vulnérables ¹⁹	ONGs BNGRC

9.2. Les interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

Les activités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement se rapportent à l'augmentation de la fréquence de collecte des ordures, à l'aménagement des points de collecte, à une campagne d'éducation civique, à la vulgarisation de l'utilisation des moustiquaires imprégnées, à l'augmentation du nombre des points d'eau potable, à l'aménagement des canaux d'évacuation d'eau usée, à l'amélioration de la communication entre les populations et les autorités de fokontany afin de résoudre le problème de stigmatisation (personnes ayant honte de figurer sur la liste des indigents pouvant bénéficier d'une assistance « maladie ») (Tableau 32).

¹⁹ Se référer à l'annexe 1 présentant la liste des Fokontany les plus vulnérables

Tableau 32: Activités envisagées dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

Activités	Justifications	Stratégie de sortie
Augmenter la fréquence de collecte des ordures	- Réduction des maladies, lutte contre le paludisme - Moins d'argent utilisés pour l'achat des médicaments - Meilleure utilisation de l'information	- mettre en concurrence les fokontany avec octroi de primes pour les plus méritants - appliquer le principe « pollueur payeur » - campagne d'éducation civique (rôle commune) - construction de bureaux de Fokontany au niveau des quartiers nécessaires
Bien aménager les points de collecte		
Lancer une campagne d'éducation civique		
Vulgariser l'utilisation des moustiquaires		
Augmenter le nombre de points d'eau potable		
Aménager les canaux d'évacuation des eaux usées		
Améliorer la communication entre les populations et les autorités de fokontany afin de résoudre le problème de stigmatisation (personnes ayant honte de figurer sur la liste des indigents pouvant bénéficier d'une assistance « maladie »)		

9.3. Les interventions alimentaires

Les interventions alimentaires se rapporteront à des VCT/CFW (curage des canaux, évacuation des ordures, etc.) et à la distribution alimentaire ciblée (Tableau 33).

Tableau 33: Activités envisagées dans les interventions alimentaires

Activités	Justifications	Durée et coût	Couverture et ciblage	Partenaires	Stratégie de sortie
VCT/CFW (curage des canaux, évacuation ordures)	-Faible pouvoir d'achat - Accessibilité financière, - manque d'emplois - pas d'allocation de chômage - Insalubrité en milieu urbain	1 an/ 10million de \$ pour Antananarivo avec 4% de pauvres	Ménages : - Chômeurs - malnutris sévères - vulnérables → protection sociale	Bailleurs de fonds Société civile	Création d'emploi
Distribution alimentaire ciblée					

Le Tableau 34 présente les organismes qui pourraient être impliqués ainsi que leur capacité technique et financière.

Tableau 34: Intervenants potentiels à Madagascar

	Gouvernement ou communautés	Organisme	Capacité technique	Capacité financière	Accord avec politique à Madagascar
Argent contre travail	Oui	Minsanpf, CCPREAS/BIT/FI D/ONN	Oui	Non	Oui (MAP)
Distribution de PPN non alimentaires	Oui	BNGRC	Oui	Non	Oui (MAP)
Augmenter la fréquence des collectes des ordures	Oui	CU	Non	Non	Oui (MAP)
Bien aménager les points de collecte	Oui	CU	Non	Non	Oui (MAP)
Lancer une campagne d'éducation civique	Oui	CU MINSANPF	Oui	Oui	Oui (MAP)
Vulgariser l'utilisation des moustiquaires	Oui	MINSANPF/ONG	Oui	Oui	Oui (MAP)
Augmenter le nombre de points d'eau	Oui	Min eau/ Unicef	Oui	Oui	Oui (MAP)
Aménager les canaux d'évacuation d'eau usée	Oui	Min eau Unicef	Oui	Oui	Oui (MAP)
Améliorer la communication entre les populations et les fokontany afin de résoudre le problème de complexe (personnes ayant honte de figurer sur la liste des indigents pouvant bénéficier d'une assistance « maladie »)	Oui	CU MDAT Minsanpf	Oui	Oui	
VCT/CFW (curage canaux, évacuation ordures)	Oui	ONN PAM ONG	Oui	Oui	
Distribution alimentaire ciblée	Oui	ONN/Minsanpf/ONG/Unicef	Oui	Oui	

9.4 Suivi de la situation et monitoring des activités

Le suivi et le monitoring de la sécurité alimentaire sont des points importants sur lesquels seront basés les prises de décision de toutes les parties prenantes. En ce qui concerne le volet nutritionnel, les résultats issus de l'enquête anthropométriques (ONN/UNICEF) vont servir de base pour le suivi de la situation en matière de sécurité nutritionnelle.

Cette étude a aussi été conçue comme une étude de base, qui devrait permettre de suivre l'évolution de la situation et son impact sur la sécurité alimentaire des ménages. Il est recommandé que les systèmes de surveillance mis en place considèrent les indicateurs de sécurité alimentaire des ménages utilisée dans cette étude, tels que : FCS, *Coping Strategy Index* mais aussi Dépenses, stock de riz et stabilité des sources de revenu. Ces indicateurs seront définis d'un commun accord et seront inclus dans la collecte des données de l'ONN qui va opérationnaliser le système de surveillance alimentaire et nutritionnelle (SAN), afin d'intervenir à temps pour atténuer l'impact de la crise mondiale sur les populations les plus vulnérables.

BIBLIOGRAPHIE

BOCKEL Louis, 2002. Madagascar Rural/Environmental Sector Review, Review of Madagascar's Rice sub-sector. World Bank Background Report.

CDC/WFP. A Manual: Measuring and Interpreting Malnutrition and Mortality

DDSS/INSTAT, 2003-2003 Enquête Démographique et de Santé Madagascar 2003-2004 République de Madagascar, Institut National de la Statistique, février 2005

FAO. Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz a Madagascar (version révisée et approuvée en avril 2001 par UPDR et RAEP après l'atelier national des 6 et 7 novembre 2000)

FAO Rice Price Update October 2008 Commodity Markets, Policy Analysis and Projections Service Trade and Markets Division Food and Agriculture Organization of the United Nations

FAO-PAM-FIDA-SMB-UNICEF/ Primature, Présentation du 22/7/08, Initiative sur la flambée des prix alimentaires Plan d'Action à Impact Rapide (court & moyen terme)

INSTAT. Nouveaux Indices des Prix à la Consommation, Numéro 152, novembre 2008

Magnay, John. FAO. Market & Production Interventions for the Rice Crisis 2008-9

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche Opération Contre Saison (juin à décembre 2008) pour faire face à la période de soudure (février à mars 2009), juin 2008

Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Nouveaux indices des prix à la consommation INSTAT février 2008 numéro 143 et novembre 2008 numéro 152.

Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget : Enquête périodique auprès des ménages 2004, Rapport principal janvier 2006

Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Rapport économique et financier 2006-2007 octobre 2007.

Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget : Enquête périodique auprès des ménages 2001, Rapport principal novembre 2002

Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget : Enquête périodique auprès des ménages 2005, Rapport principal juin 2006

Ministère de la Santé et du Planning Familial. Direction Générale de la Protection Sociale. La crise alimentaire : mesures de protection sociale à Madagascar. Juillet 2008.

Noro Andriamihaja (World Bank) and Giovanni Vecchi* (Università di Roma "Tor Vergata"), June 28, 2007. An Evaluation of the Welfare Impact of Higher Energy Prices in Madagascar

Note de référence concernant l'impact des prix mondiaux de produits alimentaires de base sur les groupes de population les plus vulnérables à Madagascar. Système des Nations Unies Madagascar, avril 2008

Office Malgache des Hydrocarbures. Evolutions des Prix Affiches à la Pompe des Produits Pétroliers 1996-2008. Septembre 2008.

Office Nationale de la Nutrition (ONN). Plan d'action de riposte face à la crise alimentaire mondiale dans le cadre de la protection sociale en milieu urbain, Ministère de la Santé, Office Nationale de la Nutrition octobre 2008.

ONN/UNICEF, Enquêtes anthropométriques : 5 grandes villes de MADAGASCAR, Septembre-Décembre 2008 (présentation cellule Nutrition BNGRC,

PNUD. Analyse de la conjoncture socio-économique de la pauvreté à Madagascar. Situations 2005-2008 et perspectives. Rapport définitif. Septembre 2008.

Policy Research Working Paper 4779 Lessons from World Bank Research on Financial Crises, Development Research Group, World Bank November 2008.

Primature Plan d'Action pour le Développement Rural Equipe Permanente de Pilotage Observatoire du Riz Information Hebdomadaire 2006-2008.

Programme Alimentaire Mondial, Madagascar 2005. Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA)

Programme Alimentaire Mondial, Profil des ménages les plus vulnérables suite à la survenance d'un choc de hausse des prix à Madagascar pour l'année 2008 septembre 2008

Programme Alimentaire Mondial. Monitoring Soaring Prices, Document du travail interne PAM juillet 2008

Programme Alimentaire Mondial. Profile des marches pour les évaluations d'urgence de la sécurité alimentaire, SENAC 2006

Projet Seecaline 2001 –Enquête alimentaire et diététique dans les directions provinciales d'Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina et Toliara.

Randriankolona Patrick Léon, WFP. 2008. Profil des ménages les plus vulnérables suite à la survenance d'un choc de hausse des prix à Madagascar pour l'année 2008

Republic of Madagascar: Poverty Reduction Strategy Paper Annual Progress Report International Monetary Fund 2006 August 2006 IMF Country Report No. 06/303

Secrétariat Multi Bailleurs Madagascar Développement Rural : Le marché du riz : point sur la situation actuelle et perspectives pour la soudure 2008-2009, octobre 2008

Technical Guidance Sheet: Urban Food Security and Nutrition Assessments WFP June 2008

TREVER Jean Olivier, Secrétariat multi bailleurs (SMB) mai 2008 La filière riz malgache face à la hausse des prix internationaux. Situation actuelle, perspectives et actions envisageables. Document de réflexion

UNDP 2007/2008, Human Development Report, Fighting Climate Change: Human Solidarity in a divided world

UN System Standing Committee on Nutrition. The Impact of High Food Prices on Maternal and Child Nutrition Background paper for the SCN Side Event at the 34th Session of the Committee on World Food Security. Rome, 14-17 October 2008

WFP Madagascar, 2005, Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA)

World Bank Global Financial Crisis and Implications for Developing Countries, G-20 Financial Ministers' Meeting, Sao Paulo Brazil 8 Nov 2008

Webliographie:

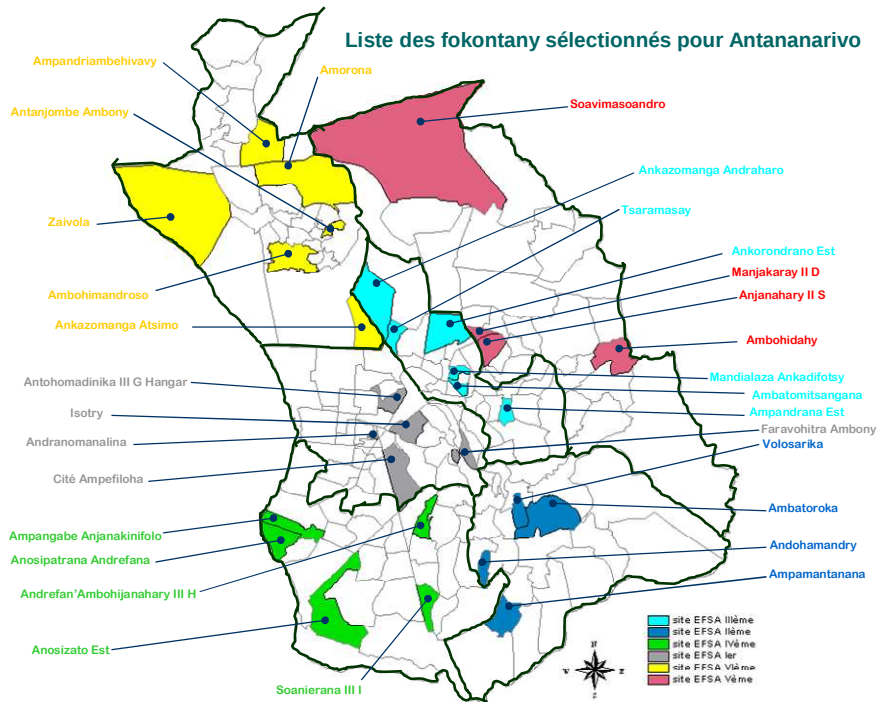
Fonds des Nations Unies pour la Population www.madagascar.unfpa.org

The Global Food Price Crisis: Lessons and Ideas for Relief Planners and Managers ALNAP www.alnap.org

Plan d'action Madagascar 2007 – 2012 Un Plan Audacieux pour le Développement Rapide www.madagascar.gouv.mg/MAP

United Nations Public-Private Alliance for Rural Development Madagascar: Preliminary Review July 2003. www.un.org/esa/coordination/Alliance/documents/outline.pdf

ANNEXE 1 : LISTE DES FOKONTANY ENQUETES



● Antsiranana:

- ❖ Anamakia
- ❖ Scama
- ❖ Soafeno
- ❖ Lazaret Nord
- ❖ Ambalakazaha
- ❖ Cité ouvrière

● Mahajanga:

- ❖ Ambalavola
- ❖ Tsararano ambany
- ❖ Mahavoky avaratra
- ❖ Tsaramandroso Ambany
- ❖ Aranta
- ❖ Antanimasaja

● Fianarantsoa

- ❖ Ambatoharanana
- ❖ Ankazobe
- ❖ Mahazengy
- ❖ Isada
- ❖ Idanda
- ❖ Ankafafalahy

● Toamasina

- ❖ Anjoma
- ❖ Ankirihiry nord
- ❖ Morarano
- ❖ Andranomadio
- ❖ Tanamakoa

- Toliara
 - ❖ Tanambao verrerie
 - ❖ Anketa bas
 - ❖ Antaravay salimo
 - ❖ Ambohitsabo
 - ❖ Betania est
 - ❖ Sanfily
 - ❖ Mahavatse I ouest

ANNEXE 2 : LISTE DES ENQUETEURS et PERSONNES IMPLIQUEES dans cette etude

- **le traitement et exploitation des données** : ISABELLE Nirina, consultante junior, Laurentiu TIRCA, stagiaire PAM
- **l'élaboration des masques de saisie** : RAZANADRAIBE Seta
- **la saisie des données** : Tantely, Zo et Oliva
- **la supervision de l'enquête** : Peter Transburg, PAM Mozambique
- **la collecte des données** :

A Antananarivo :

Chefs d'équipe :

ANDRIAMAMPITA Jenny Sylvia H, ADRIANO Eyrand Lino, RANDRIAMAROSON Désiré, RABEMANANTSOA René Martin, RAKOTONDRAMANANA Solofotahina Lalaina, RANOROMALALA Harisolo, RAMAROSON Armand Célestin, TOLONATREHANA Mahavita Ida, RAKOTONDRAINIBENISOA Philippe

Enquêteur:

RANDRIANASOLO Sylvain, RAVELONJANAHARY Lucie, RAZAFINTSALAMA Zoé Vololoniaina, VONINTSOA Ranja, VALIMBAVAKA Herizo Tsimianina, RANDRIANOAVY Tendry Nomenjanahary, RASOAVAHOKA, RIVOSOA Hary Nirina, ANDRIAMORASOA Holy Voahangy Hanà, RAMAROSON Falimanana, RAHELINIRINA Annie Nicole, RAZAFIMANANTSOA Avotrandrianina, RAKOTONIRINA Tsilavina Miatosoa, RASOAMANALINARIVO Françoise, ANDRIAMBOLOLOMIARANA Tsilavo Faniry, RASOARIVELO Marie Ange, RAJERISONA Paulette Marie Francine, RAHAINGO Verohanitriaina Sylvie

A Antsiranana :

Chef d'équipe

ANDRIAMBOLOLOMIARANA Niry Toky

Enquêteurs :

RASOANAMBININA Velotiana, RAZAKARISOA Assane Sylla

A Fianarantsoa :

Chef d'équipe

RABETOKOTANY Fanja Harinala

Enquêteurs :

RAMANANTSOA Philibert, RABOANARISOA Voahangindraony

A Mahajanga :

Chef d'équipe :

RAVAKA Harilala Nirinasoa Haingo

Enquêteur :

RANDRIANANTENAINA Davidson Christophe, RANOROMBOLAPIANINA Z. Mamy

A Toamasina :

Chef d'équipe :

RAKOTONIAINA Norohasina Voahangy

Enquêteur :

TAHINA ANDRIANDROARONIAINA Manoela, RAFIDISOA Huilliette Isabelle

A Toliara :

Chef d'équipe

RAVOAHANGINIRINA Marie Noeline

Enquêteur :

RASAMOELINA Zo Nantenaina, RANDRIAMIARISOA Martial

ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE MENAGE

Farintany __ __	Numéro de l'équipe: __ __
District __ __	Nom du Chef d'équipe : _____
Code commune __ __	
Nom du fokontany : _____	Nom enquêteur : _____
Numéro du ménage sélectionné (Lot) : __ __	Date: /__/_/ __/_/_/ (jour/ mois)

Consentement: Nous conduisons cette enquête sur la sécurité alimentaire des ménages. Vous avez été sélectionné parmi les ménages à enquêter. L'interview durera environ 30 minutes. Toutes les informations collectées seront confidentielles. Vous êtes libre de participer ou non à l'interview. Si vous acceptez, on peut commencer la séance maintenant.

Section A: DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES			
A0a	Nom du chef de ménage :		
A0b	Fonction du chef de ménage :		
A1	Nom de l'interviewé (si différent du chef de ménage):		
A2a	A résidé dans le quartier depuis (année):		
A2b	Motif du changement de résidence si moins de 1 an		
A2c	Sexe du chef de ménage	1 = Homme	2 = Femme
A2d	Age du chef de ménage	Age en années: __ __ __	
A3	Situation matrimoniale du chef de ménage	1 = Marie (e) légalement	5 = Divorce (e)
		2 = Marie (e) coutumièrement monogame	6 = Sépare (e)
		3 = Marie (e) coutumièrement polygame	7 = Veuf (ve)
		4 = Union libre	8 = Célibataire
A4	Taille du ménage __ __	Hommes	0 à 5: __ 6-12: __ 13-18: __ 19-59 __ 60+ __
		Femmes	0 à 5: __ 6-12: __ 13-18: __ 19-59 __ 60+ __
A5	Nombre d'enfants scolarisés	garçons __	filles __
A6	Existe-t-il un orphelin dans le ménage (orphelin de père, de mère ou les 2 et moins de 18 ans)	1 = Oui	2 = Non
A7	Est-ce qu'un membre économiquement actif (19-59 ans) de votre ménage est atteint d'une maladie chronique et incapable de travailler depuis 3 mois?	1 = Oui	2 = Non (passer directement à A8)
A8	Y a-t-il dans le ménage des personnes handicapées physiquement et/ou mentalement ?	1 = Oui	2 = Non
A9	Est-ce qu'un membre économiquement actif de	1 = Oui	2 = Non

	votre ménage (18 – 59 ans) est mort durant les 3 dernières années ?		
--	---	--	--

Section B: LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE ET COMBUSTIBLE			
B1	De combien votre logement dispose-t-il de pièces (sans compter salle de bains et toilettes)		 _ _ pièces
B2	Quel est le mode d'occupation de votre ménage?	1= Propriétaire	2= N'est pas propriétaire mais est hébergé gratuitement (appartenant à une famille ou logement de fonction)
		3= Locataire	4 = Autre
B3	Type de maison (observez et noter)	1= Maison en dur	4= Case en bois
		2= Pièce dans maison partagée en dur	5= Autre: _____
		3= Case en tôle	
B4	(Si locataire) Comment payez-vous votre location ?	1 = Cash	2 = Autres (à préciser)
B5	Quel est le coût de votre location mensuel?	_ _ _ _ _ _ Ariary par mois	
B6	Où procurez-vous l'eau de consommation ?	1= Pompe et forage publiques	5= Puits non aménagé
		2= Robinet publique	6= Cour d'eau, rivière, mare
		3= Eau courante dans la cour/ménage	7= Impluvium
		4= Puits aménagé	8= Autres (à préciser)
B7	Combien par mois payez-vous pour votre consommation d'eau ?	_ _ _ _ _ _ Ariary par mois	
B8	Type de toilette utilisé par le ménage	1= Système d'évacuation	5= Latrines traditionnelles collectives
		2= Latrines améliorées individuelles	6= Dans la nature
		3= Latrines améliorées collectives	7= -Autre (à préciser)
		4= Latrines traditionnelles individuelles	
B9	Combien par mois payez-vous pour utiliser cette toilette?	En nature (ex; participation au nettoyage) ou paiement _ _ _ _ _ _ Ariary par mois	
B10	Quelle est la principale source combustible du ménage?	1= Bois de chauffe	4= Gaz
		2= Charbon	5= Autres (<i>Spécifier</i>)
		3= Pétrole	
B11	Combien par jour payez-vous pour la combustion pour cuire votre repas ?	_ _ _ _ _ _ Ariary par jour	
B12	Quelle est la principale source d'éclairage ? ?	1= Bois	4 = Pétrole
		2= Bougie	5= Autres (à spécifier)
		3= Electricité	_____
B13	Combien par jour/mois (à préciser) payez-vous pour la combustion pour votre éclairage ?	_ _ _ _ _ _ Ariary par jour/mois	

**Section C – POSSESSION ET BIENS DES MENAGES
FANANAN'NY TOKANTRANO**

C1	Combien de ces biens est-ce que votre ménage possède ? (si l'un des biens n'est pas possédé mettre 0)					
	1. Table and Chaises		7. Four électrique		13. Bicyclette	
	2. Lits		8. Cuisinière à gaz		14. Motorcyclette	
	3. Radio/CD player		9. Réfrigérateur/congélateur		15. Voiture	
	4. Télévision		10. Fer à repasser électrique		16. Téléphone portable	
	5. Satellite dish		11. Machine à coudre		17. Petits outils agricoles	
	6. DVD player		12. Pousse-pousse		18. Bijoux	
	19. Compte en banque/épargne		20. Terrain, Maison		21. Autres à préciser	
C2	Avez-vous vendu des biens durant les 3 derniers mois ?		1 = Oui		2 = Non Si non passer à C4	
C3	Quel était la raison principale pour vendre ce/ces biens (encercler tout ce qui est convient)		1 = pour acheter ou payer d'autres dépenses que la nourriture 2 = Achat de nourriture pour le ménage 3 = cas d'urgence 4 = Frais scolaire		7 = pour des soins médicaux 8 = pour rembourser des dettes 9 = funérailles 10 = autres	
C4	Combien des animaux suivants votre ménage possède-t-il ? (en ville) (a) Bovins/porcs (b) Ovins/capris (c) Volailles					
C5	Avez-vous vendu des bovins/porcins dans les 3 derniers mois?		1 = Oui		2 = Non (passer à C7)	
C6	Si oui, pourquoi ?		Raison 1		Raison 2	
C7	Avez-vous vendu des chèvres ou moutons dans les 3 derniers mois?		1 = Oui		2 = Non (passer à C9)	
C8	Si oui, pourquoi ?		Raison 1		Raison 2	
C9	Avez-vous vendu ou échangé des volailles dans les 3 derniers mois?		1 = Oui		2 = Non (passer à D)	
C10	Si oui, pourquoi ?		Raison 1		Raison 2	
Codes pour C6, C8 & C10			1 = N'a plus besoin		6 = pour les dépenses journaliers	
			2 = Achat de nourriture pour le ménage		7 = Pour payer des frais médicaux	
			3 = Autres urgences		8 = Pour rembourser des dettes	
			4 = Frais de scolarité		9 = Funérailles	
			5 = Pour payer des festivités		10 = Autres	

Section D – Agriculture FAMBOLENA			
D1	Avez-vous un espace pour cultiver (en ville)	1 = Oui	2 = Non (Passer à D4)
D2	Combien de surface (mètre carré) avez-vous cultivé cette saison ?	1 = < 100 m ²	3 = plus de 200 m ²
		2 = 100-200 m ²	
D3	Combien de surface (mètre carré) allez-vous cultiver pour la prochaine saison ?	1 = < 100 m ²	3 = plus de 200 m ²
		2 = 100 – 200 m ²	
D4	Avez-vous d'autres champs à cultiver en dehors de la ville ?	1 = Oui	2= Non Passer à E
D5	Si oui, mode d'exploitation	1=Métayage	3= Gratuit
		2 = Fermage	4= autres
D6	Combien de surface (hectare) avez-vous cultivé cette saison ?	1 = < 0.5 ha	3 = 1.0 à 2.0 ha
		2 = 0.5 à 1.0 ha	4 = 2.0 ou plus ha
D7	Combien de surface (hectare) allez-vous cultiver pour la prochaine saison ?	1 = < 0.5 ha	3 = 1.0 à 2.0 ha
		2 = 0.5 à 1.0 ha	4 = 2.0 ou plus ha
D8	Quelle quantité de votre production de riz est normalement destinée à la vente? Ampahany firy amin'ny voka-bary no amidy isan-taona ?	1 = aucun	4 = plus de la moitié
		2 = Moins de la moitié	5 = la totalité
		3 = Environ la moitié	9 = Ne cultive pas
D9	Quelle quantité de votre production de riz avez-vous vendu cette saison	1 = aucun	4 = plus de la moitié
		2 = Moins de la moitié	5 = la totalité
		3 = Environ la moitié	9 = Ne cultive pas
D10	Si différent, pourquoi?	Raison 1	Raison 2
Codes pour D9		1 = Bon prix pour la saison	6= pour les dépenses journaliers
		2 = Achat d'autres nourriture pour le ménage	7= Pour payer des frais médicaux
		3 = Autres urgences	8=Pour rembourser des dettes
		4 =- Frais de scolarité	9 = Funérailles
		5= Pour payer des festivités	10 = Autres
D11	Pour combien de temps dure normalement votre production de riz pour la consommation familiale? (mettre 0 si moins de 1 mois et 99 si ne cultive pas)	mois	
D12	Pour combien de temps votre production de riz pour la consommation familiale a-t-elle duré cette saison? (mettre 0 si moins de 1 mois et 99 si ne cultive pas)	mois	
D13	Pourquoi est-ce différent pour cette saison?	Raison 1	Raison 2
	Codes pour D13	1= Mauvaise récolte	3 = pour épargne ou autres investissements
		2= Obligé de vendre par nécessité du ménage	4= Autres (à citer)

Section E: Sources de revenu et entraide sociale Fidiram-bola sy ny fifanampiana ara-tsosialy					
E1	Est-ce que un membre de votre ménage reçoit une Salaire/pension du gouvernement ?				1= Oui 2= Non
E2	Combien des membres du ménages sont actifs (reçoivent un salaire ou pension ou autres) ?				_ _
E3	Combien des membres du ménages étaient actifs (recevaient un salaire ou pension ou autres) il y a 3 mois ?				_ _
E4 Actuellement, de combien de sources de revenu disposez-vous pour faire vivre votre famille ?	E5 Aujourd'hui, quelles sont les 4 principales activités génératrices de revenu ? (utilisez le code source de revenu)	E6 Quelle est la contribution relative de chacune de ces sources au revenu total ?	E7 Quel pourcentage de ce revenu total est dépensé pour la nourriture ?	E8 Est-ce que votre principale source de revenu a changé au cours des 3 derniers mois ?	E9 Quelle était, l'année dernière à la même période, votre principale activité génératrice de revenu ? (utilisez le code source de revenu)
_ _	A _ _	_ _	_ _ %	1= Oui	_ _
	B _ _	_ _		2= Non	_ _
	C _ _	_ _			_ _
	D _ _	_ _			_ _
		100%			
Code Source de revenu: 1 = vente de produits vivriers 2 = Vente de culture de rente 3 = Vente de bétails ou produits animaux 4 = Pêche 5 = Travail agricole 6 = Travail manuel qualifié 7 = Travail manuel non qualifié 8 = Emploi indépendant (taxi, carpentier, craft) 9 = Commerçants (grossiste et importateur, etc.) 10 = Petit commerçant (boutique, marche, gargotte, etc) 11 = Secteur informel 12 = Pension, indemnité gouvernemental 13 = Salarie du secteur privé 14 = Fonctionnaire 15 = Envoi d'argent 16 = Mendicité/Assistance 17 = Autres (hafa):					
E10	Vos revenus ont-ils changé, comparé à la même époque l'année dernière ?		1 = Pas de changement	2 = Diminution	3 = Augmentation
E11	Durant les 3 derniers mois, avez-vous ou est-ce qu'un membre de votre ménage a emprunté de l'argent ?		1 = Oui	2 = Non -> E14	
E12	Quelles sont les raisons de cet emprunt ?		1 = achat de nourriture pour le ménage 2 = Investissements dans biens productifs 3 = - Evénement social 4 = Payer les frais de scolarité journaliers 5 = Payer les dépenses journaliers 1 = Amis/ familles dans le pays 2 = Amis/ familles en dehors du pays 3 = Usurier 6 = Payer des soins médicaux 7 = Rembourser des dettes 8 = Funérailles 9 = Autres (à préciser)		
E13	Après de qui avez-vous emprunté?		4 = banque / institution formelle 5 = Groupe informelle d'emprunt 6 = Autres		
E14	Est-ce-que votre ménage supporte par de l'argent ou de la nourriture des proches ou familles en ce moment		1 = Nourriture seulement 2 = Argent seulement 3 = Les deux 4 = Aucun		

SECTION F – Dépenses					
Avez-vous dépensé de l'argent dans un de ces postes suivant la semaine dernière pour la consommation familiale? Si non, écrire 0 et aller au poste suivant)		Dépense estimée de la semaine passée en Ariary	Avez-vous dépensé de l'argent dans un de ces postes suivant le mois dernier pour la consommation familiale? Si non, écrire 0 et aller au poste suivant)		Dépense estimée du mois passé en Ariary
F1	Riz -		F12	Alcool, tabac et khat	
F2	Autres céréales (maïs, orge) + pain		F13	Savon et produits d'hygiène	
F3	Racines		F14	Transport	
F4	Haricot et arachides		F15	Combustible	
F5	Fruits frais		F16	Eau	
F6	Brèdes et autres légumes		F17	Eclairage	
F7	Viande, poisson, oeufs		F18	Logement/ loyer	
F8	Huile				
F9	Sucre				
F10	Lait				
F11	Aliments préparés extérieurement				
F17	En comparaison avec l'année dernière, les dépenses alimentaires ont-elles changé?		1 = Pas de changement Si 1 → F20	2 = Diminution	3 = Augmentation
F18	Si il a eu un changement, pourquoi (mettre une croix)? Raha nisy fiovana, inona no antony (mariho) ?				
	1 = Insuffisance des revenus		4 = Diminution de la nourriture pour combler d'autres besoins		
	2 = Augmentation des prix au marché		5 = Autres(à citer)		
	3 = Aliment non disponible				
F19	Qu'avez-vous fait en réaction ? (mettre une croix)				
	1 = Ne pas manger		5 = Aucune action faite		
	2 = Recherche des travaux complémentaires pour augmenter les revenus		6 = Ne peux rien faire		
	3 = Changer les habitudes alimentaires		7 = Autres :		
	4 = Manger des repas préparés à l'extérieur				
F20	Au cours des 3 derniers mois, combien avez-vous dépensé d'argent dans les postes suivants? Utiliser le tableau suivant, écrire 0 si pas de dépense Utiliser la table et mettre 0 si pas de dépense.				
		Dépenses estimées en Ariary		Dépenses estimées en Ariary	
F21	Dépenses médicales, santé		F25	Réparation du logement	
F22	Vêtements, chaussures		F26	Envoi d'argent/dons	
F23	Education, frais scolaire, uniforme, etc		F27	Célébrations, événements sociaux	
F24	Remboursement de dette		F28	Impôts	
F29	En comparaison avec l'année dernière, les dépenses en énergie (cuisson, chauffage, éclairage) ont-elles changé ?		1 = Pas de changement	2 = Augmenté	3 = Diminué
F30	En comparaison avec l'année dernière, les dépenses de logement ont-elles changé ?		1 = Pas de changement	2 = Augmenté	3 = Diminué

F31	En comparaison avec l'année dernière, les dépenses médicales ont-elles changé ?	1 = Pas de changement	2 = Augmenté	3 = Diminué
F32	En comparaison avec l'année dernière, les dépenses liées à l'éducation ont-elles changé ?	1 = Pas de changement	2 = Augmenté	3 = Diminué
F33	En comparaison avec l'année dernière, les dépenses en transport ont-elles changé ?	1 = Pas de changement ➔ F35	2 = Augmenté	3 = Diminué ➔ F35
F34	Si le prix a augmenté, qu'avez-vous fait pour faire face (mettre une croix)?			
	1 = Diminuer les dépenses		4 = Aucune action faite	
	2= Cherche des travaux complémentaires pour augmenter les revenus		5= Autres :	
	3= S'adapter avec ce qu'on a (marcher à pied ou autres locomotion, chercher un logement moins coûteux .. ;)			
F35	Votre ménage a t'il actuellement des dettes en nourriture/ argent?	1= Oui		2= Non ➔ G
F36	Si oui, a qui devez-vous de l'argent/ de la nourriture ? (cocher toutes les options qui conviennent)	A= banque/autre institution de crédit formelle		
B= prêteur informel				
C= magasin en gros ou au détail				
D= propriétaire (plus d'un mois d'arriéré de loyer)				
E= famille ou ami				
F37	Combien de mois faudra-t-il pour les rembourser ?		_ _ mois	

Section G. CONSOMMATION ALIMENTAIRE																			
FILANA ARA-TSAKAFO																			
G1	Quel a été le nombre de repas consommé par les enfants de plus de 12 ans et les adultes vivant dans le ménage hier ?							_ _ Nombre de repas											
G2	Combien de repas les enfants de 6 à 12 ans du ménage ont consommé hier?							_ _ Nombre de repas											
- Durant les 7 derniers jours, combien de jour avez-vous consommé les aliments suivants ? - QUELLE EST LA SOURCE DE SES ALIMENTS? QUELLE EST NORMALEMENT LA SOURCE?																			
							Nombre de jours (0 to 7) Isan'ny andro (0 à 7)	SOURCE PRINCIPALE Fiaviana	SOURCE HABITUEL Fiaviany mahazatra										
1. Riz, Vary							_	_	_										
2. Autres céréales (Maïs, sorgho, millet, blé/ pain, etc.)							_	_	_										
3. Racines : Manioc, patate douce,							_	_	_										
4. Haricots, pois,							_	_	_										
5. Légumes et Brèdes							_	_	_										
6. Fruits							_	_	_										
7. Viande (chèvres, bœuf, poulets, porc), poisson, œufs							_	_	_										
8. Huile, gras							_	_	_										
9. Sucre,							_	_	_										
10. LAIT, YAOURT, AUTRES PRODUITS LAITIERS							_	_	_										
Codes Source:							1 = propre production/ jardin			2 = vivre contre travail informel									
							3 = emprunt			4 = dons d'amis/ de voisins									
							5 = achat dans magasin principal			6 = aide alimentaire									
							7 = achat dans échoppes sur la route			8 = chasse/ pêche/ collecte									
							9 = crédit			10 = vol/ mendicité									
							11 = Aliments déjà préparés et achetés à l'extérieur			12 : Autres (à préciser) : _____									
G3	Il y a-t des mois où vous avez des difficultés à vous procurer suffisamment de nourriture pour votre ménage?							J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D

Section H: CHOCS et MECANISME DE SURVIE				
H1. Votre ménage a-t-il été affecté par l'un des chocs suivants (Code choc) au cours des 12 derniers mois ? (citer)	H2 – Ce Choc a-t-il diminué vos revenus ou a-t-il provoqué une perte de biens (bétail, animal de bât, etc....) ? 1= Oui 2= Non	H3 – Le Choc a-t-il diminué votre CAPACITE à satisfaire les besoins en nourriture du ménage ? 1= Oui 2= Non	H4 – Le ménage a-t-il récupéré des pertes induites par ce choc ? 1= Oui 2= Non 3 = En partie	H5 – Si la réponse en H4 est 2 ou 3, combien de temps faudra-t-il au ménage pour se remettre de ce choc ?*(mois)
_	_	_	_	_ MOIS
_	_	_	_	_ MOIS

Code choc : 1=perte d'emploi/ réduction de salaire 2= maladies/ dépenses médicales 3= mort d'un membre de la famille/ funérailles 4= prix élevés de la nourriture 5= prix du carburant/ du transport		6= paiement de la location du logement 7= dettes a rembourser 9= coupure de courant/ de gaz 10=insécurité/ vol 11= mauvaise météo (→mauvaise récolte) 12= Autre choc : _____												
H6	En quels mois est-ce que le premier choc est apparu?	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
H7	En quels mois est ce que le deuxième choc est apparu?	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
H8	Durant les mois dernier, avez-vous eu des moments ou vous n'avez pas eu assez d'argent pour acheter de la nourriture ou faire face aux dépenses essentielles (santé, combustible, frais de scolarité, etc....)?	1 = Oui						2 = Non →K						
H9	Avez-vous fait l'une des choses suivantes pour faire face au problème lors du dernier mois ? (encercler la bonne réponse)													
1	Manger la nourriture la moins chère	1 = Oui						2 = Non						
2	Emprunter de la nourriture ou compter sur de amis / de la famille	1 = Oui						2 = Non						
3	Diminuer le nombre de repas par jour	1 = Oui						2 = Non						
4	Limiter la portion mangée à chaque repas	1 = Oui						2 = Non						
5	Restreindre la consommation des adultes pour permettre aux jeunes enfants de manger	1 = Oui						2 = Non						
6	Diminuer la diversité de la consommation	1 = Oui						2 = Non						
7	Manger plus d'aliments de rue	1 = Oui						2 = Non						
8	Manger le reste des autres	1 = Oui						2 = Non						
9	Mendier pour manger	1 = Oui						2 = Non						
10	Réduire les dépenses non essentielles (éducation, santé, transport, location, etc...)	1 = Oui						2 = Non						
11	Acheter à crédit ou s'endetter	1 = Oui						2 = Non						
12	Envoyer un membre de la famille vivre chez un parent ou ami	1 = Oui						2 = Non						
13	Vendre les biens (radio, réfrigérateur, TV, bijoux, etc ...)	1 = Oui						2 = Non						
14	Vendre les biens de production (tracteur, machine à coudre, bicyclette, maison, terre, etc...)	1 = Oui						2 = Non						
15	Ne plus envoyer un enfant et/ou les enfants à l'école	1 = Oui						2 = Non						
16	Chercher d'autres alternatives ou exercer un travail secondaire	1 = Oui						2 = Non						
17	Envoyer un membre de la famille ailleurs pour manger chez un autre membre de la famille	1 = Oui						2 = Non						
18	Envoyer un membre de la famille ailleurs pour chercher du travail ailleurs	1 = Oui						2 = Non						

Section K: RESEAUX SOCIALES					
K1: Quand votre ménage n'a pas assez de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture, vers quels individus ou groupes se tourne-t-il normalement pour l'aider? (cocher toutes les options qui fonctionnent K3)					
K2: Qui vous a aidé la semaine dernière? (cocher toutes les options qui fonctionnent K4)					
K3		K4		K3	
A. famille proche/ parents			F. ceux du même groupe ethnique		
B. membre du voisinage			G. ceux du même lieu d'origine		
C. mosquée/ église			H. gouvernement		
D. collègues de travail			I. ONG, groupe de bienfaisance		

E. membre d'un groupe de femmes					
---------------------------------	--	--	--	--	--

SECTION L: SANTE DES ENFANTS ET STATUT NUTRITIONNEL (LES ENFANTS DE 6-59 MOIS)
FAHASALAMAN'NY ZAZA SY NY FANJARIAN-TSAKAFO (ZAZA 6-59 VOLANA)

Note : A demander uniquement pour les enfants de moins de 5 ans – compléter la première colonne pour le 1^{er} enfant avant d'aller vers l'autre colonne pour le 2^{ème} enfant et la troisième colonne pour la 3^{ème} enfant

	Enfant No.1		Enfant No.2		Enfant No3	
Sexe de l'enfant – 1= Masculin 2= Féminin	L1.1	__	L2.1	__	L3.1	__
Date de naissance (voir copie, carnet de santé ou autres sinon demander)	L1.2	____/____/____ Jour / mois / année	L2.2	____/____/____ Jour / mois / année	L3.2	____/____/____ Jour / mois / année
Age en mois Pour estimer l'âge dont la date de naissance n'est pas connue ou pas sûre.	L1.3	__ mois	L2.3	__ mois	L3.3	__ mois
L'enfant était-il malade pendant les 2 semaines précédant l'enquête, 1= Oui 2= Noni	L1.4	__ Si non, aller directement à L.1.8	L2.4	__ Si non, aller directement à L.2.8	L3.4	__ Si non, aller directement à L.3.8
Type de maladie? 1= Paludisme 2= Toux chronique/ difficulté à respirer 3= Diarrhée 4= rougeole 5=Autres	L1.5	__	L2.5	__	L3.5	__
Est-ce-que l'enfant a été emmené dans un service de santé ? 1= Oui 2= Non	L1.6	__ Si oui, aller directement à L.1.8	L2.6	__ Si oui, aller directement à L.1.8	L3.6	__ Si oui, aller directement à L.1.8
Si non, pourquoi? 1= Pas grave 2= Loin/ transport difficile 3= Pas d'argent 4= N'aime pas aller au centre de santé 5= D'autres traitement ont été utilisés (plantes, etc...) 6= Autres (à spécifier)	L1.7	__	L2.7	__	L3.7	__
L'enfant a-t-il reçu de la vitamine A Durant les derniers 6 mois? 1= Oui 2= Non Voir le carnet de santé	L1.8	__	L2.8	__	L3.8	__
L'enfant a-t-il été allaité hier? 1= Oui 2= Noni	L1.9	__	L2.9	__	L3.9	__
L'enfant a-t-il bu du lait (lait autre que lait maternel), hier ? 1= Oui 2= Non	L1.10	__	L2.10	__	L3.10	__
L'enfant a-t-il mangé d'autres aliments (solide ; mou) hier? 1= Oui 2= Non	L1.11	__ Si non, aller directement à L1.13	L2.11	__ Si non, aller directement à L2.13	L3.11	__ Si non, aller directement à L3.13
Combien de fois l'enfant a-t-il mangé hier?	L1.12	__	L2.12	__	L3.12	__
Est-ce que l'eau est-elle bouillie avant d'être bue? 1= Oui 2= Non	L1.13	__	L2.13	__	L3.13	__
Est ce que l'enfant présente des oedèmes bilatéraux? 1= Oui 2= Noni	L1.14	__	L2.14	__	L3.14	__

	Enfant No.1		Enfant No.2		Enfant No3	
Mesure du Périmètre brachial en OO, O cm	L1.15	_ _ . _ cm	L2.15	_ _ . cm	L3. 15	_ _ . _ cm

ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRE COMMERCANT

0. A compléter par l'Enquêteur		Code Questionnaire _ _ _ _
Merci de compléter avant l'Interview		
Nom de l'enquêteur	Date: _ _ / _ _ / 2008 Jour Mois	
Nom de quartier/fokontany		
N° de l'équipe: _ _	Signature de l'enquêteur:	

Instructions:

- Interviewé au moins 1 grossiste, 1 détaillant (épicerie), 1 boucher et/ou poissonnerie, 1 boutique/étales pour brèdes et légumes, 1 gargote dans le Quartier qui vendent des aliments au marché.
- Sélectionner le commerçant en fonction du sexe (femme, homme), la taille de ses boutique/étales et le type de denrées alimentaires vendues (grossiste en denrées, épicerie, boucher, gargote, étales brèdes et légumes).

Début interview (heure)

Fin interview (heure) :

1. CATEGORIE DE COMMERÇANT: GROSSISTE/VEDEUR OU MAGASIN URBAIN?

(Mettre les catégories et les caractéristiques)

2. TYPE DE PRODUITS ALIMENTAIRES VENDU ET LEUR PRIX

2.1	Quels types de produits alimentaires vous vendez? 1= Oui 2= Non	2.1.1	Céréales locale (riz, mais)			
		2.1.2	Cereales importee (riz, flour)			
		2.1.3	Pain			
		2.1.4	Racines			
		2.1.5	Haricot et arachides			
		2.1.6	Brèdes et legumes :			
		2.1.7	Fruits:			
		2.1.8	Viande:			
		2.1.9	Poisson			
		2.1.10	Oeufs			
		2.1.11	Huile			
		2.1.12	Sucre			
		2.1.13	Lait, fromage, yaourt			
		2.1.14	Aliments préparés 1 (plat)			
		2.1.15	Aliments préparés 2 (beignets, mofogasy etc)			_

	Unite	2 ;2 Quel est le prix actuel de ces produits ? (en Ariary)	2.3 Est-ce qu'il a eu des changements de prix de ces produits compare à la même période l'année dernière? 1= Le même prix 2= moins de 25% 3= Entre 25-50% 4= Plus que 50% 5=Moins cher 99= Ne vend pas
Céréales locale (riz, mais)	1 kg	2.2.1	2.3.1
Céréales importees (riz, farine)	1 kg	2.2.2	2.3.2
Pain :	1 piece	2.2.3	2.3.3
Racines	1 kg	2.2.4	2.3.4
Haricot et arachide	1 kg	2.2.5	2.3.5
Brèdes et légumes	1 kg	2.2.6	2.3.6

	Unite	2 ;2 Quel est le prix actuel de ces produits ? (en Ariary)	2.3 Est-ce qu'il a eu des changements des prix de ces produits compare à la même période l'année dernière? 1= Le même prix 2= moins de 25% 3= Entre 25-50% 4= Plus que 50% 5=Moins cher 99= Ne vend pas
Fruits (à préciser):)	1 kg	2.2.7	2.3.7
Viande	1 kg	2.2.8	2.3.8
Poisson	1kg	2.2.9	2.3.9
Œufs :	1 Pièce	2.2.10	2.3.10
Huile :	1litre	2.2.11	2.3.11
Sucre :	1 kg	2.2.12	2.3.12
Lait,	1 litre	2.2.13	2.3.13
Aliments préparés 1 (citer 3 plats)	1 plat	2.2.14	2.3.14
Aliments préparés 2 (beignets, mofogasy etc)	1 piece	2.2.15	2.3.15

2.4	Quelle est la principale cause d'augmentation du prix des produits alimentaires de première nécessité ? (citer les raisons par ordre d'importance) 1= Le prix à la source des denrées alimentaires (grossiste, producteur, ..) 2= Prix du transport 3= Taxes 4= Taux d'intérêt qui augmente 5= Augmentation de la demande 6= Absence ou diminution de l'offre 7= Autres raisons (à spécifier)	
-----	---	--

3. VENTES

3.1 QUELLES SONT LES 4 PRINCIPALES DENREES ALIMENTAIRES LES PLUS VENDUES PENDANT LES 3 DERNIERS MOIS?				
	3.2 RANG	3.3 PRODUIT	3.4 LES QUANTITES MOYENNES VENDUES PENDANT LES 3 DERNIERS	3.5 PRINCIPALE RAISON DU CHANGEMENT DE VOTRE VENTE (A CITER)

			MOIS ONT-ELLES CHANGE ? 1 = DIMINUTION 2 = PAS DE CHANGEMENT 3 = AUGMENTATION	
3.2 A	1		__	
3.2 B	2		__	
3.2 C	3		__	
3.2 D	4		__	
3.6 LA QUANTITE ACTUELLE DE VENTES DES DENREES DE BASE EST-ELLE BASSE, NORMALE OU ELEVEE POUR CETTE PERIODE DE L'ANNEE ? (ENCERCLER) 1 = BAS 2 = NORMAL 3 = ELEVE				
3.7 SI VOTRE VOLUME DE VENTES EST PLUS BAS OU PLUS ELEVE QUE LA NORMALE, EXPLIQUEZ POURQUOI				

3.8	Est-ce que la demande pour les produits suivants a augmenté ou baissé depuis 6 mois? 1= Augmenté 2= Diminué 3= Pas de changement 99= ne vends pas	1ère denrée de base [riz]		__	
		2ème denrée de base [manioc]		__	
		Brèdes et legumes		__	
		Viande		__	
3.9	S'il y a augmentation de la demande, quelles sont les 2 principales raisons? 1= Stockage pour réserve par les consommateurs 2= achat du gouvernement/ONG/WFP 3= Des grossistes des autres régions sont venues pour collecter les produits 4=Diminution des prix 5=Autres raisons (à spécifier) _____ 99=Pas de 2ème raison mentionnée	1ère denrée de base	2ème denrée de base	Brèdes et legumes	Viande/poisson
		__	__	__	__
		__	__	__	__
3.10	S'il y a diminution de la demande, quelles sont les 2 principales raisons? 1= Les consommateurs utilisent leur stock 2= Distribution de l'Aide alimentaire 3= Arrivée de la période de soudure 4= Augmentation de prix 5=Autres raisons (à spécifier) _____ 99=Pas de 2ème raison mentionné	1ère denrée de base	2ème denrée de base	Brèdes et legumes	Viande/poisson
		__	__	__	__
		__	__	__	__

3.11	Y a t'il eu un changement des habitudes dans le dernières 6 mois? 1= Oui 2= Non			__
3.12	Quels sont les types de comportement des acheteurs que vous avez observé ?	1	Les gens achètent des vivres moins chères	__
		2	LES GENS ACHETENT DE TRES PETITES QUANTITES	__
		3	LES GENS ACHETENT DES PETITS QUANTITES MAIS PLUS FREQUEMMENT (LA QUANTITE TOTAL N'EST PAS CHANGES)	__
		4	AUTRES RAISONS (SPECIFIER) _____	__
3.13	AVEZ-VOUS RENCONTRE/OBSERVE DES GENS QUI ONT DES PROBLEMES POUR ACHETER DES ALIMENTS ? CE PHENOMENE A-T-IL AUGMENTE ? (DECRIVEZ-LES NOUS SVP)			

4 . SOURCES

	D'où approvisionnez-vous habituellement pour les denrées suivantes et que vous vendez.	Lors de la période d'abondance Mandritra ny fararano 1= Propre production 2= Producteurs 3= Autres commerçants 4= Compagnie privée ou coopérative 5= Importateurs 6= Autres (à spécifier) 99 = Ne vend pas	Pendant la période de soudure Mandritra ny maitso ahitra 1= Propre production 2= Producteurs 3= Autres commerçants 4= Compagnie privée ou coopérative 5= Importateurs 6= Autres (à spécifier) 99 = Ne vend pas		
4.1	Céréales locales (riz, maïs)				
	Céréales importées (riz, farine)				
	Pain				
	Racines				
	Haricot et arachide				
	Brèdes et légumes				
	Fruits				
	Viande				
	Poisson				
	Oeufs				
	Huile				
	Sucre				
	4.2	AVEZ-VOUS DES STOCKS? 1= OUI / 2= NON			
4.3	POUR COMBIEN DE SEMAINE AVEZ-VOUS STOCKE LA DERNIERE FOIS?				
4.4	Est-ce que l'approvisionnement de vos clients en ces denrées ont augmenté ou diminué depuis les 6 derniers mois 1= Augmenté 2= Diminué 3= Pas de changement	1ère denrée de base [riz]			
		2ème denrée de base [manioc]			
		Brèdes et légumes			
		Viande/poisson			
4.5	Citez les 2 raisons si ça a augmenté 1= Stockage pour réserve par les consommateurs 2= achat du gouvernement/ONG/WFP 3= Des grossistes des autres régions sont venues pour collecter les produits 4=Diminution des prix 5=Autres raisons (à spécifier) 99=Pas de 2ème raison mentionnée	1ère denrée de base	2ème denrée de base	Brèdes et légumes	Viande/poisson

4.4	Est-ce que l'approvisionnement de vos clients en ces denrées ont augmenté ou diminué depuis les 6 derniers mois 1= Augmenté 2= Diminué 3= Pas de changement	1ère denrée de base [riz]				
		2ème denrée de base [manioc]				
		Brèdes et legumes				
		Viande/poisson				
		1ère denrée de base	2ème denrée de base	Brèdes et legumes	Viande/poisson	
4.6	Citez les 2 raisons si ça a diminué 1= Les consommateurs utilisent leur stock 2= Distribution de l'Aide alimentaire 3= Arrivée de la période de soudure 4= Augmentation de prix 5=Autres raisons (à spécifier) 99=Pas de 2ème raison mentionné	1ère denrée de base	2ème denrée de base	Brèdes et legumes	Viande/poisson	

5. CREDIT

5.1	FAITES VOUS DU CREDIT POUR ACHETER LES DENREES QUE VOUS VENDEZ? 1= OUI / 2= NON		SI NON, ALLEZ DIRECTEMENT A 7
5.2	SI OUI, PAR QUI? (ENCERCLER LA REPONSE)	1	D'AUTRES FOURNISSEURS DE DENREES
		2	USURIER
		3	BANQUE, COOPERATIVE
		4	ONG PROGRAMME
		5	FAMILLE
		6	AUTRES (A SPECIFIER) _____
5.3	Y A-T-IL DES CHANGEMENTS POUR AVOIR CES CREDITS COMPARES A L'ANNEE DERNIERE? 1= LE MEME 2= MOINS QUE D'HABITUDE 3 = PLUS QUE D'HABITUDE 4= AUTRES RAISONS		
5.4	QUEL EST LE TAUX COURANT D'INTERET MENSUEL POUR LE REMBOURSEMENT?		% PAR MOIS
5.5	EST-CE QUE LE TAUX D'INTERET A CHANGE PAR RAPPORT A L'ANNEE DERNIERE? 1= LE MEME 2= MOINS QUE D'HABITUDE 3 = PLUS QUE D'HABITUDE		
5.6	EST-CE QUE VOUS FOURNISSEZ DES CREDITS A VOS CLIENTS? 1= OUI / 2= NON		SI NON ALLEZ DIRECTEMENT A 6
5.7	EST-CE QU'IL A EU UNE CHANGEMENT DANS LE NOMBRE DE GENS QUI DEMANDE D'ACHETER SUR CREDIT MAINTENANT COMPARE A IL Y A 6 MOIS? 1= LE MEME 2= L'ACHAT EN CREDIT A DIMINUE 3 = L'ACHAT EN CREDIT A AUGMENTE		
5.8	EST-CE QU'IL A EU DES CHANGEMENTS DANS LE MONTANT DE CREDIT DEMANDE PAR DANS LES CLIENTS COMPARE A IL Y A 6 MOIS? 1= LE MEME 2= MOINS 3 = PLUS		
5.9	Y A-T-IL DES INTERETS MENSUELS QUE VOUS CHARGEZ VOS CLIENTS?		% PAR MOIS

6. DIFFICULTES POUR LE COMMERCE ET L'IMPACT POTENTIAL DE L'AIDE ALIMENTAIRE

6.1	Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans le commerce en ce moment? (noter les réponses spontanées du commerçant, réponses) 1= Prix de l'essence 2= Prix des denrées acheté pour la vente 3= Diminution des crédits/ Insuffisance de crédit/ Taux d'intérêt élevé 4= Augmentation du taux d'intérêt du crédit 5= Difficulté à recouvrer les dettes à partir des clients 6= Diminution de la demande par la population 8= Absence de transport 9= Taxes 10= Mauvaise état des routes (problème d'accessibilité) 11= Distribution de l'aide alimentaire 12= Autres : _____ 99= Difficulté 2 ou 3 non mentionné	1 st difficulté	2 nd difficulté	3 rd difficulté
		__	__	__

7. REPONSES

7.1	Combien de temps vous est-il nécessaire pour s'approvisionner en ces denrées si la demande des ménages augmente (à cause d'une subvention ou de programme d'aide)? 1= Moins de 2 semaines 2= Entre 2 et 4 semaines 3= Entre 1 et 2 mois 4= Plus de 2 mois 5 = N'est pas capable d'augmenter l'approvisionnement 6= Ne sait pas 99= Ne vend pas ces denrées	Céréales locales (riz, maïs)	__
		Céréales importées (riz, flour)	__
		Pain	__
		Racines	__
		Haricot et arachide	__
		Brèdes et légumes	__
		Fruits	__
		Viande	__
		Poisson	__
		Oeufs	__
		Huile	__
		Sucre	__
		Lait, fromage, yaourt	__
		Aliments préparés 1 (plat)	__
		Aliments préparés 2 (beignets, mofogasy etc)	__

ANNEXE 5: GUIDE FOCUS GROUP

0. A compléter par l'Enquêteur Merci de compléter avant la discussion	_ _ _ _ Code Questionnaire
Code Fokontany _ _ _ _	Date: _ _ / _ _ / 2008 Jour Mois
Code Equipe _ _ _ _	
Code/Nom Animateur: _ _ _ _ Code/nom Rapporteur _ _ _ _	

Qui constitue le **groupe de discussion**? (Qui sont-ils? Composition du groupe, y compris leur fonction)

SECTION 1 SOURCES DE REVENU

- 1.1** Quelles sont les principales sources de revenu/activités économiques/moyens de subsistance pour les habitants (par ordre d'importance) et la proportion de la population qui participe dans ces activités aujourd'hui dans votre quartier? (Essayez de donner un le pourcentage par activité)
- 1.2** Y a-t-il des différences par rapport aux sources de revenu d'il y a 6 mois (approfondir la discussion pour les différentes activités pré-cités en 2.1 pour voir les différences) ? Si oui, quelles étaient alors les sources de revenu principales ? Pourquoi ont-elles changé?
- 1.3** Quelles sont les caractéristiques d'un ménage riche? (Faites références par rapport aux biens qu'il possède, type d'activités économiques etc.)
- Quelles sont les caractéristiques d'un ménage moyen ? (Faites références par rapport aux biens qu'il possède, type d'activités économiques etc.)
- Quelles sont les caractéristiques d'un ménage pauvre? Faites références par rapport aux biens qu'il possède, type d'activités économiques etc.)
- Quelle est la proportion approximative de la population appartenant à chacun de ces 3 groupes?
- | | | |
|-----------------|-----------|---|
| Ménages riches | _ _ % pop | |
| Ménages moyens | _ _ % pop | |
| Ménages pauvres | _ _ % pop | |
| | | <div style="border-top: 1px solid black; width: 100px; margin: 0 auto;"></div> 100% |

SECTION 2 – SANTE

- 2.1** Quels sont les problèmes majeurs de santé (ou les maladies les plus fréquentes) dans le quartier ?
- 2.2** Quels sont les programmes mise en place pour aider des gens à faire face à ces problèmes de santé? (Programme à impact direct ou indirect)
- Est-ce qu'il a eu des changements dans les habitudes dans les derniers 6 mois? (Demander des précisions sur cette habitude et comment ça a changé)
- 2.3** Est-ce qu'il y a des problèmes nutritionnels dans votre quartier?
- Quel groupe dans la population est le plus touché ? Pourquoi
- Quelles en sont les manifestations ?
- Si oui, a votre avis quelles en sont les causes?
- Comment était la situation du groupe pré-cité par rapport à il y a 6 mois?
- Et maintenant?

SECTION 3 – HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

- 3.1** Quelles sont les sources d'eau les plus utilisées dans le quartier et la proportion de la population les utilisant?

3.2 Y'a-t-il des sources d'eau pour les petites animaux dans ce quartier?

3.3 Est-ce que il y a eu un changement ou des problèmes avec les sources d'approvisionnement en eau principales pendant les derniers 6 mois ? Si OUI, pourquoi ?

Quel est le système de drainage dans le Fokontany?

Commentez sur la propreté des structures d'eau et d'assainissement.

Section 4 – Logement

4.1 Quels sont des types de logement dans le Fokontany?(préciser avec les proportions)

4.2 Est-ce qu'il y a des problèmes particuliers liés au logement? Pourquoi?

SECTION 5 – CHOCS ET MECANISMES DE SURVIE

5.1 Quels chocs (alimentaire, social, économique, cyclone, inondation, etc.) ont affectés les ménages de ce quartier le plus fréquemment ces derniers 6 mois?

5.2 Qui dans la communauté est le plus affecté ? (approfondir avec les groupes sociaux ou autres non cités) pourquoi?

5.3 Quels sont les mécanismes de survie a disposition de la communauté pour faire face a ces chocs? (Laisser citer spontanément puis approfondir le mécanisme de survie par rapport aux chocs (alimentaire, social, économique, cyclone, inondation, etc.)

5.4 Quels sont les mécanismes de survie les plus importants pour faire face à la situation économique actuelle? (Laissez citer spontanément puis approfondir le mécanisme de survie par rapport aux chocs (alimentaire, social, économique, cyclone, inondation, etc.)

SECTION 6 : MARCHES

6.1 Est-ce qu'il y a un marché dans le Fokontany ?

6.2 Est-ce qu'il y a des boutiques (épiceries) dans le Fokontani?

6.3 Décrivez le réseau d'approvisionnement en nourriture pour le Fokontany :

Décrivez le réseau d'approvisionnement en produits non alimentaires pour le Fokontany

6.4 Est-ce qu'il y a eu des changements dans le réseau d'approvisionnement ces derniers 6 mois? (prix, disponibilité, type de boutique, type de produits vendu...)

6.5 Le nombre de vendeur d'aliments cuits (gargotte, vendeurs ambulants d'aliments de rue ont-ils augmenté depuis 6 mois ?

Quel groupe de population ont recours à ces vendeurs d'aliments ? Pourquoi ?

SECTION 7 : RESEAU SOCIALE

7.1 Y a-t-il des groupes d'entraide sociale (formels/informels) dans ce Fokontany ?

7.2 Si oui, quels sont les types de groupe qui existent?

Quelle partie de la population a accès a ces groupes?

Quel type de soutien donnent-ils ?

7.3 Est-ce qu'il y possibilité d'accéder au crédit?

Si, oui, comment ? et c'est disponible pour qui?

Quelles sont les différentes sortes de crédit disponibles? Quel est le taux d'intérêt ?

SECTION 8 : CONSOMMATION ALIMENTAIRE

8.1 Dans l'ensemble, les ménages de ce quartier ont-ils eu des changements dans leur comportement alimentaire les 6 derniers mois?

Changement sur la fréquence de la consommation alimentaire? (Normalement 3 fois par jour)

Pourquoi?

Y a-t-il un changement sur le choix des aliments? Pourquoi

Dans l'ensemble, est-ce que la population a-t-elle de plus en plus recours aux aliments des rues ?

Quand ? Pourquoi ?

8.2 Si Oui, quels sont ces changements (pour autres changements?

S'il s'agit de groupe dans la population, qui sont-ils ?

Comment la population a fait face à ces changements?

S'il s'agit de groupe dans la population, qui sont-ils ?

Comment la population a fait face à ces changements?

SECTION 9: COMMENTAIRE SUR LE FOKONTANY

9.1 Quelles sont les priorités des populations?

Est-ce qu'elles ont changé dans les derniers 6 mois?

Comment ont-elles changé? (Augmenté ou diminué)

Pourquoi ont-elles changé?

9.2 Comment est l'ambiance dans le quartier?

Est-ce que cela a changé depuis les derniers 6 mois?

Si oui, quelles en sont les raisons?

La sécurité a-t-elle changé ?

Comment la population a-t-elle fait pour faire à cette sécurité ?

9.3 Est-ce que la situation économique ou alimentaire des populations a changé depuis 6 mois? (justifiez pour chacun : économique, alimentaire)

S'il y a eu une dégradation, quelles en sont les raisons?

S'il y a eu une amélioration, quelles en sont les raisons?

9.4 Commentez la précarité des populations :

9.5 Est-ce qu'il y a des groupes de population qui s'en sortent mieux que d'autres?

Si oui, qui sont ces groupes et pourquoi ont-ils plus de ressources pour faire face aux problèmes et chocs?

9.6 Quelle est votre vision de l'avenir proche (prochains 3 mois) pour les gens dans ce Fokontany?

Quelle est votre vision de l'avenir dans les prochains deux ans?

A votre avis, quelle action devrait-on mener pour faire face à la situation actuelle ?

ANNEXE 6 : QUESTIONNAIRE INFORMATEURS CLES

0. A compléter par l'Enquêteur Merci de compléter avant l'Interview	Code Questionnaire _ _ _ _
N° de l'équipe : _ _	Date: _ _ / _ _ / 2008 Jour Mois
Nom du Fokontany/ quartier	
Nom de l'interviewer _____ Nom du rapporteur _____	Signature de l'enquêteur:

SECTION 1 – INFORMATION GENERALE

1.1	Qui est/sont le(s) informateur(s) clé? (Qui sont-ils? Composition du groupe, y compris leur titre)
1.2	Depuis combien de temps il habitait le Quartier/fokontany ?
1.3	Population du Fokontany : Hommes: _ _ _ _ , _ _ _ _ Femmes: _ _ _ _ , _ _ _ _ Enfant : _ _ _ _ , _ _ _ _
1.4	Nombre total de ménages : _ _ _ _ , _ _ _ _

SECTION 2 INFORMATION GENERALES SUR LA POPULATION DANS LE FOKONTANY

2.1	Discutez des aspects généraux sur le quartier et ses habitants (profil de quartier) - Origine ethnique (et majorité) - Taille moyenne des ménages (combien de personnes vivent en moyenne dans les ménages) - Est-il en cours d'expansion - Caractéristique spécifique (zone du grand marché, zone industrielle....)
------------	--

2.2	Quelles sont les principales sources de revenu/activités économiques/moyens de subsistance pour les habitants (par ordre d'importance) et la proportion de la population qui participe dans ces activités aujourd'hui dans votre quartier? (essayez de donner un le pourcentage par activité) 1- _____ _ _ % pop 2- _____ _ _ % pop 3- _____ _ _ % pop 4- _____ _ _ % pop 5- _____ _ _ % pop 6- _____ _ _ % pop 7- _____ _ _ % pop _____ 100%
2.3	B. Y a-t-il des différences par rapport aux sources de revenu d'il y a 6 mois? Si oui, quelles étaient alors les sources de revenu principales ? Pourquoi ont-elles changé?
2.4	Décrivez les caractéristiques des groupes de population dans le Fokontany (immigré, permanent, ...(estimer la proportion). Quelles sont les caractéristiques d'un ménage riche? (Les biens qu'il possède, type d'activités économiques, etc.) Quelles sont les caractéristiques d'un ménage moyen? Quelles sont les caractéristiques d'un ménage pauvre? Quelle est la proportion approximative de la population appartenant à chacun de ces 3 groupes? Ménages riches _ _ % pop Ménages moyens _ _ % pop Ménages pauvres _ _ % pop _____ 100%

SECTION 3 – SANTE					
3.1	Quelles sont les structures de santé auxquelles les gens ont accès dans ce quartier? Hôpital privé/ publique - poste de santé privé/publique - autres : _____				
3.2	Y a-t-il eu des changements dans les services de Santé au cours de l'année dernière ??	1	Oui	1	Non
3.3	Si oui, quels ont été ces changements? (faire la distinction entre le privé et le publique)				
3.4	Quels sont les problèmes de santé majeurs dans le quartier ? Est-ce qu'il y a eu un changement dans les derniers 6 mois?				

SECTION 4 – SOURCES D'EAU			
4.1	Quelles sont les sources d'eau les plus utilisées dans le quartier et la proportion de la population les utilisant?	1= Pompe et forage publiques	
		2= Robinet publique	
		3= Eau courante dans la cour	
		4. Puits – non protégés	
		5. Puits – protégés	
		6= Cour d'eau, rivière, mare	
		7= Impluvium	
		8= Autres (à préciser)	
	Total	100%	
4.2	Y'a-t-il des sources d'eau pour les petites animaux dans ce quartier?	1 = Oui	1 = Non
4.3	Est-ce qu'il y a eu un changement ou des problèmes avec les sources d'eau principales pendant les derniers 6 mois ? Si OUI , pourquoi ?		

SECTION 5 – MIGRATION		
5.1	Y a-t-il eu des migrations de personnes dans votre quartier pendant les 3 derniers mois ?	1 = Oui 1 = Non 1= Eny 2= Tsia
5.2	Est-ce normal à cette période de l'année ? 1 = Oui 1 = Non	
5.3	Estimez la proportion/le nombre des personnes nouvellement arrivées : / %	
5.4	Quel est l'impact de la migration sur le quartier ?	

SECTION 6 – EDUCATION		
6.1	Y a-t-il une Ecole Primaire dans le quartier ?	1 = Oui 1 = Non
6.2	Quel type d' Ecole Primaire est-ce?	1 = Publique /Officielle, 2 = Privée/Informelle,
6.3	Quelle est la proportion des enfants enregistrés dans une école publique et dans une école privée?	Publique % Privée %
6.4	Est-ce que la fréquentation de l'École Primaire a diminué dans les derniers 6 mois?	1 = Oui 1 = Non
6.5	Quelles sont les principales raisons du changement ?	

SECTION 7 : MARCHES	
7.1	Est-ce qu'il y a un marché dans le Fokontany ? 0 = Non 1 = Oui

7.2	Est-ce qu'il y a des boutiques (épiceries) dans le Fokontani? 0 = Non 1 = Oui
7.3	Décrivez le réseau d'approvisionnement en nourriture pour le Fokontany (préciser le lieu d'approvisionnement): Décrivez le réseau d'approvisionnement en produits non alimentaires pour le Fokontany
7.3	Est-ce qu'il y a eu des changements dans le réseau d'approvisionnement ces derniers 6 mois? (prix, disponibilité, type de boutique, type de produits vendu...)

SECTION 8 : RESEAU SOCIALE

8.1	Y a-t-il des groupes d'entraide sociale (formels/informels) dans ce Fokontany ? 1 = Oui 2 = Non
8.2	Si oui, quels sont les types de groupe qui existent? Quelle partie de la population a accès à ces groupes? Quel type de soutien donnent-ils ?
8.3	Est-ce qu'il y a possibilité d'accéder au crédit? Si, oui, comment ? et c'est disponible pour qui? Quelles sont les différentes sortes de crédit disponibles?

SECTION 9 : AIDE ALIMENTAIRE

9.1	Les ménages de ce quartier reçoivent-ils de l'aide alimentaire?	1 = Oui 2 = Non
9.2	Si Oui, de quels types de programme? (<i>Entourez toutes les options qui s'appliquent à votre Fokontany</i>)	1. Distributions Générales d'aide alimentaire 2. Cantines Scolaires 3. Alimentation supplémentaire (programmes Vivres contre Travail VCT) 4. Autres,

SECTION 10 : CHOCS

10.1	Est-ce que les ménages du Fokontany ont été touchés par un choc (social, économique, alimentaire) dans les derniers 6 mois ? (préciser le/les types de chocs)	1 = Oui 2 = Non
10.2	Si oui, décrivez les chocs les plus destructeurs ? Quels sont les ménages les plus affectés dans la communauté ? pourquoi?	

10.3	Commentez comment la communauté a fait/ fait face à ces chocs? Quels sont les mécanismes de survie les plus importants pour faire face a la situation économique actuelle?
------	--

SECTION 11 : COMMENTAIRE SUR LE FOKONTANY	
11.1	Quelles sont les priorités des populations? Est-ce qu'elles ont changé dans les derniers 6 mois? Comment ont-elles changé? Pourquoi ont-elles changé?
11.2	Comment est l'ambiance dans le quartier? Est-ce que cela a changé depuis les derniers 6 mois? Si oui, quelles en sont les raisons?
11.3	Est-ce que la situation économique ou alimentaire des populations a changé depuis 6 mois? S'il y a eu une dégradation, quelles en sont les raisons? S'il y a eu une amélioration, quelles en sont les raisons?
11.4	Commentez la précarité des populations :
11.5	A votre avis, quelle serait les solutions à votre niveau permettant de solutionner cette cette précarité ?
11.6	Est-ce qu'il y a des groupes de population qui s'en sortent mieux que d'autres? Si oui, qui sont ces groupes et pourquoi ont-ils plus de ressources pour faire face aux problèmes et chocs? <i>Est-ce que vous pourrez prendre des mesures en cas de flambée de prix sur les denrées alimentaires ? Lesquelles ?</i>
11.7	Quelle est votre vision de l'avenir proche (prochains 3 mois) pour les gens dans ce Fokontany? Quel est votre vision de l'avenir dans les prochains deux ans?